MTL. L.7103/1.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
- 2. AOÛ 1960
Traduction allemande
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre chargé de l'Administration générale, le 14 avril 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public", a donné le 16 juin 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e april 1960 door de Minister belast met het Algemeen Bestuur, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende statuut van sommige instellingen van openbaar nut", heeft de 16e juni 1960 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Le projet a pour objet de doter d'un statut complet le personnel des organismes d'intérêt public énumérés à l'article 1er et qui relèvent respectivement du Ministre de la Santé publique et de la Famille, du Ministre de la Prévoyance sociale et du Ministre du Travail.

L'établissement d'un statut pour les agents des organismes d'intérêt public constitue un progrès très important.

Actuellement, en effet, la situation de beaucoup de ces agents n'est réglée que par des dispositions fort fragmentaires.

Il en résulte, en premier lieu, des incertitudes sur certains points fondamentaux, incertitudes qui sont fort préjudiciables non seulement à la sécurité juridique mais même aux intérêts des agents. Pour certains d'entre eux, on a même pu hésiter sur la nature juridique du régime qui leur était applicable : étaient-ils dans les liens d'un contrat de louage de services ou étaient-ils, au contraire, soumis à un statut de droit public ? En conséquence, avant la loi du 28 avril 1958 (article 15), des controverses ont surgi au sujet de l'application à ces agents du régime de la sécurité sociale institué par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 (Cass. 2 décembre 1954, Pas. 1955, I, 302; 2 janvier 1959, Pas. 1959, I, 434). Par ailleurs, n'ayant pu déterminer de manière certaine le régime qui leur était applicable, des agents

.../...

d'organismes d'intérêt public ont introduit des recours auprès du Conseil d'Etat contre les décisions mettant fin à leurs fonctions, alors qu'ils auraient dû saisir les tribunaux civils (C.E. 27 juin 1958 n° 6419; 26 juin 1959, n°s 7180 et 7183; 2 octobre 1959, n° 7243; 8 janvier 1960, n° 7526).

En second lieu, les quelques dispositions existant jusqu'ici sont fort incomplètes. Elles n'établissent pas en matière de recrutement, d'avancement, de discipline, de congés, de fin des fonctions, des règles adéquates qui garantissent à la fois la bonne marche des services et les intérêts légitimes des agents.

Le statut contenu dans le projet comblera donc, pour les agents auxquels il sera applicable, une lacune fort grave.

B. Le projet a pour fondement légal l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957, disposition qui est invoquée en tête du préambule.

Dans cette loi du 16 mars 1954, le législateur s'est borné, par l'article 11, à confier au Roi le pouvoir de fixer le statut du personnel des organismes indiqués et par l'article 17, § 1er, alinéa 1er, à habiliter le Roi à apporter aux dispositions légales et réglementaires fixant les statuts des organismes, les modifications nécessaires pour les mettre en concordance avec la loi nouvelle.

.../...

De la méthode suivie par le législateur, il résulte une difficulté à déterminer avec exactitude dans quelle mesure l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 a abrogé les lois et arrêtés organiques des divers établissements et dans quelle mesure le Roi peut, en usant du pouvoir qui lui est confié par cet article, modifier les lois et arrêtés organiques.

Le pouvoir conféré au Roi par cet article 11 reste, par l'effet des lois organiques des établissements, soumis à certaines limitations.

I. L'article 11 de la loi du 16 mars 1954, modifié par l'arrêté du 18 décembre 1957, confère au Roi le pouvoir de fixer le statut du personnel des organismes d'intérêt public énumérés à l'article 1er de la loi. Ce pouvoir implique incontestablement celui de modifier les dispositions légales antérieures qui ont eu pour objet exclusif de régler le statut de ce personnel. Il ne comprend toutefois pas le pouvoir de modifier les dispositions légales qui réservent compétence pour nommer et révoquer le personnel à un organe de gestion de l'établissement. On peut citer, par exemple, l'article 16 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, l'article 5 de la loi du 15 mars 1956 créant l'Institut national de l'éducation physique et des sports.

Cette restriction au pouvoir du Roi se justifie par le motif que les dispositions légales qui réservent à un organe de gestion d'un établissement public le pouvoir de nommer et de révoquer le personnel ne concernent pas seulement le statut du personnel, mais contribuent principalement à définir l'étendue de l'autonomie de l'établissement.

.../...

En faveur de cette conception on peut encore invoquer la distinction entre le pouvoir de fixer le statut du personnel et le pouvoir de nommer celui-ci qu'a faite la loi du 18 mai 1960 organique des Instituts de la radiodiffusion-télévision belge. Cette loi confie au Roi le pouvoir de fixer le statut du personnel de ces instituts, mais attribue au conseil d'administration ou au conseil général le pouvoir de nommer ce personnel (articles 13, 19 et 25). De même, dans le but de donner des pouvoirs plus étendus à des collèges de gestion composés paritairement de représentants des employeurs et des travailleurs, un projet de loi relatif aux organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale donne à ces collèges le pouvoir de nommer les agents, tout en confiant au Roi le pouvoir de fixer leur statut (Doc.parl., Chambre, session 1959-1960, n° 506/1, article 18).

On doit conclure que dans l'usage du pouvoir qui lui est conféré par l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, le Roi reste lié par les dispositions légales qui réservent à un organe de gestion le pouvoir de nommer le personnel. Ces dispositions légales sont peu nombreuses, mais elles obligent à apporter une modification à un assez grand nombre d'articles du projet. Ceux-ci attribuent en effet de la manière la plus générale à des autorités de l'Etat - le Roi ou le Ministre - le pouvoir de prendre toutes les mesures individuelles concernant les agents. Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte des exceptions établies par les dispositions légales indiquées.

.../...

II. Pour les mêmes motifs le Roi reste lié par les dispositions légales qui, tout en confiant le pouvoir de nommer le personnel d'un organisme à une autorité de l'Etat, imposent à celle-ci la consultation préalable de l'organe de gestion de l'établissement ou du fonctionnaire dirigeant. En effet, ces dispositions touchent également à l'étendue de l'autonomie de l'organisme.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose d'ajouter au projet un article qui tendra à assurer, pour les nominations à faire dans certains organismes, le respect de formalités qui sont prescrites par la loi et que le Roi ne peut supprimer en vertu de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 (voir l'article 109 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

III. Le pouvoir du Roi est soumis à une autre limitation qui a trait à l'établissement même du statut.

Aux termes de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957, le Roi fixe le statut du personnel des organismes d'intérêt public énumérés à l'article 1er "sur proposition du ou des Ministres dont ils relèvent et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions". Tel est le mode d'établissement du statut qui était déjà adopté dès l'origine par la loi du 16 mars 1954.

Cette disposition fait surgir une difficulté. Faut-il considérer que l'article 11 a institué un système complet et que les formalités prescrites par cet article ont supprimé toutes les autres formalités établies antérieurement ? Faut-il, au contraire, considérer que cet article laisse subsister ces dernières formalités qui consistent généralement en des consultations des organes de gestion ?

.../...

Il y a lieu d'adopter la seconde solution.

En effet, la proposition du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions a été établie dans le but d'assurer une coordination. Dès lors, il ne semble pas qu'elle ait pu avoir pour effet de supprimer des formalités établies dans de tout autres buts, telles que la consultation des organes de gestion. Celle-ci est destinée à assurer le respect de l'autonomie de l'organisme et l'adaptation éventuelle du statut du personnel aux besoins propres de l'organisme. Ce souci est resté celui du législateur lors du vote de la loi du 16 mars 1954, malgré le retour à une plus grande centralisation opéré par cette loi (Rapport de la commission spéciale du Sénat, Doc. parl. Sénat, session 1953-1954, n° 115, pages 40 et 41).

En outre, selon les règles générales d'interprétation, on ne peut admettre une abrogation implicite que s'il y a contradiction certaine entre la loi nouvelle et la loi antérieure. Or, les dispositions qui prescrivent la consultation des organes de gestion peuvent se concilier avec l'article 11, qui confie au Roi le pouvoir de fixer le statut du personnel sur proposition du ou des Ministres dont relève l'organisme et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Enfin, la thèse du maintien des formalités antérieurement établies trouve un appui dans les travaux préparatoires de la loi du 16 mars 1954. Au cours de ceux-ci, il a été précisé que les organes de gestion des établissements autonomes interviendraient dans l'élaboration du statut du personnel, et qu'"il (allait) de soi

.../...

que le Ministre (consulterait) le fonctionnaire dirigeant des organismes de la catégorie A" (Doc.parl. Sénat, session 1953-1954, n° 115, pages 42-43). L'article 11 a d'ailleurs pour origine un amendement déposé par un membre de la commission spéciale du Sénat, amendement qui prescrivait expressément "1') avis ou (la) proposition du conseil qui assure l'administration de l'organisme intéressé". Ces mots n'ont pas été repris dans le texte proposé par le Premier Ministre. L'omission de ces mots ne saurait toutefois être interprétée comme impliquant la volonté du législateur de dispenser le Roi de consulter les organes de gestion avant d'établir le statut du personnel. En effet, le texte proposé par le Premier Ministre tendait uniquement à éliminer "un certain nombre de précisions qu'il (était) inutile d'insérer dans le corps de la loi elle même" et à ajouter la proposition du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions (document parlementaire indiqué pages 39 à 41). Etant donné que le texte adopté par le législateur pour l'article 11 ne fait pas mention d'un avis du conseil chargé de l'administration de l'organisme, on ne peut pas soutenir, sur la seule base des travaux préparatoires, que cette disposition légale a créé l'obligation pour le Roi de respecter semblable formalité lors de l'établissement du statut. En revanche, en raison des intentions exprimées par le législateur au cours de ces travaux préparatoires, il n'est pas possible d'admettre que cet article 11 ait pour effet d'abroger tacitement les dispositions légales et réglementaires qui prescrivent la consultation des organes de gestion de certains organismes avant la fixation du statut du personnel. A l'occasion de l'examen du préambule du projet, le Conseil d'Etat établira un relevé des avis auxquels le présent projet doit être soumis pour qu'il soit satisfait à ces dispositions légales et réglementaires.

.../...

Déjà dans son avis donné le 13 mai 1958, sur un premier projet relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, le Conseil d'Etat, section de législation, avait attiré l'attention du Gouvernement sur la nécessité de soumettre le projet aux formalités imposées par semblables dispositions (avis L. 6233, pages 8 à 10).

En conclusion des observations qui précèdent, le Gouvernement doit, pour assurer la légalité du statut prévu par le projet, tenir compte des limitations au pouvoir du Roi qui résultent des lois organiques des divers établissements. D'une part, le Gouvernement est tenu de soumettre le projet aux formalités imposées. D'autre part, il est tenu d'insérer dans le projet, les dispositions particulières indispensables pour que ce projet ne soit pas en contradiction avec les textes légaux qui, soit réservent aux organes de gestion le pouvoir de nommer le personnel de certains organismes, soit prescrivent un avis préalable de ceux-ci avant que soient prises certaines mesures individuelles concernant les agents.

Si le Gouvernement estimait que le pouvoir confié au Roi par l'article 11 est entravé de manière excessive par les limitations que lui imposent certaines dispositions des lois organiques des établissements, il lui incomberait de solliciter du législateur l'extension du pouvoir réglementaire du Roi en vue d'habiliter celui-ci à abroger les dispositions légales qui limitent actuellement la liberté dont il dispose dans l'établissement du statut du personnel.

.../...

Pour mettre à l'abri de toute contestation la légalité du projet, il y a donc lieu soit de recourir préalablement à une modification de la loi destinée à élargir le pouvoir du Roi, soit de respecter les dispositions légales encore en vigueur qui limitent actuellement ce pouvoir.

C. L'article 17, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954 a chargé le Roi de mettre en concordance avec cette loi les dispositions légales et réglementaires fixant les statuts des organismes. Jusqu'ici, cette mise en concordance n'a été faite que pour quelques uns d'entre eux. Pour satisfaire à la loi, il conviendrait de procéder à cette mise en concordance des textes pour les autres organismes.

En outre, se pose le problème de la mise en concordance des lois et arrêtés fixant les statuts des organismes avec les arrêtés pris en exécution de l'article 11, et notamment avec le présent projet. Dans le but de procéder immédiatement à cette mise en concordance et d'éviter des confusions au sujet des textes applicables, le Conseil d'Etat propose d'ajouter au projet des dispositions qui abrogeront de manière expresse les textes légaux et réglementaires remplacés par ce projet, ou qui leur apporteront, également de manière expresse, les modifications qui résultent du présent projet (voir les articles 114 et 115 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

.../...

D. Pour déterminer de manière complète le régime établi pour les agents soumis au projet, ainsi que pour pouvoir apprécier la légalité des dispositions de ce projet, il y a lieu de relever les dispositions légales de caractère général qui ont déjà fixé sur certains points la situation des agents des organismes d'intérêt public.

Il convient de citer :

1° L'article 6 de la Constitution qui est applicable à tous les emplois publics, non seulement à ceux de l'Etat, mais aussi à ceux des organismes d'intérêt public.

2° Le décret du Congrès national du 20 juillet 1831 sur le serment.

Dans la pratique administrative, le serment n'est généralement pas exigé des agents des services publics distincts de l'Etat. Cependant, l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 impose de manière très étendue l'obligation du serment. Il ne l'impose pas seulement à "tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif", mais de manière plus générale à "tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque". On ne conçoit l'attribution de la qualité d'"administration personnalisée" ou d' "établissement public" qu'à une institution dont les agents sont chargés d'assurer un service public. Dès lors, les agents de semblable institution tombent sous l'application de l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 (WIGNY. Principes généraux du droit administratif 1953, pages 194,195; Conseil d'Etat, arrêt du 20 juin 1958, n° 6731).

.../...

Les agents soumis au présent statut sont tous chargés "d'un service public". Le décret du 20 juillet 1831 sur le serment leur est donc applicable de plein droit.

S'il n'est pas nécessaire de répéter dans le statut l'obligation de prêter serment, il y a lieu d'y déterminer les modalités de la prestation du serment et notamment d'y désigner l'autorité compétente pour le recevoir. Il convient d'autant moins de laisser le règlement de cette question aux mesures d'exécution, qu'aux termes de l'article 3 du décret il appartient au législateur de désigner l'autorité compétente pour recevoir le serment; c'est seulement à l'effet de "suppléer au silence (des) lois" que le Roi a compétence pour faire cette désignation (Cass., 20 octobre 1868, Pas. 1869, I, 238; arrêt déjà cité du Conseil d'Etat, section d'administration)

3° La loi des 3 août 1919 - 27 mai 1947 sur la priorité aux emplois publics.

Aux termes de l'article 12 de cette loi, une partie de ses articles est applicable aux "établissements placés sous le contrôle de l'Etat", mais seulement pour ce qui est de "la moitié des fonctions et emplois qui sont à conférer chaque année et auxquels est attaché un traitement inférieur à 39.000 francs".

Selon une première thèse, en raison de la date de la loi qui a fixé ce chiffre - il s'agit d'une loi du 27 mai 1947 - et en raison des travaux préparatoires de cette loi (1), le chiffre de 39.000 francs constitue

.../...

(1) L'exposé des motifs du projet, devenu la loi du 27 mai 1947, contient une référence aux réadaptations des traitements faite par l'arrêté du Régent du 20 juin 1946. Doc. parl. Sénat, session extraordinaire 1946, n° 128, page 12.

un traitement de base au sens du système du statut pécuniaire établi par l'arrêté du Régent du 20 juin 1946. Dès 1947, le traitement indiqué était donc, en réalité, un traitement de 39.000 x 2,25, soit 87.750 francs.

Selon une seconde thèse, le législateur ayant fixé un chiffre dans la loi, il n'appartient ni au juge ni aux autorités administratives chargées de l'application de la loi d'adapter ce chiffre. C'est à cette seconde thèse que le Conseil d'Etat s'est rallié dans un arrêt du 5 avril 1960, n° 7771.

En tout état de cause, on doit reconnaître qu'en raison de la modification complète des statuts pécuniaires survenue depuis 1947, l'adaptation du chiffre indiqué dans la loi donne lieu à des incertitudes.

Par conséquent, il se recommande de recourir à une intervention du législateur pour modifier l'article 12 de la loi sur les priorités si on entend assurer réellement l'application de cette loi aux nominations faites dans les organismes d'intérêt public, et écarter les difficultés que, jusqu'ici, elle fait surgir sur ce point.

Semblable intervention du législateur se recommande d'autant plus que l'article 5 de la loi du 21 mars 1960 relative à l'intégration des membres du personnel de l'administration d'Afrique, de la force publique et de la magistrature dans les services publics métropolitains, renvoie à l'article 12 de la loi sur les priorités. En effet, l'article 5 de la loi du 21 mars 1960 accorde aux agents bénéficiaires de la disposition

.../...

"un droit de priorité pour leur admission aux emplois vacants... dans les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954, sous réserve de l'application des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947, et dans les limites de celles-ci".

4° La loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative (voir l'article 1er, § 3, et l'article 4, § 1er, de cette loi).

5° L'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n° 87, du 5 février 1935, sur les cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics.

Dans la pensée du Gouvernement, les agents auxquels le projet sera applicable seront régis par les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 5 février 1935. L'article 100, paragraphe 1er, du projet énonce même expressément que les agents sont soumis "aux dispositions qui règlent pour les agents de l'Etat ... 11°, le cumul de fonctions". Cette disposition du projet est superflue puisque, en raison des termes employés dans l'arrêté royal du 5 février 1935, cet arrêté s'applique de plein droit aux agents "des établissements publics dépendant de l'Etat". Néanmoins, l'insertion dans le projet de l'article 100, paragraphe 1er, 11°, révèle l'intention du Gouvernement de ne déroger en rien aux règles établies par l'arrêté royal du 5 février 1935.

Telle étant la volonté du Gouvernement, le Conseil d'Etat n'a pas à examiner si l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 permet au Roi de déroger aux dispositions établies le 5 février 1935. La question pourrait être posée. En effet, ces dispositions concernent exclusivement le statut des agents et ne touchent pas à l'autonomie des établissements. En outre, elles n'ont pas été établies par le législateur lui-même mais par un arrêté royal pris en exécution de l'article 1er, I, littera c, de la loi du 31 juillet 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du

.../...

redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Malgré les différences entre les attributions de pouvoirs au Roi faites respectivement par l'article 1er, I, littera c, de la loi du 31 juillet 1934 et l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, on peut se demander si ce dernier article n'habilite pas le Roi à modifier un arrêté royal pris en exécution de la première disposition.

Le Conseil d'Etat n'a pas à résoudre ici ce problème délicat étant donné que, dans le présent projet, le Gouvernement n'entend aucunement soustraire les agents aux règles établies par l'arrêté royal du 5 février 1935.

Mais, telle étant l'intention du Gouvernement, on doit constater un manque de concordance dans le système du projet. D'une part, il prévoit l'application pure et simple aux agents qu'il concerne des dispositions de l'arrêté royal du 5 février 1935 et, d'autre part, il ne tient pas compte de certaines règles spéciales établies par cet arrêté.

En effet, aux termes de l'article 85 du projet, les peines disciplinaires plus graves que le blâme sont toujours infligées par le Ministre sur proposition du fonctionnaire dirigeant. Or, aux termes de l'article 5 de l'arrêté du 5 février 1935, les peines disciplinaires infligées pour les infractions aux dispositions de cet arrêté "sont prononcées par délibération du Conseil des Ministres". Pour tenir compte de cette règle, il est nécessaire de prévoir une dérogation à la règle de compétence énoncée à l'article 85 du projet. Il est également nécessaire d'ajouter à l'échelle des peines disciplinaires établie par l'article 76 du projet, la peine de la suspension qui est prévue par l'article 5 de l'arrêté royal du 5 février 1935 (article 82, alinéa 2, du texte proposé).

.../...

Les observations qui précèdent font apparaître une nouvelle fois la difficulté que l'on éprouve à combiner, tant pour les règles de fond que pour les règles de compétence ou de procédure, les dispositions de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux du 5 février 1935 et les dispositions d'arrêtés royaux ordinaires fixant le statut de catégories d'agents, tels que l'arrêté du 2 octobre 1937 ou le présent projet (voir Conseil d'Etat, l'arrêt du 15 mai 1959, n° 7080).

Selon les renseignements communiqués par les délégués du Ministre, il entre dans les intentions du Gouvernement de solliciter du législateur des dispositions nouvelles en matière de cumul. Il est souhaitable que la législation nouvelle en préparation élimine toutes les difficultés qui viennent d'être indiquées.

6° La loi du 26 mars 1937 créant l'obligation pour les diverses administrations de l'Etat, des provinces, des communes, des associations de communes, d'accorder des facilités à leurs agents, officiers de réserve, en vue de permettre à ceux-ci d'accomplir les prestations imposées par leur situation d'officier de réserve.

7° L'alinéa 2 inséré dans l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 par l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux du 18 décembre 1957.

Cette disposition soumet tout recrutement de personnel dans les organismes d'intérêt public énumérés à l'article 1er de la loi à une procédure préalable fort complexe.

.../...

En effet, aux termes de cette disposition, tout recrutement de personnel dans ces organismes est soumis :

a) "à l'autorisation préalable du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions";

b) toutefois, par dérogation au a, à la simple autorisation du ou des Ministres qui exercent leur autorité ou leur contrôle sur l'organisme, lorsqu'il s'agit de "pourvoir aux emplois vacants, techniques ou scientifiques". La liste de ces emplois est établie par le conseil des Ministres. Cette liste pourra être modifiée ultérieurement par le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions et sur proposition du Ministre compétent.

Il en résulte qu'une autorisation préalable soit du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, soit du Ministre dont relève l'organisme, est requise même s'il ne s'agit que de pourvoir à un emploi devenu vacant.

L'alinéa 2 de l'article 11 soumet donc tout recrutement à une condition supplémentaire qui s'ajoute à celles qui sont énoncées aux articles 9 et 17 du texte du Gouvernement.

8° La loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

.../...

9° La loi du 28 avril 1958 relative à la formation et à la réadaptation professionnelles ainsi qu'au reclassement social des handicapés.

L'article 4 de cette loi oblige les pouvoirs et établissements publics et d'utilité publique qui seront déterminés par le Roi et qui emploient vingt personnes au moins, d'occuper un certain nombre d'handicapés enregistrés par le Fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés.

Pour ce qui est des aptitudes physiques requises de manière générale dans le chef des candidats, à la différence de la réglementation applicable aux agents de l'Etat, le projet n'établit pas de cas d'inaptitude et se borne à exiger que le candidat ne souffre pas d'une affection de nature à l'empêcher d'exercer normalement ses fonctions. Ce système permettra au Gouvernement de prendre plus aisément les mesures d'exécution appelées par la loi du 28 avril 1958.

10° La loi du 21 mars 1960 relative à l'intégration des membres du personnel de l'administration d'Afrique, de la force publique et de la magistrature dans les services publics métropolitains (article 5).

Il convient de signaler encore certains projets de lois qui, s'ils sont adoptés par le législateur, viendront compléter ou modifier parfois, sur des points importants, le statut du personnel des organismes d'intérêt public soumis au projet.

.../...

On doit citer :

1° Le projet de loi sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale (Doc. parl., Chambre, session 1959-1960, n° 506).

Le rapport au Roi annexé au présent projet fait allusion à ce projet de loi.

S'inspirant sur ce point de principes différents de ceux du présent projet, l'article 18 du projet de loi confie à des collèges de gestion composés paritairement de représentants des travailleurs et des employeurs le pouvoir de nommer, promouvoir et révoquer le personnel des organismes qu'il concerne.

En prévision de l'adoption de ce projet de loi, il s'indique d'autant plus d'ajouter aux articles du présent projet qui accordent au Roi ou au Ministre le pouvoir de nommer, promouvoir ou révoquer le personnel, la réserve "sauf disposition légale contraire".

2° Le projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales (Doc. parl., Chambre, session 1958-1959, n° 318; Doc. parl., Sénat, session 1959-1960, n° 291).

Comme il sera précisé à l'occasion de l'examen de l'article 1er, ce projet de loi tend à supprimer, pour les remplacer par des organismes nouveaux, plusieurs des organismes énumérés à l'article 1er.

.../...

3° Le projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur accrière en Afrique jusqu'à son terme normal (Doc. parl., Chambre session 1959-1960, n° 490; Doc. parl., Sénat, session 1959-1960, n° 302).

E. Pour ce qui est du contenu du projet, on constate que celui-ci ne comprend pas de dispositions relatives aux devoirs des agents.

Selon les délégués du Ministre, l'absence de telles dispositions est intentionnelle. Le Gouvernement fait valoir que les devoirs des agents sont sanctionnés par des dispositions pénales et, pour le surplus, découlent avec évidence de leur état, de telle sorte qu'il est superflu d'énoncer expressément ces devoirs dans un statut. Le Gouvernement fait valoir en outre que plusieurs des dispositions relatives aux devoirs des agents contenues dans le statut du 2 octobre 1937 ont une portée trop vague pour avoir un véritable objet juridique.

Ces considérations sont exactes. Toutefois, comme le Conseil d'Etat l'a observé dans son avis du 13 mai 1958, des doutes peuvent surgir au sujet de l'existence ou du moins de l'étendue de certains des devoirs. Cette difficulté se présente en ce qui concerne l'interdiction pour les agents de suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable (arrêté royal du 2 octobre 1937,

.../...

article 7, alinéa 3), l'obligation pour les agents d'éviter même dans leur vie privée tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public (même arrêté, article 8, alinéa 2), l'interdiction pour les agents de se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance de la Belgique ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité (même arrêté, article 9, modifié par l'arrêté du 5 février 1951).

Il y a danger que des agents des organismes d'intérêt public n'invoquent la différence du présent statut avec l'arrêté du 2 octobre 1937 pour soutenir que leurs devoirs sont moins étendus que ceux des agents de l'Etat.

Il se recommande donc de compléter le projet par des dispositions relatives aux devoirs des agents. Le Gouvernement n'est d'ailleurs pas tenu de reprendre les dispositions énoncées aux articles 7 à 13 du statut du 2 octobre 1937; il peut se borner à s'en inspirer tout en faisant toutes les adaptations qu'il juge utiles.

F. Sur de nombreux points, le projet introduit des règles nouvelles fort différentes de celles qui sont applicables aux agents de l'Etat.

.../...

Le rapport au Roi contient une justification d'une partie de ces règles nouvelles, mais il est muet au sujet des autres. En raison de la grande importance du projet, qui contient un statut complet, il est souhaitable que le rappport au Roi indique la raison d'être des règles principales établies en chaque matière et qu'il en explique la portée. L'application du statut contenu dans le projet sera ainsi rendue plus aisée.

G. Parmi les innovations du projet qui ne sont pas expliquées dans le rapport au Roi, on doit principalement relever la suppression du stage et la suppression du conseil de direction.

Les auteurs du statut du 2 octobre 1937 attachaient beaucoup de prix, d'une part, à l'obligation imposée aux candidats d'accomplir un stage avant leur admission à titre définitif et, d'autre part, à la création au sein de chaque département d'un conseil de direction chargé d'un rôle important à l'égard du personnel (premier rapport sur la réforme administrative de M. le commissaire royal CAMU, "Le statut des agents de l'Etat". Bruxelles, Imifi, 1937, pages 61-62 et pages 75-76. Voir aussi le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, n°s III et V).

L'absence de tout stage pour les agents des organismes d'intérêt public soumis au projet présente des dangers sur lesquels le Conseil d'Etat estime devoir attirer l'attention du Gouvernement. Cette absence de stage risque d'être préjudiciable à la formation professionnelle

.../...

des agents. Elle risque aussi de maintenir au sein des organismes des agents qui, tout en ayant les connaissances théoriques requises, se révéleraient, dans la pratique, dénués des qualités que l'administration est en droit d'exiger d'eux.

Le projet ne prévoit pas d'intervention d'un conseil de direction; il ne prévoit que l'intervention du fonctionnaire dirigeant. Or, en matière d'avancement notamment, la discussion au sein d'un collège est de nature à assurer un examen plus complet et plus objectif. C'est là une garantie donnée aux agents de l'Etat que le projet n'apporte pas aux agents des organismes d'intérêt public.

H. L'article 11 de la loi du 16 mars 1954 exprime incontestablement la volonté du législateur d'assurer, en matière de statut du personnel, une coordination des règles suivies dans les divers organismes, et, en outre, des règles suivies dans ces organismes et des règles suivies dans les administrations de l'Etat.

Cette coordination n'exige pas l'établissement d'un statut unique applicable aux agents de tous les organismes d'intérêt public et aux agents de l'Etat. Mais elle demande que les différences entre les règles établies aient une justification dans les besoins propres des divers organismes. Cette coordination demande aussi que, pour l'établissement de règles semblables, le Gouvernement recoure toujours aux mêmes procédés juridiques, aux mêmes notions et à la même terminologie.

.../...

Le projet n'établit pas seulement des règles nouvelles différentes de celles qui ont été établies pour des agents de l'Etat par le statut du 2 octobre 1937 et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété. Le projet recourt à des procédés juridiques nouveaux, à des notions nouvelles, à une terminologie nouvelle. Tel est surtout le cas en ce qui concerne les positions administratives.

Selon les renseignements donnés par les délégués du Ministre, il entre dans les intentions du Gouvernement de remplacer le statut du 2 octobre 1937 par un nouveau statut s'inspirant des mêmes principes et recourant aux mêmes notions que le projet.

Or, le Conseil d'Etat a donné, le 18 janvier 1960, son avis sur un projet d'arrêté royal portant statut du personnel permanent de la Régie des voies aériennes qui lui avait été soumis par le Ministre des Communications; ce projet reprend, dans une grande mesure, les règles du statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937. Le Conseil d'Etat vient d'être saisi, le 27 mai 1960, par le Ministre du Travail, d'un projet d'arrêté royal fixant le statut du personnel du secrétariat du Conseil national du travail; ce projet s'inspire assez largement du statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937.

Dans l'immédiat, la solution la meilleure est sans doute d'adopter les projets de statuts qui ont déjà été élaborés et de mettre fin au plus tôt à cette situation fort regrettable que constitue l'absence de statut pour le personnel d'un organisme d'intérêt public.

.../...

Mais le Conseil d'Etat estime devoir attirer dès à présent l'attention du Gouvernement sur les problèmes de coordination qui surgiront au moment où le statut du 2 octobre 1937 sera remplacé par un nouveau statut semblable à celui qui est contenu dans le projet.

PREAMBULE.

A. Pour ce qui est du visa des dispositions légales.

1° Il faut évidemment viser, comme le fait le texte du Gouvernement, l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957. C'est, en effet, cette disposition qui constitue le fondement légal du projet.

2° Le texte du Gouvernement fait mention de l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs. Il est inutile de viser cet arrêté-loi ou les autres textes légaux relatifs à certains organismes qui, apportant des restrictions au pouvoir du Roi, ont une influence sur le projet, mais n'en constituent aucunement le fondement légal.

3° Certains organismes ont été créés après la loi du 16 mars 1954.

Pour les organismes créés avant l'arrêté royal du 18 décembre 1957, il est inutile de citer les lois qui les ont institués. En effet, bien que ces lois aient déjà renvoyé à la loi du 16 mars 1954, les

.../...

organismes nouveaux ont été inscrits dans la liste établie par l'arrêté royal du 18 décembre 1957 qui a modifié l'article 1er de la loi du 16 mars 1954.

Par contre, le fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés,n'a été créé que par une loi du 28 avril 1958. Ce fonds n'a pas été ajouté expressément à la liste contenue dans la loi du 16 mars 1954. Il semble, dès lors, préférable de citer la loi du 28 avril 1958, comme le fait le texte du Gouvernement, bien que l'article 8 de cette loi se borne à renvoyer à la loi du 16 mars 1954.

B. Pour ce qui est des formalités imposées.

I. Il n'y a pas lieu de faire mention de la délibération du conseil des Ministres,qui n'est prescrite par aucune texte légal ou réglementaire.

II. Par contre, comme le Conseil d'Etat l'a souligné dans ses observations générales (sous le littera B, III), il est nécessaire de soumettre le projet à certaines formalités prescrites pour l'établissement du statut du personnel par des dispositions légales ou réglementaires propres à certains organismes.

1° Il est nécessaire de soumettre le projet aux formalités suivantes qui sont prescrites par des textes légaux :

a) l'avis du conseil supérieur de l'Institut national de l'éducation physique et des sports, prescrit par l'article 5 de la loi du 15 mars 1956 créant cet Institut;

.../...

b) l'avis du conseil supérieur de l'Institut national du logement, prescrit par l'article 5 de la loi du 27 juin 1956 créant cet Institut;

c) l'avis du conseil supérieur des Oeuvres nationales des victimes de la guerre prescrit par l'article 10 de la loi du 10 juillet 1957 créant ce conseil, avis imposé pour tous les arrêtés ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des services communs aux deux oeuvres (l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre et l'Oeuvre nationale des invalides de la guerre);

d) l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des vacances annuelles, prescrit par l'article 38 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 9 mars 1951;

e) la proposition du collège des liquidateurs de l'Institut d'assurance contre l'invalidité de Malmédy, prescrite par l'article 6 de l'arrêté du Régent du 23 avril 1949, rendu applicable à la caisse d'indemnisation en cas d'épizooties de Malmédy par l'article 4 de la loi du 14 mai 1958 déterminant les modalités de liquidation de cette caisse.

2° Il est nécessaire de soumettre le projet aux formalités prescrites par les articles 13 et 14 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 portant création d'un Office national de coordination des allocations familiales, sauf si cet arrêté-loi avait été préalablement abrogé.

.../...

L'article 13 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 prescrit pour l'établissement du statut du personnel de l'Office national de coordination des allocations familiales, l'avis du directeur général et l'avis du conseil consultatif. Ces formalités sont implicitement rendues applicables par l'article 14 à l'établissement du statut du personnel des caisses d'allocations familiales énumérées à cet article.

Toutefois, un projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales, projet de loi indiqué dans les observations générales (littera D), tend à l'abrogation complète de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 (Doc. parl., Chambre, session 1958-1959, n° 318/1 à 10; Doc. parl., Sénat, session 1959-1960, n° 291).

3° Il est enfin nécessaire de soumettre le projet à des formalités prescrites par des dispositions réglementaires.

Comme il s'agit de dispositions ayant cette nature, le Roi peut les abroger en respectant les formalités imposées.

Mais tant que le Roi n'a pas abrogé les dispositions réglementaires imposant des formalités pour l'établissement du statut du personnel de certains organismes d'intérêt public (1), ces formalités subsistent.

.../...

(1) Il va de soi que l'abrogation, par le projet, de dispositions réglementaires imposant des formalités ne constitue pas l'abrogation préalable qui serait nécessaire pour dispenser le Roi du respect des formalités dont il s'agit dans l'établissement du présent statut.

Le projet doit, dès lors, y être soumis.

Il s'agit des formalités suivantes :

a) l'avis du conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes, prescrit par l'article 45 de l'arrêté royal du 31 décembre 1951 portant institution de cette caisse;

b) la proposition du collège des liquidateurs de l'Institut d'assurance contre l'invalidité de Malmédy, prescrit par l'article 6 de l'arrêté du Régent du 23 avril 1949 portant les modalités de liquidation des opérations de cet Institut.

L'article 6 de l'arrêté du Régent du 23 avril 1949 a été rendu applicable à l'Institut d'assurance en faveur des employés privés de Malmédy par l'article 3 de l'arrêté du Régent du 6 décembre 1949 portant les modalités de liquidation des opérations de cet Institut.

L'article 6 de l'arrêté du Régent du 23 avril 1949 a été également rendu applicable à l'Institut d'assurance contre les accidents agricoles de Malmédy par l'article 7 de l'arrêté du Régent du 20 décembre 1949 abrogeant les dispositions de la législation en vigueur dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, concernant les accidents industriels et agricoles;

c) l'avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale, prescrit par l'article 22 de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de cet Office, article modifié par l'arrêté royal du 26 février 1954;

.../...

d) l'avis du comité de gestion de l'Office national du placement et du chômage, prescrit par l'article 22 de l'arrêté organique du 26 mai 1945, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951.

III. Certaines des dispositions du projet déterminant les modalités d'application aux agents des organismes d'intérêt public qui y sont visés, de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Il en est ainsi de l'article 10 du projet qui implique l'établissement de deux rôles pour tout le personnel de chacun des organismes.

Il en est de même de l'article 9 et de l'article 100, paragraphe 1er, 3°, qui concernent les garanties accordées aux agents qui ont été dépassés dans leur avancement par l'application des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative.

Dès lors, pour satisfaire à l'article 13, paragraphe 4, alinéa 1er, de la loi du 28 juin 1932, ces dispositions doivent être soumises à l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique.

.../...

CHAPITRE Ier DU PROJET (TITRE Ier DU TEXTE PROPOSE PAR LE CONSEIL D'ETAT).

La présentation du projet gagnerait en clarté si des subdivisions étaient ajoutées aux divisions déjà prévues. En vue de l'introduction de ces subdivisions, le Conseil d'Etat propose de remplacer les "chapitres" par des "titres".

Article 1er.

1° Pour éviter une confusion entre les trois groupes d'organismes prévus par le projet et les catégories A, B et C, établies par la loi du 16 mars 1954, il serait préférable d'indiquer par un chiffre romain les groupes d'organismes prévus par le projet.

2° La liste des organismes énumérés à l'article 1er appelle les observations suivantes :

a) pour les cinquième, sixième et seizième organismes du second groupe, les dénominations exactes sont les suivantes :

"Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail",

"Caisse de prévoyance et de secours en faveur des marins naviguant sous pavillon belge",

"Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes";

b) cinq des organismes compris dans le second groupe seront dissous si le législateur adopte le projet

.../...

de loi déjà indiqué ci-dessus qui porte réorganisation des organismes d'allocation familiales (Doc. parl., Sénat, session 1959-1960, n° 291).

Il s'agit de :

1° l'Office national de coordination des allocations familiales;

2° la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales;

3° la Caisse mutuelle nationale d'allocations familiales;

4° la Caisse auxiliaire de compensation pour allocations familiales;

5° la Caisse mutuelle auxiliaire pour allocations familiales.

A la place de ces organismes, le projet de loi tend à instituer :

1° un Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;

2° un Office national d'allocations familiales pour travailleurs indépendants.

c) La liquidation de certains des organismes d'Eupen-Malmédy est déjà clôturée ou sur le point de l'être.

L'arrêté royal du 10 juin 1959 a clôturé les opérations de liquidation de la Caisse des pensions pour employés privés de Malmédy et a transféré ses biens, droits et obligations à la Caisse nationale des pensions pour employés.

.../...

L'arrêté royal du 22 février 1960 clôture à la date du 19 juin 1960 les opérations de liquidation de l'Institut d'assurance contre les accidents industriels d'Eupen-Malmédy, et transfère son personnel à l'Institut d'assurance contre les accidents agricoles d'Eupen-Malmédy, à Malmédy.

Il conviendrait, dès lors, de rayer les organismes indiqués de la liste contenue à l'article 1er.

Article 2.

Aux termes de cet article, le statut ne s'appliquera "ni aux chefs d'organisme, ni aux médecins-contrôleurs, médecins-contrôleurs principaux, inspecteurs généraux-médecins du conseil supérieur de l'inspection médicale de l'assurance maladie-invalidité, ni au personnel des homes de l'Oeuvre nationale des anciens combattants et des victimes de la guerre et de l'Oeuvre nationale des invalides de guerre, qui seront soumis à des règles particulières arrêtées par Nous (le Roi)".

L'expression "chefs d'organisme",qui est employée également à d'autres articles,n'est pas en harmonie avec notre terminologie juridique. Il conviendrait de la remplacer par celle de "fonctionnaires dirigeants".

Certains organismes sont dirigés par un directeur général ou un administrateur général,assisté d'un directeur général adjoint ou d'un administrateur général adjoint. Des contestations pourraient s'élever quant à la reconnaissance de la qualité de "fonctionnaire dirigeant"

.../...

au directeur général adjoint ou à l'administrateur général adjoint. Pour éviter ces contestations, il conviendra de faire figurer dans le tableau des grades dont la fixation est prévue par l'article 3, la mention "fonctionnaires dirigeants" et d'indiquer, en face de cette mention, les grades dont les titulaires ne seront pas soumis au statut.

Les grades de médecins-contrôleurs et de médecins-contrôleurs principaux du conseil supérieur de l'inspection médicale de l'assurance maladie-invalidité étaient prévus par l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité. L'article 9 de l'arrêté royal du 5 novembre 1959 a modifié l'article 50 de l'arrêté royal du 22 septembre 1955 et a établi, au conseil supérieur de l'inspection médicale, la hiérarchie suivante : médecin-inspecteur général, médecin inspecteur général adjoint, médecins-inspecteurs provinciaux et médecins-inspecteurs. La terminologie du projet doit être mise en concordance avec celle de l'arrêté royal du 22 septembre 1955, modifié par l'arrêté royal du 5 novembre 1959.

Le membre de phrase qui déclare que les agents qui ne sont pas soumis au statut seront soumis à des règles particulières arrêtées par le Roi ne fait qu'exprimer une intention et est inutile. Il convient, toutefois, d'observer qu'en attendant que le Roi ait établi de nouvelles règles applicables aux agents visés à l'article 2, ces agents continueront à être soumis aux dispositions statutaires qui leur sont actuellement applicables et que l'article 105 du projet n'abroge d'ailleurs pas en tant qu'elles sont applicables à ces derniers agents.

.../...

CHAPITRE II DU PROJET (TITRE II DU TEXTE PROPOSE).

Article 3.

Le premier alinéa du texte proposé par le Conseil d'Etat prévoit expressément qu'un tableau des grades est établi pour chaque organisme. Le second alinéa substitue à l'expression "de l'avis conforme du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions" l'expression "sur proposition du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions", employée par l'article 11 de la loi du 16 mars 1954. L'article 11 est, en effet, d'application au tableau des grades qui constitue une partie du statut prévu par cet article.

Article 6.

Cet article du projet permet l'accès aux grades des organismes d'intérêt public des candidats qui possèdent les diplômes donnant accès, dans le Ministère dont ces organismes dépendent, aux "grades de même dénomination".
Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que par l'expression "grade de même dénomination" le Gouvernement entend désigner les grades qui ont, à la fois, la même dénomination et la même importance. Cette intention serait mieux rendue par l'expression "grades identiques".

Article 7.

Lorsqu'il établira le tableau des grades, le Gouvernement devra veiller à imposer des conditions spéciales de diplôme pour l'accès à certains grades moins élevés. Certains de ces grades exigent, en effet, des connaissances particulières que ne possèdent pas nécessairement les candidats qui ont un diplôme donnant accès à un grade supérieur.

.../...

Article 8.

La sanction que prévoit cet article n'est pas la nullité de plein droit de l'affectation ou de la nomination. Un acte administratif n'est, en effet, pas nul de plein droit, sa nullité doit être constatée par l'autorité administrative ou par le juge.

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat, que l'intention du Gouvernement est d'affirmer que les cadres et les tableaux de grades sont des dispositions essentielles. La violation de ces dispositions entraînera donc l'annulation de la décision, en cas de recours au Conseil d'Etat. Elle pourra aussi justifier le retrait de l'acte irrégulier. Le Gouvernement ne désire, toutefois, pas étendre le pouvoir que possède l'administration de retirer les actes irréguliers, au delà des cas où ce retrait est admis par les principes généraux du droit.

Il résulte de cet article non seulement qu'il ne sera pas permis de nommer à un emploi qui n'est pas prévu au cadre, mais aussi qu'il ne sera permis de procéder à aucune nomination, si le cadre n'est pas établi.

Il ne peut pas être déduit de l'article 8 que la méconnaissance des dispositions du projet dont la violation n'est pas expressément censurée par la nullité, ne pourra pas entraîner l'annulation de l'acte ou justifier le retrait de celui-ci.

.../...

Article 9.

Le premier alinéa dispose qu'aucune affectation ou aucune nomination ne peut s'effectuer que si un emploi est vacant. La vacance d'un emploi ne suffit pas pour permettre le recrutement d'un agent par un organisme d'intérêt public. Celui-ci doit, en outre, se conformer aux règles de contrôle administratif établies par l'alinéa 2 de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957.

Bien que certaines dispositions légales réservent le pouvoir de nomination au conseil d'administration de l'organisme, le Conseil d'Etat est d'avis que le pouvoir de déclarer qu'il est nécessaire de conférer un emploi vacant peut être attribué au Ministre, parce que le Ministre est chargé de contrôler l'activité des organismes d'intérêt public.

Article 11.

Cet article dispose qu'un emploi est vacant au cadre lorsqu'il est inoccupé ou lorsqu'il est occupé par un agent d'un grade inférieur à cet emploi. Le rapport au Roi explique que cet article permettra à l'autorité d'apprécier si un emploi momentanément inoccupé doit être déclaré vacant et que l'autorité ne pourra user de ce pouvoir qu'avec la plus grande prudence. S'il est nécessaire de laisser à l'autorité un certain pouvoir d'appréciation, il paraît cependant souhaitable de fixer certaines limites à ce pouvoir. Il est d'autant plus dangereux d'établir, en ce qui concerne la vacance de l'emploi,

.../...

une règle aussi imprécise que celle qui est énoncée dans le projet que la sanction de la nomination faite à un emploi qui n'est pas vacant au cadre sera, en vertu de l'article 8, la nullité de la nomination. Ignorant les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat s'est abstenu de modifier le texte de cet article.

Article 12.

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que l'autorité investie du pouvoir de nomination n'aura l'obligation de procéder à un changement de grade ou à une promotion plutôt qu'à un recrutement, que si des agents présentent leur candidature à une nomination à un grade équivalent ou supérieur à celui qu'ils possèdent. Cette précision fait l'objet du deuxième alinéa du texte proposé.

CHAPITRE III DU PROJET (TITRE III DU TEXTE PROPOSE).

Articles 13 et 14.

En règle générale, l'ancienneté d'un agent se compte à partir de sa nomination. Par un souci de justice, les règles établies par le projet excluent, pour le calcul de l'ancienneté, les périodes pendant lesquelles l'agent n'a pas été en activité de service. L'activité de service n'est pas une situation qui s'apprécie en fait en recherchant si l'agent a exercé ses fonctions dans l'organisme dont il dépend ou dans un Ministère. C'est une position administrative qui est définie au chapitre VI du projet (titre VI dans le texte proposé). Le texte proposé fait apparaître que l'activité de service dont il est tenu compte pour le calcul de l'ancienneté est une position administrative.

.../...

Article 15.

Le Gouvernement n'ayant pas l'intention de prendre en considération le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur pour l'octroi de quarante-huit mois d'ancienneté fictive, le mot "agrégé" a été remplacé, dans le texte proposé, par les mots "agrégé de l'enseignement supérieur ou agrégé de l'enseignement secondaire supérieur".

CHAPITRE IV DU PROJET (TITRE IV DU TEXTE PROPOSE).

Article 16.

Le texte proposé pour le premier alinéa indique que l'attribution au Roi ou au Ministre du pouvoir de nommer les agents n'est faite que sous réserve des dispositions légales qui attribuent ce pouvoir à une autre autorité.

Le deuxième alinéa dispose que le temps pendant lequel les candidats qui, sans s'être classés en ordre utile au concours, y ont obtenu 70 p.c. des points, pourront être nommés, est fixé à six ans et prend cours le jour du procès-verbal qui clôt le concours. Cet alinéa doit être rapproché de l'article 100, § 1er, 5°, du projet qui rend applicables les règles relatives au recrutement des agents de l'Etat. Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que le second alinéa déroge aux règles applicables pour le recrutement des agents de l'Etat en ce qui concerne la durée de la réserve de recrutement qui est fixée à six ans au lieu de deux ans et en ce qui concerne le nombre des points requis pour faire partie de cette réserve,

.../...

qui est fixé à 70 p.c. au lieu de 60 p.c. Toutefois, le projet ne déroge pas à la disposition du règlement d'ordre du Secrétariat permanent de recrutement déclarant admissibles les candidats qui ont obtenu 60 p.c. des points. Il ne déroge pas non plus à la disposition de l'article 13 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, qui impose l'obligation de nommer les candidats inscrits dans la réserve de recrutement avant d'organiser un nouveau concours. Le texte proposé pour le deuxième alinéa fait apparaître la portée limitée de la dérogation apportée aux règles régissant le recrutement des agents de l'Etat.

Article 18.

Le projet substitue les termes "enfreindre les lois de milice" à l'expression habituelle "satisfaire aux lois sur la milice". Il semble préférable de conserver l'expression traditionnelle. Il est vrai que celle-ci a donné lieu à l'une ou l'autre difficulté d'interprétation, mais ces difficultés ont été résolues par l'administration et par le la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt n° 930, VAN DEN EYNDE, du 12 juin 1951).

Article 19.

Le secrétaire permanent exerce, pour le recrutement des agents que le projet concerne, les mêmes attributions que celles qu'il exerce pour le recrutement des agents de l'Etat. Il sera donc compétent dans la même mesure pour vérifier si les candidats satisfont aux conditions d'admissibilité.

.../...

Article 20 du texte proposé.

Pour le motif indiqué à l'observation générale D, 2°, du présent avis, le texte proposé désigne l'autorité compétente pour recevoir le serment.

Article 21 du projet (article 22 du texte proposé).

Le projet n'établit pas, comme le fait pour les agents de l'Etat l'arrêté royal du 30 mars 1939, des conditions générales d'aptitude physique. Il en résulte que, sauf dans les cas où des conditions particulières d'aptitude physique seront fixées par le tableau des grades, le service de santé administratif aura le pouvoir d'apprécier de manière discrétionnaire quelles sont les affections qui empêchent un agent d'exercer normalement ses fonctions.

Article 22 du projet (article 23 du texte proposé).

Le projet prévoit que, lorsque le service de santé administratif a conclu provisoirement à l'aptitude physique du candidat, celui-ci est "nommé à titre précaire". Cette expression pourrait faire croire qu'il y aura, parmi le personnel, une catégorie particulière d'agents, les "agents nommés à titre précaire" qui ne seraient ni des agents définitifs, ni des agents stagiaires et qui, à ce titre, seraient soumis au régime de la sécurité sociale en vertu de l'article 15, § 4, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit,et ne pourraient pas être soumis au régime de pensions prévu par cette loi.

.../...

Or, il résulte des explications données au Conseil d'Etat que le Gouvernement n'a pas l'intention de soumettre à des règles particulières les agents nommés à titre précaire Ces agents seront soumis à toutes les dispositions du statut et notamment à celles qui règlent les positions administratives. A défaut d'avoir été déclarés définitivement aptes, ils pourront, en vertu de l'article 24 du projet, être exclus, mais cette circonstance ne les distingue guère des autres agents qui, en vertu de l'article 105 du texte proposé, pourront être démis d'office s'ils sont définitivement inaptes. Afin d'éviter des contestations au sujet du statut des agents dont l'aptitude physique n'a pas été définitivement constatée, le texte proposé évite de dire que ceux-ci sont nommés à titre précaire. Cette observation vaut également pour les articles 24 et 25 du texte proposé.

Le projet ne prévoit aucune indemnité pour l'agent qui sera exclu parce qu'il ne possède pas l'aptitude physique requise, alors que l'article 98 du projet accorde une allocation à l'agent licencié pour inaptitude professionnelle. Le Conseil d'Etat croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur cette différence de traitement.

.../...

Article 24 du projet (article 25 du texte proposé).

Le projet confère au Ministre le pouvoir d'exclur le candidat ou l'agent. Le Ministre n'est toutefois pas compétent, dans tous les organismes, pour mettre fin aux fonctions d'un agent; ce pouvoir appartient à l'autorité compétente pour nommer les membres du personnel.

CHAPITRE V DU PROJET (TITRE V DU TEXTE PROPOSE).

Article 27 du projet (article 28 du texte proposé).

Aux termes de cet article "l'arrêté de recrutement, de promotion ou de changement de grade précise l'affectation de l'agent. Le Ministre peut modifier cette affectation".

Le pouvoir d'affecter un agent à un emploi n'appartient pas nécessairement à l'autorité compétente pour nommer le personnel. Il appartient à l'autorité qui est compétente pour organiser les services. Le Ministre ne possède pas ce pouvoir dans tous les organismes. Cette observation vaut également pour le deuxième alinéa de l'article 28 du projet (article 30 du texte proposé) et pour l'article 30 du projet (article 31 du texte proposé). Le texte proposé pour ces articles tient compte de cette observation.

Premier alinéa de l'article 28 du projet
(article 29 du texte proposé).

La disposition qui règle une des conséquences du retrait d'une promotion ou d'un changement de grade irrégulier ne peut être interprétée comme conférant à l'administration le pouvoir de retirer une nomination irrégulière en dehors des cas où ce retrait est permis par les principes généraux du droit.

.../...

Tenant compte de l'observation formulée au sujet de l'article 76 du projet, le texte proposé n'a pas repris la dégradation dans l'énumération contenue au premier alinéa de l'article 28 du projet.

Article 30 du projet (article 31 du texte proposé).

Le texte proposé par le Conseil d'Etat rappelle que la décision affectant un agent doit respecter les conditions imposées par le tableau des grades, règle qui est énoncée à l'article 8 du projet.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de donner à l'agent sans emploi une priorité pour être affecté dans l'organisme auquel il appartenait quand il a perdu son emploi, et de n'appliquer les règles énoncées au premier alinéa de l'article 30 du projet que pour établir l'ordre de préférence entre les agents qui appartenaient au même organisme. Le texte proposé tient compte de cette intention.

Le troisième alinéa de l'article 40 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics établit une priorité d'affectation en faveur de l'agent rentrant en service à l'expiration du congé qu'il a obtenu comme délégué d'une organisation syndicale. Des difficultés se présenteront si le Gouvernement ne complète pas le projet en mettant en concordance l'article 30 du projet et l'article 40 du statut syndical, qui établissent tous deux des droits de préférence.

.../...

Article 31 du projet (article 32 du texte proposé).

Le projet prévoit que c'est au Ministre que le secrétaire permanent doit faire connaître le nom de l'agent qui doit être affecté. La communication au Ministre ne paraît nécessaire que lorsque l'agent doit être transféré d'un organisme à un autre ou lorsque le Ministre est chargé de l'organisation de l'établissement. Le texte proposé tient compte de cette observation.

Article 34 du texte proposé.

Les articles relatifs à l'affectation et les règles contenues dans les articles 8 et 12 du projet tendent à empêcher que des agents soient maintenus en service au-delà des limites du cadre. Ces mêmes articles garantissent aux agents sans emploi le droit d'être désignés pour occuper les emplois vacants. La réglementation établie dans le but d'empêcher la nomination ou le maintien en fonction d'agents en surnombre n'empêchera cependant pas que certains agents se trouvent sans emploi. Ces agents seront inscrits sur la liste tenue par le secrétaire permanent au recrutement et seront, en vertu de l'article 34 du projet, dans la position administrative de l'activité de service. Dans cette position, ils auront droit au traitement. Le projet ne contient aucune disposition concernant l'utilisation de l'agent sans emploi. Il est vrai que, même si aucun texte ne le prévoit, l'autorité compétente pour organiser le service possède le pouvoir de confier à un membre du personnel un travail

.../...

déterminé. On peut craindre cependant que certains agents sans emploi ne se fondent sur les articles 32 et 34 du projet pour revendiquer le droit au paiement de leur traitement, en refusant d'accomplir le travail qui leur serait confié. C'est pour éviter cet inconvénient que le Conseil d'Etat propose d'ajouter un article au projet.

CHAPITRE VI DU PROJET (TITRE VI DU TEXTE PROPOSE).

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

I. On peut analyser brièvement comme suit le système du projet en matière de positions administratives.

Dans un but de simplification, le projet n'institue pour les agents auxquels il sera applicable que deux positions : "l'activité de service" et une position qui n'est pas dénommée mais qui constitue "la non-activité". L'agent est nécessairement soit dans une position, soit dans l'autre.

L'activité de service est, en principe, la position de l'agent qui exerce des fonctions dans l'organisme auquel il appartient. Toutefois, d'importantes dérogations sont apportées à ce principe : certains congés sont, dans une large mesure, assimilés à l'exercice effectif des fonctions et compris dans la position d'activité de service. Cette position constitue donc, pour partie, une fiction juridique.

.../...

A l'effet de permettre de déterminer avec certitude la position d'un agent, le projet établit une présomption : sauf disposition contraire, l'agent est toujours censé être en activité de service.

Certaines de ces règles fondamentales qui viennent d'être indiquées ne sont consacrées par le projet que de manière implicite. Le système du projet serait, toutefois, plus aisément compris si ces règles étaient formulées de manière expresse. A cette fin, le Conseil d'Etat suggère d'ajouter au projet les dispositions complémentaires qu'il propose.

II. Pour ce qui est de la terminologie, il serait préférable, au point de vue pratique, de donner une dénomination à la seconde position administrative créée par le projet. Le terme de "non-activité" convient parfaitement. Il est admis par les meilleurs dictionnaires et a déjà été employé depuis longtemps dans de nombreux textes légaux ou réglementaires.

III. La distinction entre les deux positions administratives présente de l'intérêt pour le droit au traitement, le droit à l'avancement de traitement, la faculté pour l'agent de faire valoir ses titres à l'avancement et au changement de grade (articles 34 et 35 du projet, devenus les articles 38 et 39 du texte proposé par le Conseil d'Etat). Cette distinction présente aussi de l'intérêt pour l'ancienneté de grade ou de service (articles 13 et 14 du projet).

.../...

Selon le rapport au Roi, la distinction entre les positions présente encore de l'intérêt pour l'application des lois sur les pensions. Dans la pensée du Gouvernement, les services susceptibles d'être pris en considération pour l'application de ces lois correspondront aux périodes où l'agent aura été dans la position d'activité de service selon les règles établies par le projet. Cette conception ne peut pas être admise sans réserves. En effet, aux termes de l'article 6 de la loi du 28 avril 1958, relative à la pension du personnel des organismes d'intérêt public, seul un arrêté royal pris "sur la proposition du Ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions" - c'est-à-dire du Ministre des Finances - peut décider que le temps passé dans une position administrative déterminée sera compté comme service effectif pour l'application de la législation sur les pensions. Au surplus, tant en vertu de l'article 2 que de l'article 6 de cette loi, le Roi ne peut établir pour les agents des organismes d'intérêt public un régime plus favorable que pour les agents de l'Etat. Enfin, en vertu de l'article 6 de la loi générale du 21 juillet 1844, rendu applicable aux agents des organismes d'intérêt public par la loi du 28 avril 1958, les services doivent avoir été rétribués pour pouvoir être pris en considération pour l'établissement du droit à la pension et la fixation de son montant. L'affirmation contenue dans le rapport au Roi devrait donc être nuancée.

IV. Le chapitre VI du projet gagnerait en clarté si des divisions y étaient introduites.

.../...

V. Les règles établies semblent présenter certaines lacunes.

a) Le projet ne règle pas le cas de l'agent qui, ayant atteint l'âge fixé pour la mise à la retraite, ne compte pas le nombre d'années de services exigé pour l'obtention d'une pension.

Aux termes de l'article 2 de l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite et de l'article 29 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat, l'agent de l'Etat qui se trouve dans la situation indiquée est "placé dans la position de disponibilité" : "Il lui est alloué un traitement d'attente égal au montant de la pension qu'il obtiendrait si, à ce moment, il était admis à la retraite prématurée" (arrêté royal du 30 mars 1939, article 29).

Le projet ne prévoit pas de disposition semblable pour les agents des organismes d'intérêt public auxquels il sera applicable.

Comme la limite d'âge pour l'entrée en fonctions est fixée par l'article 19 du projet à cinquante ans, sauf disposition contraire du tableau des grades, l'hypothèse qui vient d'être évoquée se réalisera beaucoup plus souvent; il se recommande d'autant plus de remédier à la lacune du projet.

b) Le projet ne prévoit pas la mise en non-activité pour cause de retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

.../...

Le recours qui a été fait à cette mesure montre son utilité. En ne la prévoyant pas, le projet risque de désarmer l'autorité dans certains cas où une peine disciplinaire ne sera pas justifiée, mais où l'intérêt public exigera qu'un emploi soit définitivement retiré à un agent.

c) Le projet ne contient aucune disposition pour le cas de l'absence irrégulière.

En ce qui concerne les agents de l'Etat, l'absence irrégulière donne lieu, sans préjudice d'une peine disciplinaire, à une retenue du traitement (article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 16 mars 1940 relatif aux congés des agents de l'Etat).

Au contraire, pour les agents des organismes d'intérêt public auxquels le projet sera applicable, aucune dérogation n'étant apportée à la règle générale de l'article 34 (devenu l'article 37 du texte proposé par le Conseil d'Etat), les absences irrégulières seront considérées comme des périodes d'activité de service; par conséquent, tous les avantages attachés à cette position, et notamment le droit au traitement, seront maintenus à l'agent en dépit du caractère irrégulier de son absence.

Pour lutter contre les absences irrégulières, les autorités compétentes ne disposeront que du recours aux peines disciplinaires; elles devront infliger une telle peine si elles ne veulent pas laisser une absence irrégulière sans aucune sanction. Ce système manque de souplesse; il est juridiquement contestable en tant qu'il assimile complètement l'absence irrégulière à l'exercice effectif des fonctions.

.../...

CHAPITRE II. - CONGES.

Section Ière.

Dispositions relatives aux congés ordinaires.

Il semble préférable de grouper les articles relatifs aux congés ordinaires que constituent les congés de vacances annuelles (articles 53 à 55 du projet), les congés de circonstances (article 50), les congés de maternité (article 48). Et il semble plus logique de faire de ces articles la première section du chapitre relatif aux congés (voir les articles 41 à 45 du texte proposé).

Article 48 du projet (article 45 du texte proposé).

L'article 48, § 3, du projet dispose que "sans préjudice au § 2, le congé de maternité est assimilé à une période d'activité de service". Or, aux termes de l'article 34 du projet (article 37 du texte proposé), l'agent est toujours censé être en activité de service sauf disposition contraire. Le paragraphe 3 de l'article 48 du projet est donc superflu.

Section II.

Dispositions concernant les congés accordés en vue de l'accomplissement de prestations militaires.

Article 36 du projet (article 46 du texte proposé).

Cet article établit les règles applicables aux agents qui sont sous les armes par suite "d'engagement ou rengagement volontaires".

Selon les explications données par les délégués du Ministre, l'article vise les divers cas où les agents accomplissent des prestations militaires de caractère volontaire.

.../...

Le texte du Gouvernement emploie l'expression "par engagement ou rengagement volontaires". Le recours à cette expression dans le projet n'est pas heureux. En effet, l'expression est prise dans un sens plus restreint au chapitre VIII des lois coordonnées sur la milice, où elle ne désigne que les engagements et rengagements en qualité de soldats ou de sous-officiers (articles 77 à 87 de ces lois coordonnées).

Or, l'article 36 du projet vise également :

1° les prestations volontaires accomplies par des officiers de réserve en application de l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve;

2° les engagements contractés conformément à la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

3° les engagements contractés conformément à la loi de la même date sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de recourir à l'expression "... accomplit à un titre quelconque des prestations volontaires dans les forces armées".

Il semble inutile de faire expressément mention de la gendarmerie comme dans le texte du Gouvernement. En effet, aux termes de l'article 2, § 1er, de sa loi organique du 2 décembre 1957, "la gendarmerie constitue une des forces armées".

.../...

Article 37 du projet (article 47 du texte proposé).

L'article précise que les règles fixées le sont "sans préjudice au régime pécuniaire établi par la loi en faveur des officiers de réserve".

L'article 37 du projet renvoie ainsi de manière implicite à l'article unique, alinéas 5 et 6, de la loi du 26 mars 1937 créant l'obligation pour les diverses administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des associations de communes, d'accorder des facilités à leurs agents officiers de réserve afin de permettre à ceux-ci d'accomplir les prestations imposées par leur situation d'officier de réserve.

Il résulte de l'alinéa 1er de l'article unique de cette loi que, malgré son intitulé, elle s'applique également aux "établissements subsidiés par ces administrations et services (de l'Etat notamment) ou placés sous leur contrôle".

Les deux premiers alinéas de l'article unique de cette loi du 26 mars 1937 ont été reproduits, presque mot pour mot, par l'article 95 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. Par contre, les autres alinéas subsistent tels quels; l'exposé des motifs du projet, devenu la loi du 1er mars 1958, a même précisé que le Gouvernement solliciterait seulement plus tard du législateur une loi nouvelle "qui ne statuera qu'en matière de rémunérations (des officiers de réserve)" (Doc. parl., Chambre, session 1956-1957, n° 681/1, page 10; voir aussi pages 33, 35 et 41).

.../...

Partie des articles 36 et 37 du projet devenant un article distinct (article 48 du texte proposé).

Il semble plus clair d'énoncer dans un article distinct que les règles établies par le projet ne sont pas applicables en cas de mobilisation. Le Roi établira des règles particulières pour ce cas.

Selon les explications données par les délégués du Ministre, il faut assimiler aux agents mobilisés, ceux qui, étant officiers de réserve, sont autorisés à servir en temps de paix en vue d'assurer l'exécution des obligations contractées par la Belgique, en sa qualité de membre d'organisations internationales, conformément à l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. Il y a lieu de l'indiquer expressément.

Section III.

Dispositions concernant les congés accordés pour cause de maladie ou d'infirmité.

Article 38 du projet (article 49 du texte proposé).

L'affirmation selon laquelle "l'agent que la maladie ou l'infirmité empêchent d'exercer normalement ses fonctions doit être mis en congé jusqu'à sa guérison" pèche par son caractère absolu. En effet, comme l'ont expliqué les délégués du Ministre, dans la pensée du Gouvernement, l'agent devenu de manière définitive physiquement inapte à remplir ses fonctions, doit être démis d'office. Si cette règle n'est formulée dans aucune disposition du projet, les délégués du Ministre ont admis qu'il y avait lieu de compléter le projet par une disposition la consacrant expressément (article 105, alinéa 1er, 2°,

.../...

du texte proposé). En outre, aux termes de l'article 43 du projet (article 54 du texte proposé), l'agent que la maladie ou l'infirmité rendent définitivement inapte à occuper son emploi, mais qui reste apte à en occuper un autre, est soumis aux règles applicables aux agents sans emploi. Par conséquent, il convient de supprimer les mots " jusqu'à sa guérison" à la fin de l'article 38 du projet.

Il se recommande d'indiquer expressément que l'agent en congé pour cause de maladie ou d'infirmité est placé sous le contrôle du service de santé administratif (voir les articles 17, dernier alinéa, et 21 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur la mise en disponibilité des agents de l'Etat).

Article 39 du projet (article 50 du texte proposé).

Il convient de souligner la profonde différence qu'il y a entre le régime établi pour les agents de l'Etat et le régime du projet. Pour déterminer la durée maximum du congé pour cause de maladie que les agents de l'Etat peuvent obtenir, les absences sont considérées isolément; seules des absences très rapprochées sont additionnées (statut du 2 octobre 1937, article 101, 2°; arrêté royal du 30 mars 1939 sur la mise en disponibilité, article 17). Au contraire, pour déterminer la durée maximum du congé que les agents des organismes d'intérêt public peuvent obtenir en restant dans la position administrative de l'activité de service, les absences survenues au cours de toute la carrière sont additionnées.

.../...

L'agent de l'Etat qui dépasse le maximum de jours de congé auxquels il peut prétendre n'est pas de plein droit en disponibilité; il faut une décision de l'autorité pour le placer dans cette nouvelle position administrative (Conseil d'Etat, 22 décembre 1955, n° 4754). Au contraire, selon les délégués du Ministre, dans la pensée du Gouvernement, l'agent d'un organisme d'intérêt public dont l'absence excède le nombre de jours de congé auxquels il peut prétendre sera de plein droit placé dans la position de non-activité. S'il convient qu'un acte soit établi dans un but de bonne organisation administrative, aucune décision n'est juridiquement nécessaire pour que la situation de l'agent soit modifiée. Il y a donc lieu de préciser dans le texte de l'article que l'agent est placé de plein droit dans la position de non-activité.

Article 40 du projet (article 51 du texte proposé).

L'article renvoie à la législation sociale soit explicitement en faisant mention de la législation particulière sur les maladies professionnelles, soit implicitement en recourant aux notions d'"accident du travail" et d'"accident survenu sur le chemin du travail".

En raison de leur imprécision, ces renvois à la législation sociale risquent de soulever des difficultés. Par exemple, l'article fait appel à la notion d'"accident du travail". Or, les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, définissent cet accident comme étant celui qui survient "dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail" (article 1er, alinéa 1er), alors que les agents

.../...

auxquels le projet est applicable sont soumis à un statut de droit public. Une adaptation de la définition est donc nécessaire. Le Conseil d'Etat propose d'ajouter une disposition donnant la définition de l'"accident du travail" au sens du projet; cette définition s'inspire de l'article 1er, alinéas 1er et 6,des lois coordonnées, tout en tenant compte des différences de situations juridiques.

En outre, le Conseil d'Etat propose d'ajouter également des dispositions qui précisent la portée des autres renvois à la législation sociale.

Article 41 du projet (article 52 du texte proposé).

Selon l'article, l'agent qui est en non-activité pour cause de maladie ou d'infirmité conserve le bénéfice de son traitement entier si l'affection dont il souffre est reconnue comme une maladie ou infirmité grave ou de longue durée. Au contraire, si l'affection n'est pas reconnue comme telle, l'agent reçoit seulement une partie de son traitement égale aux indemnités qu'il obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son congé. Il peut arriver assez fréquemment qu'une affection paraissant d'abord bénigne se révélera ensuite être grave. En ce cas, la logique et l'équité demandent que la situation de l'agent soit revisée ab initio. Il semble qu'il conviendrait de compléter l'article par une disposition prévoyant expressément cette revision de la situation de l'agent.

.../...

Pour ce qui est de la terminologie, le terme "indemnités" devrait être substitué au terme "rémunérations", qui n'est pas exact.

Article 42 du projet (article 53 du texte proposé).

Il ne s'agit pas d'avances sur le traitement, mais d'avances sur l'indemnité due par le tiers auteur de l'accident. Lorsque les versements sont faits à l'agent à ce titre et qu'il y a subrogation de l'administration intéressée dans les droits de l'agent, la jurisprudence admet que cette administration puisse recouvrer à charge du tiers les sommes qu'elle a payées (Cass. 2 mars 1953, Pas. I, 497; 17 novembre 1954, Pas. 1955, I, 244; 19 septembre 1955, Pas. 1956, I, 9; 22 septembre 1958, Pas. 1959, I, 74).

Il y a lieu de veiller que soient remplies les conditions imposées par le Code civil soit pour la subrogation conventionnelle (article 1250), soit pour la subrogation légale (article 1251). (Voir d'une part Cass. 19 septembre 1953, et d'autre part Cass. 17 novembre 1954). Pour qu'il y ait une subrogation conventionnelle valable, il faut, aux termes de l'article 1250, 1°, que cette subrogation soit faite par le créancier en même temps qu'il reçoit son paiement de la tierce personne.

Par ailleurs, la subrogation de l'Etat dans les droits d'un de ses agents victime d'un accident causé par un tiers n'est prévue qu'à concurrence des divers frais médicaux avancés par l'Etat (arrêté royal du 22 avril 1952 relatif à l'indemnisation des frais médicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie, résultant d'accidents survenus aux agents définitifs et stagiaires en service ou sur le chemin du travail, articles 1er et 2). Semblable subrogation n'est pas prévue pour le traitement versé par l'Etat à ses agents. Il y a là une anomalie, préjudiciable aux intérêts du Trésor, sur laquelle le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement.

.../...

Article 49 du projet (article 55 du texte proposé)

Il semble plus logique de grouper l'article relatif au congé de prophylaxie avec les articles relatifs aux congés de maladie et d'infirmité.

Comme l'agent peut relever d'une autre autorité que le Ministre, il y a lieu de remplacer les mots "le Ministre" par la formule "l'autorité dont relève l'agent".

Section IV.

Dispositions relatives aux congés accordés pour exercer des missions d'intérêt public.

Article 46 du projet (article 58 du texte proposé).

Eu égard à l'indépendance complète que le Constituant a voulu assurer aux membres des Chambres vis-à-vis du pouvoir exécutif (Constitution, article 36), il y a des inconvénients à ce qu'un agent d'un organisme d'intérêt public soit membre d'une des Chambres. C'est surtout vrai quand le statut de cet agent le place, dans une large mesure, comme le fait le projet, non sous l'autorité d'un organe de gestion de l'organisme, mais sous l'autorité du Ministre. En effet, comme le Conseil d'Etat l'a observé dans son avis du 13 mai 1958 (pages 19-20), même si l'agent élu membre d'une des Chambres est en congé pendant la durée de son mandat, il reste, en raison de sa qualité, soumis au pouvoir disciplinaire du Ministre, ce qui est de nature à créer des situations délicates.

.../...

Toutefois, on ne peut soutenir que les règles énoncées au projet violent l'article 36 de la Constitution ou soient contraires à la loi, qui a seulement établi une incompatibilité entre le mandat parlementaire et la qualité de "fonctionnaire ou employé salarié de l'Etat". Telle est l'incompatibilité limitée instituée par l'article 1er de la loi du 6 août 1931 qui, en raison de son objet même, est de stricte interprétation.

Article 47 du projet (article 59 du texte proposé).

Comme la loi du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo vient d'abroger l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908 en tant qu'elle s'applique au Congo, il y a présentement lieu de supprimer la référence à cet article.

Section V.

Dispositions relatives aux congés de convenances personnelles.

Article 51 du projet (article 60 du texte proposé).

Ici encore, il est nécessaire de tenir compte des dispositions légales qui attribuent à l'organe de gestion de certains établissements le pouvoir de faire les nominations et de prendre les mesures individuelles qui concernent les agents. Comme le montre le

.../...

rapprochement de l'article 51 avec l'article 50, alinéa 2, du projet, l'intention du Gouvernement est de réserver au Ministre, sans que celui-ci ait faculté de le déléguer, le pouvoir d'accorder des congés de convenances personnelles. On pourrait donc recourir à la formule : "Sauf disposition légale contraire, ces congés (de convenances personnelles) ne sont accordés que par le Ministre".

CHAPITRE III. - DE LA SUSPENSION PROVISOIRE DANS L'INTERET DU SERVICE.

Article 52 du projet (et partie de l'article 91) (article 61 du texte proposé).

Il est plus logique que l'article relatif à la suspension provisoire ne soit pas inséré au milieu des articles relatifs aux congés, mais fasse l'objet d'un chapitre distinct.

On observera que, selon le projet, à défaut de disposition contraire, l'agent suspendu provisoirement reste dans la position d'activité de service. Toutefois, il peut, en exécution de l'article 52, alinéa 2, du projet, être privé d'une grande partie des avantages attachés à cette position.

Dans le statut des agents de l'Etat, la suspension dans l'intérêt du service n'a pas seulement un caractère provisoire parce qu'elle n'est prononcée que pour une période de temps; cette mesure a aussi un caractère provisoire parce qu'elle ne détermine jamais de manière définitive la situation d'un agent pour la période pendant laquelle il a été suspendu. Qu'arrive-t-il quand la

.../...

suspension prend fin ? Ou bien l'autorité administrative prend une peine disciplinaire grave - suspension disciplinaire ou révocation - qui couvre la période de suspension préventive. La suspension préventive est alors convertie en peine disciplinaire selon l'expression employée à l'article 101, 4°, du statut des agents de l'Etat. Ou bien l'autorité ne prend pas semblable peine disciplinaire grave et doit, en retirant la suspension préventive, fixer la situation administrative définitive de l'agent pour la période pendant laquelle il a été suspendu. Le cas échéant, cette autorité doit, en exécution de l'article 101, 4°, pour assurer une reconstitution correcte de la carrière de l'agent suspendu, "lui accorder les avantages de carrière qu'à son estime, (il) eût obtenus s'il n'avait pas été suspendu" (Conseil d'Etat, 27 mars 1956, n° 5053).

Au contraire, le projet fait des périodes de suspension préventive des périodes qui resteront définitivement telles. Ces périodes ne seront donc pas converties selon le système établi pour les agents de l'Etat.

La conception du projet est sans doute inspirée par un souci de simplification; elle n'est cependant pas conforme à la nature des choses et entraîne des conséquences difficilement admissibles.

Par exemple, il est contraire aux principes fondamentaux qui inspirent le droit pénal ou le droit disciplinaire qu'un agent, qui a fait l'objet d'une suspension préventive assortie de l'interdiction du changement de grade et de la promotion, ne puisse pas obtenir la nomination dont il a été écarté s'il est ultérieurement reconnu innocent.

.../...

En outre, la procédure prévue par le projet n'est pas organisée de manière parfaitement cohérente. En effet, il résulte de l'alinéa 1er qu'à l'expiration de la période de trente jours pour laquelle elle a été prononcée, la suspension préventive cessera de plein droit si elle n'a pas été renouvelée. Or, dans la pratique, il sera difficile qu'une décision de renouvellement puisse être prise à l'expiration des trente jours, étant donné qu'il faut une proposition du fonctionnaire dirigeant, que l'agent peut former un recours contre celle-ci et que, par l'effet de la combinaison des articles 52, 90 et 91 du projet, l'agent dispose même de vingt jours pour introduire ce recours. La procédure établie fera, dans la pratique, surgir de graves difficultés. Elles seront d'autant plus graves que l'article 52, alinéa 4, du projet interdit de manière absolue que la décision prononçant la suspension puisse rétroagir même pour une période ne remontant pas au-delà de la proposition du fonctionnaire dirigeant.

Au surplus, le système du projet, qui consiste à imposer à l'autorité administrative de prendre une nouvelle décision pour maintenir la suspension provisoire à l'expiration de chaque période de trente jours, va entraîner des complications de procédure qui ne seront compensées par aucune garantie supplémentaire pour les agents. Supposons qu'un agent fasse l'objet d'une action pénale. Aux termes de l'article 82 du projet, cette action suspend la procédure disciplinaire. Si l'autorité administrative estime que l'agent doit être suspendu, elle devra prendre chaque mois une nouvelle décision jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'action pénale.

.../...

Il est, dès lors, préférable d'établir un système plus simple permettant à l'autorité administrative de suspendre l'agent pour une durée indéterminée, mais ouvrant à celui-ci un recours contre la mesure de suspension elle-même dès que celle-ci s'est prolongée pendant une période à déterminer.

CHAPITRE VII DU PROJET - (TITRE VII DU TEXTE PROPOSE).

Article 56 du projet (article 63 du texte proposé).

Pour éviter des confusions, il n'est pas inutile de souligner une importante différence entre le projet et le statut des agents de l'Etat en ce qui concerne le changement de grade, qui consiste en une nomination de l'agent à un grade qui n'est pas supérieur mais simplement équivalent au sien. Le statut des agents de l'Etat n'impose pas de suivre, préalablement à une nomination à un grade équivalent, la procédure établie pour l'avancement (Conseil d'Etat, 14 juin 1956, n° 5198; 29 janvier 1959, n° 6824; 26 janvier 1959, n° 7184; voir aussi 15 décembre 1959, n° 7489). Au contraire, le projet soumet le changement de grade exactement aux mêmes règles que la promotion.

Article 58 du projet (article 65 du texte proposé).

Il est nécessaire de tenir compte des dispositions légales qui attribuent non au Roi ou au Ministre mais à un organe de gestion d'un établissement le pouvoir de faire les nominations et donc, notamment, les promotions

Article 66 du texte proposé (parties des articles 59 et 60 et article 61 du projet).

La règle imposant la présentation des candidatures est une règle de caractère objectif, distincte des conditions à remplir par les candidats. Il semble préférable de l'énoncer dans un article distinct.

.../...

Articles 59 et 60 du projet (articles 67 et 68 du texte proposé).

Il n'y a pas lieu d'indiquer dans ces articles l'obligation de présenter une candidature puisque, selon le texte proposé par le Conseil d'Etat, cette obligation serait établie par un article distinct.

Article 63 (article 70 du texte proposé).

Le projet a le grand mérite de prévenir toute possibilité d'arbitraire pour ce qui est des nominations par changement de grade ou par promotion, aux grades inférieurs à celui de chef de division.

En effet, aux termes de l'article 63 du projet, si aucune épreuve n'est imposée, la nomination est soumise entièrement à des règles objectives. La nomination est obligatoirement accordée :

1° au candidat dont l'ancienneté de grade est la plus grande;

2° subsidiairement, à égalité d'ancienneté de grade, au candidat dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° plus subsidiairement, à égalité d'ancienneté de service, à l'agent le plus âgé.

Sans doute, pour écarter du changement de grade ou de la promotion, un agent qui ne mérite pas d'être nommé ou qui n'a pas les aptitudes requises, l'article 68 du projet exclut la nomination d'un agent qui a fait

.../...

l'objet d'une mention défavorable dans les six mois qui précèdent le dernier jour de la présentation des candidatures. Aux termes de l'article 69 du projet, cette mention défavorable peut être infligée "à l'agent qui n'accomplit pas son travail de façon satisfaisante".

On peut se demander si la mesure ainsi prévue par les articles 68 à 70 du projet constitue un correctif suffisant à la rigidité de la règle énoncée à l'article 63 du projet. En effet, il peut arriver qu'en fait, aucune mention défavorable n'ait été infligée à un agent qui ne s'est pas acquitté de ses fonctions de manière satisfaisante. Il peut arriver aussi qu'un agent qui accomplit bien les tâches de son grade soit cependant peu apte à exercer les fonctions correspondant au grade supérieur.

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur les dangers que présente le système du projet. Comme le Conseil d'Etat l'avait observé dans son avis du 13 mai 1958 (page 28), il convient de compléter le projet par une disposition qui, même pour les grades inférieurs à celui de chef de division , permet à l'autorité compétente pour nommer d'écarter un agent qui, sur base de faits précis, doit être jugé inapte à exercer les fonctions à conférer. Le Conseil suggère d'ajouter à cet effet une disposition complétant l'article 63 du projet (voir le § 2 de l'article 70 du texte proposé). Le texte présenté par le Conseil d'Etat établit une procédure destinée à éviter l'arbitraire; cette procédure s'inspire de celle qui est prévue par les articles 65 à 67 du projet.

.../...

Articles 64 à 67 du projet (articles 71 à 74 du texte proposé).

La procédure instituée pour la promotion aux grades les plus élevés ne semble pas complète. L'article 65 du projet prévoit simplement que le fonctionnaire dirigeant fera un rapport motivé sur la valeur de chaque candidat et le notifiera à chacun d'eux. Or, en matière de promotion, ce qui compte, ce n'est pas tant l'appréciation de la valeur absolue d'un candidat, que l'appréciation de sa valeur relative par rapport à celle des autres candidats. Pour éclairer l'autorité compétente pour faire la nomination, il paraît hautement souhaitable de prévoir que le fonctionnaire dirigeant établira un classement. Par un souci d'ordre pratique, on pourrait limiter ce classement aux cinq candidats que le fonctionnaire dirigeant juge les meilleurs quand il y a plus de cinq candidats pour un même emploi.

Le classement ne devrait pas être motivé. Mais il va de soi que, sous peine d'agir arbitrairement, le fonctionnaire dirigeant ne pourrait pas classer les candidats dans un ordre différent de celui qui résulte des appréciations émises par lui au sujet des divers candidats dans le rapport établi au sujet de chacun d'eux.

Il convient, semble-t-il, de prescrire la notification du classement aux candidats. Sinon, ceux-ci ne seront pas à même de présenter leurs observations en connaissance de cause; selon les règles établies par l'article 75 du statut du 2 octobre 1937 et l'article 23 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et

.../...

l'avancement, les agents de l'Etat ont connaissance de la proposition faite par le conseil de direction lorsque la faculté leur est donnée de présenter leurs observations à ce collège. Il est également à craindre que, à défaut de notification régulière, les intéressés ne cherchent à s'informer, par des voies détournées, du classement établi par le fonctionnaire dirigeant.

Selon la procédure suggérée par le Conseil d'Etat, les candidats se verront notifier le classement initial établi par le fonctionnaire dirigeant . Néanmoins il reste vrai que la faculté de présenter des observations accordée aux candidats est seulement destinée à leur fournir l'occasion de faire valoir leurs propres titres et ne leur permet pas de critiquer les titres des autres candidats. Cette règle a été dégagée par la jurisprudence du Conseil d'Etat à l'occasion de l'application de l'article 75 du statut des agents de l'Etat et de l'article 23 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement (Conseil d'Etat, 14 juillet 1955, n° 4510; 23 novembre 1956, n° 5386). Cette règle vaudra aussi pour l'application des dispositions du projet.

Article 68 du projet.

Le système de la mention défavorable est ce qui subsiste du signalement.

Ce système constitue un correctif nécessaire -et sans doute insuffisant comme le Conseil d'Etat l'a observé ci-dessus- à la règle rigide établie par l'article 63 du projet pour les promotions aux grades les moins élevés.

Par contre, ce système de la mention défavorable ne semble pas avoir de raison d'être pour la promotion aux grades les plus élevés. En effet, l'occasion sera donnée au fonctionnaire dirigeant, lors de la procédure préalable à la nomination, de signaler dans son rapport les motifs pour lesquels un candidat ne s'est pas acquitté de manière satisfaisante des fonctions qui lui étaient confiées, et n'a pas de titres à la promotion qu'il brigue.

Le Conseil d'Etat suggère au Gouvernement de réexaminer s'il ne convient pas de restreindre aux promotions aux grades les moins élevés, l'application des articles 68 à 70 du projet.

Article 70.

Aux termes de l'alinéa 1er de l'article, la proposition de mention défavorable doit avoir pour motif "des faits précis et doit être faite dans les quinze jours où son auteur apprend ces faits ... ". Ainsi conçue, la disposition soulèvera d'inextricables difficultés d'application. En effet, très généralement, ce ne sera pas un fait isolé, mais un ensemble de faits s'échelonnant sur une assez longue période de temps qui justifiera une mention défavorable. Selon le système du projet, l'autorité sera désarmée, puisqu'elle ne pourra invoquer un fait survenu il y a plus de

.../...

quinze jours. En réalité, il semble qu'il faille distinguer la mention défavorable de l'inscription d'un fait à déplorer sur une fiche individuelle établie au nom de l'agent.

En outre, il serait plus logique d'ajouter au présent article la disposition énoncée à l'article 91 du projet, qui ouvre un recours auprès du conseil d'appel contre une proposition de mention défavorable.

Enfin, il conviendrait d'ajouter une disposition imposant de surseoir au changement de grade et à la promotion, jusqu'à la décision définitive rendue au sujet de la mention défavorable, lorsqu'un agent, qui est candidat, fait l'objet d'une proposition de mention défavorable mais a introduit un recours (comparer avec l'article 18, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat).

.../...

CHAPITRE VIII DU PROJET (TITRE VIII DU TEXTE PROPOSE).

Article 71 du projet (article 78 du texte proposé).

C'est à tort que le rapport au Roi qualifie le conseil d'appel de "juridiction consultative". Ce conseil n'est pas une juridiction, c'est un organisme consultatif qui fonctionne selon une procédure quasi-juridictionnelle.

Article 72 du projet (article 79 du texte proposé).

Le projet prévoit que le conseil d'appel se compose de sections françaises et de sections flamandes. Puisqu'il résulte de l'article 10 qu'il sera tenu des rôles linguistiques dans les organismes énumérés à l'article 1er, c'est le rôle linguistique de l'agent qui déterminera la section compétente pour examiner son recours. Cette règle ,qui n'est pas expressément formulée dans le projet,fait l'objet du deuxième alinéa du texte proposé.

Article 73 du projet (article 80 du texte proposé).

Le même conseil d'appel sera compétent pour connaître des recours des agents quel que soit leur grade. En outre, aucune disposition ne prévoit que les assesseurs qui siègent dans une affaire doivent être d'un grade équivalent à celui du requérant. Il en résulte que les assesseurs pourront avoir un grade inférieur à celui de l'agent dont le cas est examiné par le conseil d'appel. Le Conseil d'Etat croit devoir attirer l'attention du Gouvernement

.../...

sur cette situation qui n'est pas conforme à la conception traditionnelle, selon laquelle il ne convient pas que le comportement du supérieur hiérarchique soit apprécié par ses subordonnés. Il est à craindre aussi que l'inférieur appelé à se prononcer sur le recours introduit par son supérieur hiérarchique ne puisse accomplir sa mission avec l'indépendance nécessaire.

Le projet ne contient pas de dispositions semblables à celles des articles 84, 86 et 87 du statut des agents de l'Etat, qui prévoit l'agréation par le Ministre des assesseurs désignés par les organisations syndicales et la récusation des assesseurs. Il appartiendra au Gouvernement d'examiner s'il ne s'agit pas d'une omission et si le projet ne doit pas être complété.

Les assesseurs du conseil d'appel doivent, aux termes du projet, être des agents en activité de service. La notion d'activité de service est très large. C'est ainsi que l'agent qui devient membre de l'une des deux Chambres législatives est en activité de service aux termes de l'article 46 du projet. Il semble, dès lors, que la qualité d'assesseur du conseil d'appel devrait être rendue incompatible avec certaines des situations administratives, qui permettent à l'agent de rester en activité de service.

Aux termes du projet, une moitié des assesseurs sera désignée par les organisations syndicales proportionnellement au nombre des suffrages qu'elles ont recueillis aux dernières élections syndicales qui eurent lieu dans

.../...

les organismes visés à l'article 1er. Cette disposition implique que les mandats des assesseurs désignés par les organisations syndicales doivent être renouvelés après chaque élection. Ce renouvellement ne pouvant pas se faire immédiatement après les élections, il est nécessaire de prévoir que le mandat des assesseurs ne prend fin qu'à l'expiration d'un délai suivant la date des élections syndicales. Le dernier alinéa du texte proposé tient compte de cette observation. Le Gouvernement devra le compléter par l'indication de la durée du délai.

Il convient, en outre, de prévoir la manière dont sera opérée la répartition des mandats proportionnellement au nombre des suffrages obtenus par chaque organisation syndicale. Cette répartition pourrait se faire de la manière prévue à l'article 30 du statut syndical. Le second alinéa du texte proposé répond à cette observation.

Le personnel de deux des organismes énumérés à l'article 1er, l'Institut national de l'éducation physique et des sports et l'Institut national du logement, n'est pas soumis au statut syndical établi par l'arrêté royal du 20 juin 1955. Le personnel de ces organismes ne participera donc pas, par la voie des élections, à la désignation d'une partie des assesseurs du conseil d'appel, alors que ce conseil est conçu comme un organisme paritaire. Le Gouvernement devrait examiner s'il ne convient pas de rendre le statut syndical applicable au personnel de ces deux Instituts nationaux.

.../...

Article 74 du projet (article 81 du texte proposé).

Une observation concernant l'absence de dispositions relatives aux devoirs est faite dans les observations générales. (Observation E.)

Article 75 du projet.

Cet article dispose que le Ministre peut, de l'avis conforme du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, définir des infractions disciplinaires particulières et choisir leur sanction parmi les peines disciplinaires prévues par le statut.

Cet article tend à instituer, en partie du moins, en matière disciplinaire, le principe de la légalité des infractions. Ce principe est un des fondements du droit pénal, mais généralement il ne s'applique pas dans le domaine disciplinaire. En règle générale, les autorités administratives apprécient discrétionnairement si le fait mis à charge de l'agent constitue une faute et quelle peine il y a lieu d'infliger.

La définition de certaines infractions disciplinaires et la détermination de leur sanction présenteraient les avantages d'assurer plus d'unité dans l'exercice de la discipline et d'attirer l'attention des agents sur la gravité de certaines fautes. Toutefois, l'arrêté qui, par voie de disposition générale, définit des infractions et détermine leur sanction constitue une partie du statut du personnel. C'est le Roi qui, en vertu de l'article 11 de la

.../...

loi du 16 mars 1954 est, compétent pour établir ce statut. A peine d'éluder les règles légales de compétence, les délégations de pouvoir ne sont permises que pour des mesures accessoires. En raison de la généralité des termes de l'article 75, le Ministre pourrait établir une réglementation applicable à tous les organismes soumis à sa tutelle et cette réglementation pourrait, par voie de dispositions générales liant les autorités qui exercent le pouvoir disciplinaire, prévoir les peines les plus graves. La matière ainsi confiée au Ministre est trop importante pour faire l'objet d'une délégation. Le Conseil d'Etat propose donc d'omettre l'article 75 du projet. Cet article n'est pas reproduit dans le texte annexé au présent avis. Si le Gouvernement estimait nécessaire de définir certaines infractions disciplinaires et de prévoir leur sanction par voie de dispositions générales, celles-ci pourraient être établies par le Roi qui est compétent pour fixer le statut du personnel.

Articles 76 et 79 du projet (articles 82 et 85 du texte proposé).

Dans le texte qu'il propose pour ces articles, le Conseil d'Etat a substitué au mot "dégradation" le mot "rétrogradation" qui indique mieux que l'agent auquel cette peine est infligée n'est pas privé de tout grade, mais qu'il se trouve, comme le dit l'article 79 du projet, placé dans un grade inférieur à celui dont il était titulaire.

C'est avec raison que le projet n'a pas repris toutes les peines prévues par l'article 77 du statut des agents de l'Etat. On peut toutefois se demander si les

.../...

peines établies par le projet sont assez nombreuses pour satisfaire aux exigences d'une répression disciplinaire suffisamment nuancée. Le second alinéa de l'article 82 du texte proposé répond à l'observation générale D, 5° du présent avis.

Article 80 du projet (article 86 du texte proposé).

Cet article dispose qu'aucune peine ne peut être rétroactive. La jurisprudence du Conseil d'Etat admet qu'une peine puisse rétroagir, si l'agent a été écarté du service par une décision régulière (arrêts n° 1540, LAUWERS, du 7 mai 1952, et n° 3186, LEFEVRE, du 1er mars 1954). Certes, le Gouvernement peut décider que les peines ne pourront produire d'effets pour la période qui précède leur prononcé. Toutefois, lorsqu'un membre du personnel poursuivi disciplinairement a fait l'objet d'une suspension, l'administration et l'agent lui-même peuvent avoir intérêt à ce que la situation administrative de l'agent, qui, pendant la période de suspension, n'était réglée que par une décision provisoire, le soit de façon définitive par la décision qui intervient à l'issue de la procédure disciplinaire. Dans ce cas, la rétroactivité de la peine se justifie. C'est pour ce motif que le texte proposé permet que la peine puisse produire des effets pour la période qui précède son prononcé, lorsque l'agent puni a été préalablement suspendu.

.../...

Article 81 du projet (article 87 du texte proposé).

Cet article dispose que le concours d'actes fautifs est puni d'une peine unique. Le concours d'infractions est une notion du droit pénal. Cette notion pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation, si elle était introduite dans la matière disciplinaire sans faire l'objet d'une définition. Les délégués du Gouvernement ont déclaré au Conseil d'Etat qu'il y avait concours d'actes fautifs dès qu'un agent était accusé de plusieurs fautes. Le texte proposé évite d'employer l'expression "concours d'actes fautifs" et tient compte de l'intention du Gouvernement.

Article 82 du projet (article 88 du texte proposé).

En vue d'éviter des controverses au sujet de l'application de cette disposition, le texte proposé s'inspire de l'article 81 du statut des agents de l'Etat.

Article 83 du projet (article 89 du texte proposé).

Cet article dispose que l'action disciplinaire s'éteint six mois après la constatation du fait fautif et, en cas de poursuite pénale, six mois après la décision judiciaire définitive. En prévoyant la prescription de l'action disciplinaire, le projet remédie à une lacune de la procédure disciplinaire en vigueur actuellement dans les services publics. Le point de départ du délai étant

.../...

la constatation d'un fait, il est à craindre, cependant, que l'application de la règle établissant la prescription donne lieu à des difficultés et à des contestations. Celles-ci devront être tranchées par l'autorité qui détient le pouvoir disciplinaire et, en cas de recours, par le Conseil d'Etat, qui devront rechercher les diverses circonstances de fait établissant si l'administration avait connaissance de la faute commise par un de ses agents.

S'il n'y a pas de poursuite pénale, le point de départ du délai de prescription est la constatation du fait fautif. Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat qu'il suffira, pour faire courir le délai, qu'un des supérieurs hiérarchiques de l'agent ait eu connaissance du fait fautif même si le fonctionnaire dirigeant de l'organisme n'a pas eu connaissance de ce fait. Le texte proposé contient cette précision.

Articles 84 et 85 du projet (articles 90 et 91 du texte proposé).

Ces articles prévoient que le blâme est infligé sans formalité par le chef de service ou par le chef de l'organisme qui doivent, au préalable, entendre l'agent, et que les autres peines disciplinaires sont infligées par le Ministre sur la proposition du chef de l'organisme et conformément aux articles 86 à 94 du projet.

.../...

Certaines dispositions légales fixant le statut des organismes énumérés à l'article 1er désignent l'autorité compétente pour infliger certaines peines disciplinaires. Ce n'est que dans les organismes qui ne sont pas régis par de telles dispositions légales que le pouvoir disciplinaire peut être confié au Ministre.

Il se comprend que le projet confie au fonctionnaire dirigeant et au chef de service le pouvoir d'infliger un blâme. On n'aperçoit pas, par contre, le motif pour lequel l'autorité compétente pour infliger les peines plus graves que le blâme ne pourrait pas infliger également cette peine.

Le projet prévoit que le blâme est infligé sans autre formalité que l'audition de l'agent. Il conviendrait de prévoir qu'il sera dressé procès-verbal de cette audition.

Le texte proposé tient compte de ces observations.

Article 86 du projet (article 92 du texte proposé).

Aux termes de cet article, "le chef de l'organisme est le maître de l'action disciplinaire". Cette disposition subordonne d'une manière absolue les poursuites disciplinaires à l'initiative du fonctionnaire dirigeant. Le commentaire qu'en donne le rapport au Roi compare le rôle du fonctionnaire dirigeant à celui du ministère public dont l'action est nécessaire pour saisir le tribunal.

.../...

Le Conseil d'Etat croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur cette innovation importante et sur les inconvénients qu'elle présente. En s'abstenant de poursuivre un agent coupable, le fonctionnaire dirigeant pourrait paralyser l'autorité qui est responsable de l'organisation des services et qui détient le pouvoir disciplinaire. En outre, en raison du nombre élevé des organismes soumis à la tutelle d'un même Ministre, les pouvoirs confiés aux divers fonctionnaires dirigeant ces organismes pourraient faire obstacle à l'unité de la jurisprudence qu'il est souhaitable de maintenir dans la répression des fautes disciplinaires. Le texte proposé permet au Ministre d'enjoindre au fonctionnaire dirigeant d'intenter les poursuites.

Article 89 du projet (article 95 du texte proposé).

Le Conseil d'Etat propose d'ajouter au texte de cet article un alinéa nouveau prévoyant que, si les poursuites ont été ouvertes sur injonction du Ministre, le fonctionnaire dirigeant doit faire rapport à cette autorité lorsqu'il renonce aux poursuites.

Article 91 du projet.

Cet article étend la compétence du conseil d'appel à l'examen de recours introduits contre des mesures prévues aux articles 52, 69 et 97 du projet. Ces mesures n'ont pas de caractère disciplinaire, mais, parce qu'elles supposent une appréciation portée sur le comportement de l'agent, le Gouvernement estime nécessaire de donner à celui-ci l'occasion d'exercer sa défense

.../...

devant le conseil d'appel. Plutôt que d'indiquer cette extension de la compétence du conseil d'appel au titre relatif à la discipline, le Conseil d'Etat propose de l'indiquer à chacun des articles du projet prévoyant des mesures contre lesquelles l'agent pourra se pourvoir devant le conseil d'appel. Le texte proposé n'a donc pas reproduit l'article 91 du projet.

Article 93 du projet (article 98 du texte proposé)

Le projet prévoit que la peine ne peut être plus grave que "celle qui fut proposée par le chef de l'organisme ou par le conseil d'appel". Ce texte est ambigu. Il ne permet pas de savoir quelle est la peine qui sera considérée comme constituant le maximum dans le cas où une peine aura été proposée par le fonctionnaire dirigeant et où une autre peine aura été proposée par le conseil d'appel. Selon les renseignements communiqués au Conseil d'Etat, lorsque le conseil d'appel est saisi, il n'est plus tenu compte de la proposition du fonctionnaire dirigeant et, dans ce cas, c'est la peine proposée par le conseil qui constitue le maximum. Le texte proposé exprime mieux cette intention.

Le Conseil d'Etat croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur l'innovation que constitue la disposition permettant au fonctionnaire dirigeant et au conseil d'appel de limiter la peine. Cette disposition risque d'entraver l'action de l'autorité responsable du bon fonctionnement du service. Cette observation vaut principalement en ce qui concerne le pouvoir confié au conseil d'appel; cette attribution de pouvoir n'est pas en harmonie avec le système général du projet qui, comme le souligne le rapport au Roi, fait du conseil d'appel un organisme purement "consultatif". Le conseil d'appel n'a pas la responsabilité de la bonne marche du service.

Article 94 du projet (article 99 du texte proposé).

Pour se conformer à la terminologie de l'article 2 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical du personnel des services publics, le texte proposé substitue aux mots "organisation syndicale reconnue", qui figurent au projet, les mots "organisation syndicale agréée".

CHAPITRE IX DU PROJET (TITRE IX DU TEXTE PROPOSE).

Article 95 du projet (articles 100 et 101 du texte proposé).

Le texte proposé ajoute à l'énumération des modes de cessation des fonctions contenue dans le projet, l'exclusion, qui est prévue à l'article 24 du projet (article 25 du texte proposé).

Aux termes du projet, la mise à la retraite entraîne la perte de la qualité d'agent soumis au statut. Aucune disposition ne fixe, cependant, l'âge de la mise à la retraite des agents que le projet concerne. L'arrêté royal du 12 mai 1927, qui établit une limite d'âge pour les agents des administrations de l'Etat, n'est, en effet, pas applicable aux agents des organismes d'intérêt public. Le Conseil d'Etat propose d'ajouter au projet un article fixant à 65 ans l'âge de la mise à la retraite des membres du personnel. Si le personnel dont le projet fixe le statut n'est pas soumis par arrêté royal au régime de pensions prévu par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, le Gouvernement devrait modifier le texte proposé

.../...

par le Conseil d'Etat pour le mettre en concordance avec les dispositions des lois relatives aux pensions de retraite et de survie des ouvriers et des employés, qui permettent aux bénéficiaires de ces lois d'obtenir leur pension avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans.

Le projet ne prévoit aucune mesure en faveur des agents qui, ayant atteint l'âge de la retraite, ne réunissent pas les conditions requises pour obtenir une pension. Le Conseil d'Etat rappelle que l'agent de l'Etat qui se trouve dans cette situation est mis en disponibilité (article 2 de l'arrêté royal du 12 mai 1927 et article 29 de l'arrêté royal du 30 mars 1939).

Article 96 du projet (article 102 du texte proposé).

Le projet prévoit que la démission est présentée par requête écrite adressée au Ministre, qui l'accepte ou la refuse dans les trente jours comptés à partir du premier jour du mois qui suit la requête.

Le pouvoir d'accepter la démission ne peut être attribué au Ministre lorsque la loi confie le pouvoir de nomination à une autre autorité.

Il paraît plus logique de faire courir le délai à partir d'une date postérieure à celle de la réception de la requête, plutôt qu'à partir d'une date postérieure à celle que porte la requête.

Le texte proposé tient compte de ces deux observations.

.../...

Il résulte des renseignements donnés par les délégués du Gouvernement que le délai de trente jours est un délai d'ordre et qu'après son expiration il sera encore permis à l'autorité de se prononcer sur la demande de démission.

Article 97 du projet (article 103 du texte proposé).

Aux termes du projet, c'est au Ministre que le fonctionnaire dirigeant doit proposer de licencier l'agent ou de le rétrograder pour inaptitude professionnelle. Le Ministre n'est pas compétent pour mettre fin aux fonctions de tous les agents soumis au statut. Le texte proposé réserve le licenciement et la rétrogradation à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Le troisième alinéa du texte proposé répond à l'observation formulée au sujet de l'article 91 du projet.

Article 99 du projet (article 105 du texte proposé).

Cet article du projet attribue au Ministre le pouvoir de constater la démission d'office de l'agent. Pour le motif indiqué à l'observation relative à l'article 97 du projet, le texte proposé réserve cette compétence à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

.../...

La démission d'office de l'agent qui est devenu inapte physiquement n'est pas prévue au projet. Les délégués du Gouvernement ont reconnu qu'il s'agissait d'une omission. Le Conseil d'Etat a donc complété le texte du projet en prévoyant une seconde cause de démission d'office.

Le projet de statut ne contient aucune disposition attribuant une indemnité à l'agent qui, de façon définitive, est physiquement inapte à exercer ses fonctions et qui ne réunit pas les conditions requises pour obtenir une pension. Cette omission peut surprendre, puisque, en vertu de l'article 98 du projet, l'agent licencié pour l'inaptitude professionnelle bénéficie d'une allocation de départ. Il est vrai, toutefois, que l'agent de l'Etat inapte physiquement est démis d'office et n'obtient aucune indemnité s'il ne réunit pas les conditions requises pour jouir d'une pension (article 107, 9°, du statut des agents de l'Etat et article 8 de l'arrêté royal du 30 mars 1939).

.../...

en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 1932. Or, de nombreux organismes cités à l'article 1er n'existaient pas au moment de l'entrée en vigueur de cette loi. Pour l'application du 3° du § 1er devra-t-on considérer que ne peuvent bénéficier des garanties données par cette disposition que les agents qui étaient en service dans l'organisme au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 1932, ou bien pourra-t-on admettre qu'il suffit, pour bénéficier de ces garanties, que l'agent ait été en fonction dans un service public quelconque, au moment de l'entrée en vigueur de cette loi ? Pour éviter cette difficulté d'interprétation, le Gouvernement devrait modifier le texte proposé en précisant son intention.

Le troisième alinéa de l'article 1er de l'arrêté du Régent du 28 avril 1947 modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1958, dispose que les agents en surnombre sont affectés au premier emploi vacant de leur grade, pour autant qu'ils réunissent toutes les conditions statutaires requises et qu'ils soient, après avis du conseil de direction, jugés aptes à occuper l'emploi. Cette règle ne sera pas applicable dans les organismes que le projet concerne, puisque l'article 100 du projet ne rend applicables certaines dispositions du statut des agents de l'Etat que "sans préjudice des dispositions prévues par le présent arrêté" et que les articles 28 et suivants du projet (articles 29 et suivants du texte proposé) établissent des règles qui doivent être appliquées lorsque, pour une cause quelconque, un agent est sans emploi. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le texte du 3° du § 1er devrait être modifié pour indiquer que le régime particulier de résorption du surnombre prévu par l'arrêté du Régent du 28 avril 1947 est applicable dans les

.../...

organismes énumérés à l'article 1er. Dans cette hypothèse, le projet devrait indiquer l'autorité qui sera chargée de donner un avis sur l'aptitude de l'agent. L'arrêté du Régent du 28 avril 1947 confie, en effet, cet avis au conseil de direction et le projet ne prévoit pas l'existence de conseils de direction dans les organismes qu'il concerne.

En application de l'article 13, § 4, de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative, la disposition énoncée au 3° du § 1er doit être soumise à l'avis de la commission permanente de contrôle linguistique.

L'article 10 du projet implique l'existence de rôles linguistiques dans les organismes énumérés à l'article 1er. Aucune disposition légale ou réglementaire ne prescrivant la tenue des rôles linguistiques dans les organismes d'intérêt public, il convient de compléter le projet en rendant applicables dans ces organismes les dispositions qui prévoient la tenue de rôles linguistiques dans les administrations de l'Etat. Ces dispositions sont contenues dans l'arrêté royal du 6 janvier 1933 réglant l'application aux administrations de l'Etat de la loi relative à l'emploi des langues en matière administrative. Cet arrêté ne prescrit toutefois la tenue de rôles linguistiques que dans les administrations centrales. Il semble utile de prévoir que ces rôles seront tenus également dans les services extérieurs. Le texte proposé au 4° du § 1er répond à cette observation. Cette disposition doit également être soumise à l'avis de la commission permanente de contrôle linguistique.

.../...

Le 4° du § 1er du projet rend applicables les dispositions qui règlent pour les agents de l'Etat le droit d'inscription pour les concours et examens organisés par les administrations de l'Etat. Ces dispositions font l'objet d'un arrêté royal du 8 août 1953. Cet arrêté trouve sa base légale dans la loi du 29 mars 1953 qui permet au Roi de fixer le montant du droit d'inscription aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat. En vertu de l'article 113 de la Constitution, une loi est nécessaire pour que le Roi soit autorisé à imposer aux citoyens le paiement d'une rétribution obligatoire. La loi du 29 mars 1953 ne permet pas au Roi de fixer le montant du droit d'inscription aux examens et concours organisés pour le recrutement du personnel des organismes d'intérêt public. L'extension à ces organismes des dispositions fixant le droit d'inscription aux concours et examens organisés par les administrations de l'Etat manque donc de base légale. C'est pour ce motif que le texte proposé ne reproduit pas le 4° du § 1er de l'article 100 du projet.

Le 5° du § 1er rend applicables les règles relatives à l'organisation des épreuves de recrutement et de promotion des agents de l'Etat et dispose que l'épreuve de changement de grade est assimilée, selon les termes du tableau des grades, soit à un concours d'accession, soit à un examen d'avancement de grade.

Il convient de prévoir également que l'épreuve de promotion prévue à l'article 62 du projet sera assimilée à une des épreuves prévues par la réglementation applicable aux agents de l'Etat. Le texte proposé tient compte de cette observation.

.../...

Le § 1er, 7°, rend applicables au personnel soumis au projet les dispositions qui règlent, pour les agents de l'Etat, l'octroi d'un pécule de vacances. En vertu de l'article 15, § 2, de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, les agents des organismes d'intérêt public sont soumis au régime de la sécurité sociale, même s'ils ne sont pas dans les liens d'un contrat de louage de services, sauf s'ils bénéficient du régime des pensions prévu par cette loi. En vertu du § 3 du même article, ces mêmes agents ont un pécule de vacance et un pécule familial de vacances égaux à ceux des agents de l'Etat, lorsqu'ils bénéficient du régime de pensions prévu par cette loi. En ce qui concerne le pécule de vacances, le régime de la sécurité sociale est, pour certains agents, plus avantageux que le régime auquel sont soumis les agents de l'Etat. Si le Gouvernement ne soumet pas les agents dont le projet fixe le statut au régime de pensions de la loi du 28 avril 1958, il ne peut, sans violer l'article 15, § 2, de cette loi, les soumettre à la réglementation relative au pécule de vacances des agents de l'Etat. Par contre, si un arrêté royal soumet les agents que le projet concerne au régime de pensions de la loi du 28 avril 1958, ces agents seront, en vertu de l'article 15, § 3, de cette loi soumis de plein droit à la réglementation relative au pécule de vacances applicable aux agents de l'Etat. Dans cette seconde hypothèse, la disposition du § 1er, 7°, du projet serait inutile. Pour les motifs exposés ci-dessus, le texte proposé n'a pas reproduit cette disposition.

.../...

Selon les délégués du Ministre, le § 1er, 11°, ne tend pas à rendre applicables aux agents des organismes d'intérêt public, soumis au présent projet, les articles 49 à 52 du statut du 2 octobre 1937 sur les incompatibilités. Il tend seulement à rendre applicable à ces agents l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux du 5 février 1935. La disposition du projet est, dès lors, superflue. En effet, comme le Conseil d'Etat l'a déclaré dans son observation générale (D, 5°), cet arrêté royal du 5 février 1935 sur le cumul est, de plein droit, applicable aux titulaires des emplois "d'établissements publics dépendant de l'Etat".

Paragraphe 2.

L'article 100, § 2, du projet dispose que : "Selon les modalités fixées par Nous, les agents soumis au présent arrêté bénéficient au moins des avantages pécuniaires prévus par la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents dus au travail ou survenus sur le chemin du travail, ainsi que par la législation relative aux maladies professionnelles".

Or, déjà l'article 40 du projet (article 51 du texte proposé) maintient sans limite de temps l'agent en activité de service, avec le bénéfice de son traitement entier, lorsque son congé pour cause de maladie ou d'infirmité est provoqué par un accident du travail, un accident survenu sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle.

.../...

En outre, l'article 100, § 1er, 10°, du projet étend aux agents soumis au projet le bénéfice de l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif à l'indemnisation des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie résultant d'accidents survenus aux agents définitifs et stagiaires en service ou sur le chemin du travail.

L'article 100, § 2, n'a donc une utilité juridique qu'en tant qu'il accorde des avantages complémentaires s'ajoutant à ceux qui viennent d'être indiqués. Sous peine de provoquer des contestations au sujet de la portée de la disposition, il est indispensable d'y indiquer les avantages complémentaires que le Gouvernement entend accorder.

Article 101 du projet (article 111 du texte proposé).

Certaines dispositions légales prévoient que le personnel de l'organisme peut comprendre des agents de l'Etat qui y sont détachés. Une telle disposition est énoncée à l'article 37 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 9 mars 1951. Elle concerne le personnel de la Caisse nationale des vacances annuelles. L'article 12 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, portant création d'un Office national de coordination des allocations familiales, contient également une disposition semblable.

.../...

En imposant aux agents de l'Etat détachés dans un organisme mentionné au projet, le choix entre l'acquisition de la qualité d'agent de cet organisme et la réintégration dans leur administration d'origine, l'article 101 du projet empêche l'application de ces dispositions légales. Pour le motif indiqué à l'observation générale B du présent avis, les dispositions légales qui permettent le détachement d'agents de l'Etat dans les organismes d'intérêt public ne peuvent être abrogées que si l'on considère qu'elles ont pour objet exclusif de régler le statut du personnel de ces organismes. Or, les dispositions légales qui permettent à des agents de cumuler deux qualités, celle d'agent d'un organisme d'intérêt public et celle d'agent de l'Etat, concernent exclusivement le statut des agents. Elles peuvent donc être abrogées par le Roi, en vertu du pouvoir qu'il tient de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954. Le texte proposé prévoit, en son article 114, l'abrogation de ces dispositions légales.

Article 102 du projet (article 108 du texte proposé).

Cet article dispose que le statut ne porte pas préjudice aux pouvoirs que donne au conseil d'administration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, l'article 16 de l'arrêté-loi du 25 février 1947.

Il existe d'autres dispositions légales que la disposition citée au projet qui indiquent l'autorité compétente pour nommer les agents de certains des organismes énumérés à l'article 1er. Sont, à cet égard, régis par

.../...

des dispositions légales : l'Institut national de l'éducation physique et des sports et l'Institut national du logement. Pour les motifs indiqués à l'observation générale B du présent avis, ces dispositions légales doivent être respectées.

L'Oeuvre nationale de l'enfance est dotée d'un statut particulier.

En vertu de l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 5 septembre 1919 instituant cette oeuvre, "le règlement organique de l'Oeuvre nationale est soumis à l'approbation du Roi". Ce règlement organique, approuvé par l'arrêté royal du 30 décembre 1919, dispose en son article 7 "le bureau du conseil supérieur nomme le personnel de ses services". Le Roi ne peut abroger cette disposition, si l'Oeuvre nationale ne prend pas l'initiative de soumettre à son approbation une décision modifiant son règlement organique .

Dans l'avis qu'il a donné le 13 mai 1958 sur un projet d'arrêté royal portant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, le Conseil d'Etat a fait l'observation suivante :

"Il ne semble pas que le Roi puisse enlever au bureau du conseil supérieur de l'Oeuvre le pouvoir de nommer le personnel de ses services, qui lui a été conféré par l'article 7 du règlement organique, approuvé par l'arrêté royal du 30 décembre 1919 pris en exécution de l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 5 septembre 1919. Il le semble d'autant moins que le législateur a entendu

.../...

accorder à l'Oeuvre nationale de l'enfance, une autonomie particulièrement étendue" (voir A. BUTTGENBACH, Modes de gestion des services publics en Belgique, 1942, pages 702 - 729).

Le texte proposé tient compte de ces observations.

D'autre part, le Conseil d'Etat croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur une conséquence de l'attribution du pouvoir de nomination au conseil qui gère l'organisme. Lorsque cette attribution de compétence résulte d'une disposition légale, ou d'une autre disposition que le Roi ne peut modifier, un arrêté royal ne peut pas confier au Roi ou au Ministre le pouvoir de prendre les diverses mesures individuelles relatives aux agents. On peut concevoir que certaines de ces mesures soient déléguées à une autorité hiérarchiquement inférieure par celle qui a le pouvoir de nomination mais, lorsque la nomination a été attribuée au conseil qui gère l'organisme, ce serait méconnaître l'autonomie accordée à l'organisme dans ses rapports avec son personnel, que de transférer par le présent statut au Roi ou au Ministre le pouvoir de prendre certaines décisions individuelles relatives aux agents. Il est évident, toutefois, que, lorsqu'il prendra les décisions relevant de sa compétence, le conseil qui gère l'organisme devra appliquer les règles contenues dans le statut.

.../...

Article 109 du texte proposé.

A côté des dispositions légales qui déterminent l'autorité compétente pour nommer le personnel, il existe des dispositions légales qui établissent des formalités préalables aux nominations. Pour le motif indiqué à l'observation générale B du présent avis, ces formalités doivent également être respectées. Une réserve doit cependant être faite. La formalité imposée est généralement un avis, c'est-à-dire une appréciation portée sur les mérites des candidats, destinée à informer l'autorité qui nomme et à lui permettre d'exercer son choix. Il semble logique d'admettre qu'en habilitant le Roi à fixer le statut du personnel, le législateur du 16 mars 1954 lui a donné le pouvoir de fixer des règles objectives en matière de recrutement et d'avancement, soit en instituant un concours, soit en imposant la nomination du candidat le plus ancien. Lorsque l'autorité qui nomme n'aura plus à exercer un pouvoir d'appréciation et lorsqu'elle aura l'obligation de nommer, soit le candidat qui s'est classé le premier au concours, soit l'agent le plus ancien, l'avis deviendra une formalité dépourvue de sens.

Si l'on veut éviter d'imposer le respect de formalités superflues, il faut admettre que les avis prévus par les lois ne doivent être donnés que lorsque l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut choisir entre plusieurs candidats.

Pour ces motifs, le Conseil d'Etat propose d'ajouter un article au projet.

.../...

Cet article appelle une explication, en ce qui concerne les formalités qu'il prévoit aux n^os 4 et 7 de l'énumération qu'il contient. L'article 12 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 portant création de l'Office national de coordination des allocations familiales, dispose que le personnel de cet Office est nommé par le Ministre après avis du directeur général de l'Office et, après sa constitution, du conseil consultatif de celui-ci.

Aux termes de l'article 14 du même arrêté-loi, sont "rattachés" à l'Office national de coordination des allocations familiales divers organismes, et notamment les caisses mutuelles spéciales et certaines caisses spéciales de compensation. Le texte de l'arrêté-loi ne précise pas la portée de ce "rattachement". Toutefois, les deux derniers considérants du préambule de l'arrêté-loi expliquent qu'il est de l'intérêt général d'unifier progressivement les caisses spéciales d'allocations familiales et qu'"il est nécessaire et urgent d'unifier le mode de nomination du personnel d'exécution des organismes publics chargés d'appliquer la législation concernant les allocations familiales". On peut donc en déduire que les règles de l'article 12 de l'arrêté-loi relatives au personnel de l'Office national de coordination des allocations familiales s'appliquent aussi au personnel des caisses spéciales qui sont "rattachées" à cet Office.

.../...

Article 110 du texte proposé.

L'article 9 de l'arrêté royal du 18 mars 1958 portant mise en concordance avec la loi du 16 mars 1954 et coordination des dispositions légales relatives à l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre contient des règles de préférence pour l'admission aux fonctions et emplois à l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre. Cette disposition légale doit être respectée. Pour ce motif, le Conseil d'Etat propose d'ajouter un article au projet.

Article 103, alinéas 1er à 3, du projet (article 107 du texte proposé).

Dans les limites fixées par ces dispositions, aucune objection de légalité ne peut être faite contre la conclusion de contrats. L'article 11 de la loi du 16 mars 1954 dispose que "le Roi fixe le cadre et le statut du personnel ...". Même si on déduit de cette disposition qu'elle ne se borne pas à habiliter le Roi à déterminer le régime juridique applicable au personnel, mais qu'elle l'oblige à le placer dans une situation réglementaire, cette conséquence ne vaut que pour les agents destinés à occuper des emplois

permanents . L'article 11 de la loi du 16 mars 1954 n'interdit pas à des organismes d'intérêt public - auxquels la personnalité civile a été accordée notamment pour leur permettre de recourir à des procédés de droit privé -, d'engager par voie de contrat des personnes qui leur apporteront leur concours mais qui, recrutées pour une durée limitée et pour accomplir des travaux extraordinaires, peuvent être considérées comme ne faisant pas partie du personnel de l'organisme visé à l'article 11 (Conseil d'Etat, arrêt n° 7526, du 8 janvier 1960).

Il résulte du projet que la situation statutaire sera la règle dans les organismes mentionnés à l'article 1er. Il convient donc que ces organismes, lorsqu'ils engageront du personnel par voie de contrats, établissent des contrats écrits précisant les conditions de l'engagement de l'employé ou de l'ouvrier. A défaut de contrat écrit, des contestations pourront s'élever à propos de la détermination des règles de droit applicables et ces contestations se doubleront, lorsqu'elles seront relatives à un acte mettant fin aux fonctions de l'employé ou de l'ouvrier, de contestations concernant la détermination de la juridiction compétente.

L'expression "contrats d'emploi" est prise dans son sens général et permet de conclure des contrats prévoyant une rémunération supérieure à celle indiquée à l'article 35 des lois relatives au contrat d'emploi,coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1955.

.../...

Article 104 du projet (article 113 du texte proposé).

Cet article prévoit que les situations qui, en raison de la diversité des réglementations antérieures, ne rentrent pas directement dans le cadre des dispositions du statut, seront revues à dater de l'entrée en vigueur du statut, de manière à les établir en conformité avec les dispositions de celui-ci. Il attribue au Ministre le pouvoir de procéder à ces revisions et prescrit au Ministre de s'inspirer des principes du statut et de tous les éléments de fait et de droit.

La rédaction de cet article devrait être modifiée. Ce n'est pas la diversité des réglementations antérieures qui est la cause des difficultés auxquelles la disposition remédie. Ces difficultés proviennent de la différence entre la réglementation antérieure et celle qui est contenue dans le projet.

Le pouvoir de prendre des mesures individuelles fixant la position administrative d'un agent appartient à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination. Cette autorité n'est pas nécessairement le Ministre.

Le rapport au Roi déclare que "les agents qui, dans la réglementation antérieure, auraient réussi une épreuve leur donnant un titre à une promotion, garderont les droits ainsi acquis". Cette précision devrait être énoncée dans le projet.

Le texte proposé tient compte de ces observations.

.../...

Article 105 du projet (articles 114 et 115 du texte proposé).

Le projet abroge expressément l'article 1er, alinéas 1er et 2, de l'arrêté royal du 22 novembre 1954 relatif aux mesures à prendre en vue d'assurer une meilleure répartition du personnel entre les établissements parastataux dépendant du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, ainsi qu'une gestion plus efficace et plus économique de leurs services. Il dispose en outre que sont abrogées les dispositions contraires au projet.

Pour éviter des contradictions et des contestations, il est recommandé d'abroger expressément la réglementation qui ne se concilie pas avec la réglementation nouvelle.

Le Conseil d'Etat a établi une liste de dispositions légales et réglementaires qu'il propose au Gouvernement d'abroger ou de modifier. Dans la rédaction de ces dispositions abrogatoires et modificatives, il a été tenu compte des pouvoirs que le Roi possède en vertu de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, dont la portée a été précisée à l'observation générale B du présent avis. C'est pour ce motif que l'abrogation ou la modification des lois n'est proposée que dans la mesure où celles-ci contiennent des dispositions qui ont pour seul objet de régler le statut du personnel.

Il appartiendra au Gouvernement d'examiner si cette liste doit être complétée ou si, au contraire, il convient de maintenir en vigueur certaines dispositions dont le Conseil d'Etat propose, soit l'abrogation, soit la modification.

.../...

L'article 114 du texte proposé appelle quelques explications :

§ 1er. 7°. L'article 6 de l'arrêté du Régent du 23 avril 1949 ayant été rendu applicable à la Caisse d'indemnisation en cas d'épizooties de Malmédy par l'article 4 de la loi du 14 mai 1958, ne peut être abrogé en tant qu'il s'applique à cette Caisse.

§ 2. 2°. Le texte proposé prévoit l'abrogation de l'article 1er de l'arrêté royal du 22 novembre 1954. Il appartiendra au Gouvernement d'examiner s'il ne convient pas d'abroger également l'article 2, ce qui entraînerait d'ailleurs l'abrogation des autres dispositions de cet arrêté.

§ 3. Un paragraphe abrogeant d'une façon générale les dispositions fixant le statut du personnel que concerne le projet paraît nécessaire. En effet, pour une part importante le statut de ce personnel est fixé par des textes émanant d'autorités diverses et n'ayant fait l'objet que d'une publication limitée.

Au surplus, malgré le soin avec lequel ont été élaborées les dispositions abrogatoires, celles-ci ne contiennent peut-être pas une énumération complète des textes réglementaires qui sont inconciliables avec le projet de statut.

\+

\+ \+

Le texte que le Conseil d'Etat propose apporte également au projet des modifications de pure forme, qui ne demandent pas d'explications.

.../...

Arrêté royal fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifiée par l'arrêté royal du 18 décembre 1957, notamment les articles 11 et 17, § 1er;

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la formation et à la réadaptation professionnelles ainsi qu'au reclassement social des handicapés, notamment l'article 8;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Institut national de l'éducation physique et des sports;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Institut national du logement;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Oeuvres nationales des victimes de la guerre;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des vacances annuelles;

Vu la proposition du collège des liquidateurs de l'Institut d'assurance contre l'invalidité de Malmédy;

Vu l'avis du directeur général et du conseil consultatif de l'Office national de coordination des allocations familiales;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes;

...

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national du placement et du chômage;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre, Vice-Président du Conseil de Cabinet, de Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille, de Notre ministre de la Prévoyance sociale et de Notre Ministre du Travail,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Titre Ier - Champ d'application du présent statut.

Article 1er.

Sont soumis au présent statut les agents des organismes d'intérêt public suivants :

I. Organismes contrôlés par le Ministre de la Santé publique et de la Famille...(comme au texte du Gouvernement)...

II. Organismes contrôlés par le Ministre de la Prévoyance sociale.... (comme au projet, sous réserve des observations contenues dans l'avis)...

III. Organismes contrôlés par le Ministre du Travail ...(comme au projet)...

Article 2.

Par exception à l'article 1er, le présent statut ne s'applique ni aux fonctionnaires dirigeants, ni aux médecin-

...

inspecteur général, médecin-inspecteur général adjoint, médecins-inspecteurs provinciaux et médecins-inspecteurs du conseil supérieur de l'inspection médicale de l'assurance maladie-invalidité, ni au personnel des homes de l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre et de l'Oeuvre nationale des invalides de guerre.

Titre II. - Le cadre et le tableau des grades.

Article 3.

Il est établi pour chaque organisme un tableau énumérant les grades auxquels peuvent être nommés les agents.

Le tableau des grades et le cadre de chaque organisme sont fixés par arrêté royal, sur proposition du Ministre dont l'organisme relève et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Article 4.

... (texte du projet) .....

Article 5.

Le tableau des grades détermine la hiérarchie des grades, l'autorité compétente pour les accorder, les conditions requises pour les obtenir, notamment les diplômes et les aptitudes physiques particulières. En outre, ce tableau précise si ces grades sont attribués par changement de grade, promotion ou recrutement.

Article 6.

Sauf disposition contraire du tableau des grades, les diplômes qui permettent d'obtenir un grade quelconque d'un Ministère, permettent également d'accéder aux grades identiques dans tout organisme qui dépend de ce Ministère et qui est visé à l'article 1er.

...

Articles 7 et 8.

... (texte du projet) .....

Article 9.

Aucune affectation d'un agent sans emploi, aucun changement de grade, aucune promotion ou aucun recrutement ne peut être fait que si un emploi correspondant au grade à conférer est vacant et si le Ministre a déclaré qu'il était nécessaire de conférer cet emploi.

Cette règle ne s'applique pas à la nomination des agents qui ont été dépassés dans leur avancement par l'application des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative.

Article 10.

La vacance d'emplois doit être publiée selon les modalités fixées aux articles 17 et 65.

La publication indique le nombre des emplois, leur rôle linguistique, les conditions de nomination, le délai et la forme de présentation des candidatures, ainsi que le programme, la date et le lieu des épreuves éventuellement imposées.

Article 11.

... (texte du projet) .....

...

Article 12.

Sauf disposition contraire énoncée au tableau des grades, lorsqu'il a été décidé de pourvoir à un emploi vacant, l'autorité investie du pouvoir de nomination recourt par ordre de préférence aux procédures suivantes :

1° l'affectation d'un agent sans emploi;

2° le changement de grade ou la promotion;

3° le recrutement.

La procédure du changement de grade ou de la promotion ne doit être suivie, par préférence à la procédure du recrutement, que si des agents ont présenté leur candidature au changement de grade ou à la promotion.

Titre III. - L'ancienneté des agents.

Article 13.

L'ancienneté de grade est la durée pendant laquelle l'agent a été en position d'activité de service dans son grade ou dans un grade au moins équivalent au sein d'un des organismes énumérés à l'article 1er ou au sein d'un Ministère.

Elle se calcule par mois, les fractions de mois étant négligées.

Article 14.

L'ancienneté de service est la durée pendant laquelle l'agent a été en position d'activité de service dans un des organismes énumérés à l'article 1er ou dans un Ministère.

Elle se calcule par mois, les fractions de mois étant négligées.

Article 15.

Il est ajouté quarante-huit mois à l'ancienneté de service acquise depuis le jour où il a atteint l'âge de

...

vingt-cinq ans par l'agent qui possède un diplôme ou un certificat belge de licencié, docteur, pharmacien, ingénieur, agrégé de l'enseignement supérieur ou agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, ou un diplôme ou certificat étranger assimilé par la loi à ces diplômes et certificats belges, et qui n'a eu ni la qualité d'agent d'un des organismes visés à l'article 1er, ni celle d'agent de l'Etat pendant le cours de ses études.

Titre IV. - Le recrutement.

Chapitre Ier. - Règles générales.

Article 16.

Sauf disposition légale contraire, les agents sont nommés par le Roi ou par le Ministre, selon ce qui est indiqué au tableau des grades. Ils sont nommés dans l'ordre de leur classement à un concours organisé par le Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat.

La réserve de recrutement a une durée de six ans et ne comprend que les candidats qui ont obtenu au moins 70 p.c. des points.

Article 17.

Aucun recrutement ne peut avoir lieu que si la vacance de l'emploi a été publiée au Moniteur belge.

Article 18.

Nul ne peut acquérir ni conserver la qualité d'agent d'un organisme mentionné à l'article 1er s'il n'est Belge, s'il ne jouit des droits civils et politiques ou s'il ne satisfait aux lois sur la milice.

...

Article 19.

Outre les conditions imposées par l'article 18, nul ne peut être nommé agent s'il ne réunit les conditions suivantes :

1° être de conduite irréprochable;

2° avoir moins de cinquante ans, sauf disposition contraire du tableau des grades;

3° remplir les conditions particulières prévues par ce tableau pour le grade qu'il reçoit;

4° avoir l'aptitude physique nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

Article 20.

Avant leur entrée en fonctions,les agents prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831. Ce serment est reçu par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Chapitre II. - Aptitudes physiques.

Article 21 (article 20 du projet).

Avant son entrée en fonctions,tout candidat doit se soumettre à un examen médical, organisé par le service de santé administratif.

Article 22 (article 21 du projet).

Le service de santé administratif ne peut conclure à l'inaptitude physique d'un candidat ou d'un agent que si celui-ci souffre d'une affection de nature à l'empêcher d'exercer normalement sa fonction.

...

Article 23 (article 22 du projet).

Le service de santé administratif, s'il ne peut juger avec certitude de l'aptitude physique du candidat, peut soit ajourner ses conclusions, soit conclure provisoirement à l'aptitude physique du candidat. Dans ce dernier cas, le candidat est admis à la nomination.

Article 24 (article 23 du projet).

Pendant trois ans, comptés à partir du premier examen médical, le candidat ajourné ou l'agent dont l'aptitude physique n'a été constatée que provisoirement est examiné au moins tous les six mois par le service de santé administratif, jusqu'à ce que ce service ait jugé définitivement de son aptitude physique.

Article 25 (article 24 du projet).

Si ce service n'a pu se prononcer définitivement à l'issue du délai de trois ans, l'autorité compétente pour nommer le personnel exclut le candidat ou l'agent dont l'aptitude physique n'avait été admise que provisoirement.

Article 26 (article 25 du projet).

Au cas où des conditions d'aptitude physique particulières sont imposées par le tableau des grades, les articles 23 à 25 ne sont pas applicables. Ces conditions doivent être remplies immédiatement et de manière certaine.

Titre V. - L'affectation de l'agent à son emploi.

Article 27.

... (texte de l'article 26 du projet) .....

...

Article 28 (article 27 du projet).

L'autorité compétente pour organiser les services détermine l'affectation de l'agent. Cette affectation peut être modifiée par la même autorité.

Article 29 (premier alinéa de l'article 28 et article 29 du projet).

Lorsque, pour une cause quelconque, telle que la rétrogradation, l'annulation ou le retrait d'une promotion ou d'un changement de grade irréguliers, ou la suppression d'emploi, il est impossible, faute de vacance au cadre, d'affecter l'agent à un emploi de son grade, le Ministre ou son délégué fait connaître le nom, le grade et les titres de cet agent au Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat.

Le secrétaire permanent tient à jour la liste des agents sans emploi.

Article 30 (deuxième alinéa de l'article 28 du projet).

Au cas où l'un des emplois d'un grade déterminé est supprimé dans un organisme, l'autorité compétente pour organiser le service désigne l'agent de cet organisme qui, par l'effet de cette suppression, perd son emploi.

Cette autorité respecte l'ordre suivant :

1° l'agent le moins ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, l'agent dont l'ancienneté de service est la moins grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, l'agent le moins âgé.

Article 31 (article 30 du projet).

Lorsque le ministre a déclaré qu'il y a lieu de pourvoir à un emploi vacant, cet emploi doit, par préférence, être attribué à un des agents qui sont sans emploi,

...

qui satisfont aux conditions imposées par le tableau des grades pour être nommés à l'emploi vacant et qui appartiennent aux organismes soumis à la tutelle de ce Ministre. Il est procédé à cette désignation en respectant l'ordre de préférence suivant :

1° les agents qui, lorsqu'ils ont été déclarés sans emploi appartenaient à l'organisme dans lequel l'emploi est vacant, doivent être préférés aux agents qui appartenaient à un autre organisme lorsqu'ils ont été déclarés sans emploi;

2° entre agents qui appartenaient à un même organisme lorsqu'ils ont été déclarés sans emploi, l'ordre de préférence s'établit comme suit :

a) l'agent dont le grade est le plus élevé;
b) à égalité de grade, l'agent le plus ancien en grade;
c) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande;
d) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé.

Article 32 (article 31 du projet).

Le secrétaire permanent au recrutement fait connaître au Ministre et, en cas d'affectation au sein du même organisme, à l'autorité chargée de l'organisation du service, le nom, le grade et les titres de l'agent qui doit être préféré en application de l'article 31.

Article 33.

... (texte de l'article 32 du projet) .....

Article 34.

L'autorité compétente pour organiser les services peut confier aux agents sans emploi des tâches en rapport avec leur grade.

...

Article 35 (... (texte de l'article 33 du projet) ...

Titre VI. - Les positions administratives des agents.

Chapitre Ier. - Règles générales.

Article 36.

L'agent est soit dans la position d'activité de service, soit dans la position de non-activité.

Article 37 (article 34, première phrase, du projet).

L'activité de service est la position de l'agent qui exerce effectivement des fonctions dans l'organisme auquel il appartient.

Toutefois, aux périodes d'exercice effectif des fonctions sont assimilées des périodes de congé. Pour la détermination de sa position administrative, l'agent est toujours censé être en activité de service, sauf disposition contraire.

Article 38 (article 34, seconde phrase, du projet).

L'agent en activité de service a droit au traitement et à l'avancement de traitement. Il peut faire valoir ses titres au changement de grade et à la promotion.

Article 39 (article 35 du projet).

L'agent qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement ni à l'avancement de traitement. Il ne peut faire valoir ses titres au changement de grade et à la promotion.

Chapitre II. - Des congés.

Article 40.

Dans le présent statut, on entend par périodes de

...

congé toutes les périodes où, quelles qu'en soient la cause et la durée, l'agent est dispensé d'accomplir des prestations pour l'organisme auquel il appartient.

Section Ière.- Des congés ordinaires.

Vacances annuelles.

Article 41 (article 53 du projet).

..... (texte du projet) .....

Article 42 (article 54 du projet).

..... (texte du projet) .....

Article 43 (article 55 du projet).

La durée de vacances accordées pour une année est réduite lorsque l'agent a, pendant certaines périodes de cette année :

1° soit été en non-activité;

2° soit fait l'objet d'une suspension dans l'intérêt du service, assortie d'une réduction de traitement;

3° soit été dans une situation où, tout en restant en activité de service, il n'avait pas droit au traitement.

La durée des vacances est réduite dans la même proportion que la période d'exercice normal des fonctions au cours de l'année.

Lorsque la cause de la réduction des vacances survient dans le cours de l'année, après que l'agent a pris ses vacances, la réduction a lieu l'année suivante.

...

Congés de circonstances.

Article 44 (article 50 du projet).

A sa demande, un congé est accordé à l'agent, dans les circonstances énumérées au tableau ci-après, et selon les limites qui y sont indiquées :

Nature de l'événement.	Durée du congé.
1) Mariage de l'agent :	4 jours.
2) Accouchement de sa femme :	4 jours.
3) Décès du conjoint, d'un parent ou d'un allié du premier degré :	4 jours.
4) Mariage d'un enfant :	4 jours.
5) Décès d'un parent ou allié de l'agent habitant avec lui :	2 jours.
6) Changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service, lorsque l'organisme participe aux frais du déménagement :	2 jours.
7) Décès d'un parent ou allié du second degré de l'agent, n'habitant pas avec lui :	1 jour.

Le fonctionnaire dirigeant peut, en outre, accorder des congés d'un jour au plus si la demande de congé lui semble justifiée.

Congé de maternité.

Article 45 (article 48 du projet).

§ 1er. L'agent féminin qui est en activité de service a droit, en dehors du cas de fausse couche se produisant avant le 181e jour de la grossesse, à un congé de maternité de douze semaines. Ce congé lui est accordé sur présentation d'un certificat médical indiquant la date présumée de l'accouchement.

...

Ce congé peut prendre cours au plus tôt quatre semaines avant la date indiquée par le certificat médical.

§ 2. Lorsque l'accouchement a lieu après la date présumée :

1° la durée du congé obligatoirement pris après l'accouchement est d'au moins six semaines;

2° la période qui excède la durée normale du congé de maternité et qui n'est pas considérée, sur avis du service de santé administratif, comme congé de maladie, n'est pas rémunérée.

Section II.- Des congés accordés en vue de l'accomplissement de prestations militaires.

Article 46 (article 36 du projet).

L'agent est en non-activité pendant les mois entiers du calendrier où il accomplit à un titre quelconque des prestations volontaires dans les forces armées.

Article 47 (article 37 du projet).

L'agent qui accomplit des prestations militaires pour toutes causes autres que celles qui sont visées à l'article 46 est en activité de service.

Toutefois, par dérogation à l'article 38, le traitement de l'agent ne lui est maintenu que s'il fait l'objet d'un rappel ordinaire ou d'un rappel d'urgence au sens de la législation militaire; le traitement est supprimé, dans tous les autres cas, pendant les mois entiers du calendrier où l'agent est sous les armes.

L'alinéa 2 du présent article ne s'applique aux agents officiers de réserve que compte tenu des règles spéciales établies par la loi à leur égard.

...

Article 48.

Des dispositions particulières arrêtées par le Roi règlent la situation des agents qui accomplissent des prestations militaires en cas de mobilisation ou qui, étant officiers de réserve, sont autorisés à servir en temps de paix en vue d'assurer l'exécution des obligations contractées par la Belgique en sa qualité de membre d'organisations internationales, conformément à l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Section III.- Des congés accordés pour cause de maladie ou d'infirmité.

Article 49 (article 38 du projet).

L'agent que la maladie ou l'infirmité empêchent d'exercer normalement ses fonctions est mis en congé.

Cet agent est placé sous le contrôle du service de santé administratif; il est tenu de se soumettre aux examens médicaux décidés par ce service.

Article 50 (article 39 du projet).

Pour l'ensemble de sa carrière, l'agent peut, sans cesser d'être en activité de service, obtenir des congés pour cause de maladie ou d'infirmité à concurrence de trente jours de congé par douze mois d'ancienneté de service. Toutefois, même s'il ne compte pas trente-six mois d'ancienneté de service, l'agent peut obtenir nonante jours de congé.

Pour l'agent invalide de guerre, ces nombres de jours sont portés respectivement à quarante-cinq et à cent trente-cinq.

Lorsque la durée de l'ensemble des congés accordés à un agent pour cause de maladie ou d'infirmité excède le maximum fixé à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2 du présent article, l'agent se trouve de plein droit placé dans la position de non-activité.

...

Article 51 (article 40 du projet).

§ 1er. Par dérogation à l'article 50, l'agent reste, sans limite de temps, en activité de service lorsque son congé pour cause de maladie ou d'infirmité est provoqué par :

1° un accident du travail;

2° un accicent survenu sur le chemin du travail;

3° une maladie professionnelle.

En outre, les jours de congé accordés dans ces cas ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que l'agent peut encore obtenir en application de l'article 50.

§ 2. Pour l'application du présent statut, on entend par accident du travail, l'accident survenu à l'agent dans le cours et par le fait de l'exercice des fonctions qui lui sont confiées. L'accident survenu dans le cours de l'exercice des fonctions est présumé, jusqu'à preuve contraire, survenu par le fait de l'exercice des fonctions.

Pour l'application du présent statut, on entend par accident survenu sur le chemin du travail, l'accident qui réunit les conditions requises pour avoir ce caractère au sens de l'arrêté-loi du 13 décembre 1945 prorogé par la loi du 10 juillet 1951.

Le Roi dresse la liste des maladies professionnelles prises en considération pour l'application du présent statut. Toutefois, sont de plein droit reconnues comme maladies professionnelles à l'égard des agents soumis au présent statut les maladies reconnues comme telles en exécution de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1927.

Article 52 (article 41 du projet).

Par dérogation à l'article 39, l'agent qui est en non-activité pour cause de maladie ou d'infirmité conserve le bénéfice de son traitement entier si l'affection dont il

./.

souffre est reconnue comme maladie ou infirmité grave ou de longue durée. Si l'affection n'est pas reconnue comme telle, l'agent reçoit une partie de son traitement égale aux indemnités qu'il obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son congé.

Le service de santé administratif décide si l'affection dont souffre l'agent constitue ou non une maladie ou une infirmité grave ou de longue durée.

Les jours de congé accordés en cas de maladie ou d'infirmité grave ou de longue durée ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que l'agent peut encore obtenir en application de l'article 50.

Si une affection jugée d'abord bénigne est ensuite reconnue comme maladie ou infirmité grave ou de longue durée, la situation de l'agent est révisée avec effet à la date du début de son congé.

Article 53 (article 42 du projet).

Lorsque son absence est provoquée par un accident causé par la faute d'un tiers, l'agent perçoit son traitement, en tout ou en partie, conformément aux règles énoncées aux articles 50 à 52.

L'agent ne perçoit son traitement qu'à titre d'avances versées sur l'indemnité due par le tiers et récupérables à charge de ce dernier. L'agent ne perçoit ce traitement qu'à la condition de subroger, lors de chaque paiement, dans ses droits contre l'auteur de l'accident, l'organisme auquel il appartient, et ce jusqu'à concurrence de la somme versée par cet organisme.

Article 54 (article 43 du projet).

Le service de santé administratif décide si l'agent que la maladie ou l'infirmité rendent définitivement inapte à occuper son emploi, est apte à en occuper un autre. Dans

l'affirmative, l'agent est soumis à toutes les règles applicables aux agents sans emploi.

Article 55 (article 49 du projet).

Lorsqu'un agent risque d'être atteint d'une maladie contagieuse dont souffre une personne qui habite sous son toit, et risque de transmettre cette maladie, l'autorité dont relève l'agent peut, sur avis du Service de santé administratif, lui accorder un congé dont elle fixe la durée.

Section IV.- Des congés accordés pour exercer des missions d'intérêt public.

Article 56 (article 44 du projet).

L'agent peut, avec l'accord du Ministre, et, le cas échéant, avec, en outre, l'accord de l'organe de gestion dont il relève, accepter d'exercer une fonction dans une administration nationale ou internationale. Si cette fonction l'empêche en fait ou en droit de s'acquitter des fonctions qui lui étaient confiées, l'agent est mis en congé. .... (suite comme au texte du Gouvernement) ...

Article 57 (article 45 du projet).

... (texte du projet) ...

Article 58 (article 46 du projet).

... (texte du projet) ...

Article 59 (article 47 du projet).

L'agent autorisé à exercer une fonction publique au Congo ou au Ruanda-Urundi est en congé et n'a pas droit au traitement pendant la durée de l'exercice de cette fonction.

...

Section V.- Des congés de convenances personnelles.

Article 60 (article 51 du projet).

L'agent peut obtenir des congés de convenances personnelles. Sauf disposition légale contraire, ces congés ne sont accordés que par le Ministre.

Pendant la durée d'un congé de convenances personnelles, l'agent est en non-activité.

Chapitre III.- De la suspension provisoire dans l'intérêt du service.

Article 61 (article 52 du projet).

§ 1er. Le Ministre ou l'organe de gestion auquel appartient le pouvoir de nomination peut suspendre provisoirement l'agent de ses fonctions lorsque l'intérêt du service le requiert.

Lorsque la mesure de suspension n'a pas été rapportée à l'expiration d'un délai d'un mois, l'agent peut introduire contre elle un recours auprès du conseil d'appel. Dans les .... jours de l'introduction du recours, ce conseil donne un avis motivé à l'autorité désignée à l'alinéa 1er. Celle-ci prend une décision sur le maintien de la suspension dans les ... jours de la réception de l'avis.

L'agent peut introduire un nouveau recours chaque fois qu'un délai de trois mois au moins s'est écoulé depuis la décision prise au sujet du maintien de la suspension.

§ 2. Lorsque des poursuites pénales ou une faute disciplinaire, pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices graves, constituent le motif de la suspension, le

...

Ministre ou l'organe de gestion peut, sur proposition du fonctionnaire dirigeant, réduire le traitement de l'agent, le priver du droit à l'avancement de traitement et de la faculté de faire valoir ses titres au changement de grade et à la promotion.

Dans les vingt jours de la notification de la proposition prévue par l'alinéa 1er du présent paragraphe l'agent peut former contre celle-ci un recours auprès du conseil d'appel.

§ 3. Les décisions et propositions prévues par le présent article doivent être notifiées par lettre recommandée à la poste.

Les recours auprès du conseil d'appel doivent également être introduits par lettre recommandée à la poste. La procédure suivie devant le conseil d'appel est la même qu'en matière disciplinaire.

§ 4. Les décisions prononçant une suspension préventive ou l'assortissant d'une des mesures indiquées au § 2 ne peuvent produire d'effet pour une période antérieure à la date où elles ont été prises.

Article 62.-

Si aucune peine disciplinaire n'est infligée à un agent qui, à la suite d'une suspension provisoire, a fait l'objet des mesures prévues par l'article 61, § 2, la décision réduisant le traitement de cet agent ou privant celui-ci du droit à l'avancement de traitement est retirée avec effet à la date où elle a été prononcée.

Au cas où il est établi qu'un agent auquel aucune peine disciplinaire n'a été infligée aurait bénéficié d'une promotion ou d'un changement de grade s'il n'avait pas été suspendu provisoirement, cette nomination lui est accordée, même, en dehors de toute vacance d'emploi, par dérogation à l'article 9.

Titre VII. - Le changement de grade et la promotion.

Article 63 (article 56 du projet).

... (texte du projet) ...

Article 64 (article 57 du projet).

..... (texte du projet) .....

Article 65 (article 58 du projet).

Le Ministre détermine les modalités selon lesquelles l'autorité investie du pouvoir de nomination porte à la connaissance des agents, susceptibles d'être nommés, la vacance d'un emploi à conférer par changement de grade ou par promotion. Aucun changement de grade et aucune promotion ne peuvent avoir lieu sans que cette communication ait été préalablement faite aux agents.

Sauf disposition légale contraire, le changement de grade et la promotion sont accordés par le Roi ou par le Ministre selon ce qui est indiqué au tableau des grades.

Article 66 (article 61 et parties des articles 59 et 60 du texte du projet).

En cas de promotion et de changement de grade, sont seuls pris en considération les titres des agents qui ont présenté leur candidature dans la forme et le délai qui ont été fixés par le Ministre.

Toutefois, en l'absence de tout candidat, l'autorité compétente peut nommer par changement de grade ou par promotion un agent qui n'a pas présenté sa candidature.

Article 67 (article 59 du projet).

Nul ne peut changer de grade s'il ne remplit les conditions imposées par le tableau des grades.

Article 68 (article 60 du projet).

Nul ne peut être promu s'il ne remplit les conditions de promotion imposées par le tableau des grades et s'il n'a deux ans d'ancienneté de grade.

...

Article 69 (article 62 du projet).

Le changement de grade ou la promotion sont accordés aux candidats dans l'ordre de leur classement au concours ou à l'examen-concours lorsque le tableau des grades prévoit de telles épreuves.

Article 70 (article 63 du projet).

§ 1er. Si aucune épreuve n'est prévue, la nomination par changement de grade ou par promotion à tout grade inférieur à celui de chef de division, est accordée dans l'ordre de préférence suivant :

1° au candidat dont l'ancienneté de grade est la plus grande;

2° en cas d'égalité d'ancienneté de grade, au candidat dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° en cas d'égalité d'ancienneté de service, au candidat le plus âgé.

§ 2. Toutefois, l'autorité compétente pour nommer peut, par une décision motivée, écarter le candidat qui, en raison de circonstances précises, n'est pas jugé apte à exercer les fonctions à conférer.

Avant qu'il soit fait application de cette disposition, le fonctionnaire dirigeant établit un rapport motivé et le notifie par lettre recommandée à la poste au candidat intéressé. Celui-ci peut, dans les vingt jours de la notification, présenter, par lettre recommandée à la poste, ses observations au fonctionnaire dirigeant.

...

Le fonctionnaire dirigeant fait parvenir à l'autorité compétente pour nommer son rapport et les observations du candidat.

Article 71 (article 64 du projet).

La nomination par changement de grade ou par promotion à tout grade égal ou supérieur à celui de chef de division est accordée au candidat dont la valeur est la plus grande, selon la procédure déterminée aux articles 72 à 74.

Article 72 (article 65 du projet).

Le fonctionnaire dirigeant fait un rapport motivé sur la valeur de chaque candidat. En outre, il classe les candidats selon l'ordre de leurs aptitudes respectives. S'il y a plus de cinq candidats pour un même emploi, le classement n'est établi que pour les cinq candidats que le fonctionnaire dirigeant juge les meilleurs.

Le fonctionnaire dirigeant notifie à chaque candidat, par lettre recommandée à la poste, le rapport qui le concerne ainsi que le classement qu'il a établi.

...

Article 73 (article 66 du projet).

Dans les vingt jours de la notification, le candidat peut, par lettre recommandée à la poste, présenter ses observations au fonctionnaire dirigeant.

Article 74 (article 67 du projet).

Après avoir reçu les observations des candidats, le fonctionnaire dirigeant établit le classement définitif.

Le fonctionnaire dirigeant fait parvenir le classement définitif à l'autorité compétente pour nommer, en y joignant ses rapports ainsi que les observations des candidats.

Article 75 (article 68 du projet).

.. (voir l'avis) ...

Article 76 (article 69 du projet).

.. (voir l'avis) ...

Article 77 (article 70 du projet).

.. (voir l'avis) ...

...

Titre VIII. - La discipline.

Chapitre Ier. - Organisation du Conseil d'appel.

Article 78 (article 71 du projet).

... (texte du projet) ....

Article 79 (article 72 du projet).

Le conseil d'appel se compose de sections d'expression française et de sections d'expression néerlandaise. Le Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions en fixe le nombre.

Le rôle linguistique de l'agent détermine la section devant laquelle il comparaît.

Article 80 (article 73 du projet).

Chaque section se compose :

1° d'un président, magistrat effectif ou honoraire, désigné par le Roi;

2° de six assesseurs choisis parmi les agents soumis au présent statut, en activité de service, âgés d'au moins trente ans et dont l'ancienneté de service est d'au moins cinq ans. Une moitié des assesseurs est désignée par le Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions; l'autre moitié est désignée par les organisations syndicales proportionnellement au nombre des suffrages qu'elles ont recueillis aux dernières élections syndicales dans les organismes mentionnés à l'article 1er;

3° d'un greffier désigné par le Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions;

4° d'un président, de douze assesseurs et d'un greffier suppléants, désignés de la même manière que les membres effectifs.

...

Les mandats d'assesseursdont la désignation appartient aux organisations syndicales sont répartis entre celles-ci de la manière prévue à l'article 30 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics.

Le mandat de ces assesseurs prend fin ... mois après chaque élection syndicale (à compléter par le Gouvernement).

Chapitre II. - Les règles de fond.

Article 81 (article 74 du projet).

Tout acte fautif qui est accompli pendant le service ou à l'occasion du service et tout acte qui compromet publiquement l'honneur de la fonction sont réprimés par une peine disciplinaire.

Article 82 (article 76 du projet).

Les peines disciplinaires sont, par ordre croissant de gravité : le blâme, la réduction du traitement, l'interdiction de faire valoir ses titres au changement de grade et à la promotion, la rétrogradation et la révocation.

En cas d'infraction aux dispositions de l'arrêté royal du 5 février 1935 relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics, l'agent peut être suspendu. La suspension et la révocation, prévue en cas de récidive par cet arrêté royal, sont prononcées par délibération du conseil des Ministres.

Article 83 (article 77 du projet).

La réduction du traitement est appliquée mensuellement. Elle ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an et ne peut dépasser un cinquième de ce traitement, allocations et indemnités non comprises.

....

Article 84 (article 78 du projet).

L'interdiction de faire valoir ses titres au changement de grade et à la promotion peut être prononcée pour une durée de un à trois ans.

Article 85 (article 79 du projet).

La rétrogradation place l'agent dans un grade d'un ou de deux degrés inférieur à celui dont il était titulaire. Elle empêche pendant trois ans l'agent de faire valoir ses titres au changement de grade ou à la promotion.

Article 86 (article 80 du projet).

Sauf le cas où l'agent a fait l'objet d'une suspension prononcée par application de l'article 61, aucune peine ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Article 87 (article 81 du projet).

Lorsque plusieurs actes fautifs sont relevés à charge d'un agent au cours d'une même procédure disciplinaire, une peine unique est prononcée.

Chapitre III. - La procédure.

Article 88 (article 82 du projet).

L'action pénale suspend la procédure disciplinaire et le prononcé de la peine.

Article 89 (article 83 du projet).

L'action disciplinaire s'éteint six mois après que l'acte fautif mis à charge de l'agent a été constaté par un de ses supérieurs hiérarchiques et, en cas de poursuite pénale, six mois après la décision judiciaire définitive.

...

Article 90 (cet article reprend une partie de l'article 84 et l'article 85 du projet).

Sous réserve de dispositions légales contraires, les peines disciplinaires sont infligées par le Ministre sur la proposition du fonctionnaire dirigeant, et conformément aux articles 92 à 99. Toutefois, le blâme peut être infligé par le chef de service ou par le fonctionnaire dirigeant.

Article 91 (cet article reprend une partie de l'article 84 du projet).

Le blâme est infligé sans autre formalité que l'audition préalable de l'agent. Il est dressé procès-verbal de cette audition.

Article 92 (article 86 du projet).

Sauf ce qui est prévu aux articles 90 et 91 en ce qui concerne le blâme, l'initiative des poursuites disciplinaires appartient au fonctionnaire dirigeant. Toutefois, si ce dernier s'abstient d'agir, le Ministre peut lui ordonner d'intenter les poursuites.

Article 93 (article 87 du projet).

Par une seule et même lettre recommandée à la poste, le fonctionnaire dirigeant fait connaître à l'agent l'acte fautif précis qui lui est reproché et le convoque pour l'entendre.

Cette notification ouvre la procédure disciplinaire.

Article 94 (article 88 du projet).

Le fonctionnaire dirigeant dresse procès-verbal de l'audition de l'agent. Celui-ci peut, en outre, lui faire parvenir ses observations écrites.

...

Article 95 (article 89 du projet).

Le fonctionnaire dirigeant renonce aux poursuites ou propose à l'autorité investie du pouvoir disciplinaire de punir l'agent. La proposition précise l'acte fautif et indique une peine.

Cette proposition est notifiée à l'agent par lettre recommandée à la poste.

Si les poursuites ont été ouvertes sur injonction du Ministre, le fonctionnaire dirigeant justifie par un rapport au Ministre sa décision de renoncer aux poursuites.

Article 96 (article 90 du projet).

Dans les vingt jours de la notification, l'agent peut saisir le conseil d'appel par lettre recommandée à la poste.

Après avoir entendu l'agent et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, le conseil d'appel donne à l'autorité investie du pouvoir disciplinaire son avis motivé sur la culpabilité ou l'innocence de l'agent et, éventuellement, sur la peine à lui infliger.

Article 97.-

.... (texte de l'article 92 du projet) ...

Article 98 (article 93 du projet).

Après la proposition du fonctionnaire dirigeant et, en cas de recours au conseil d'appel, après l'avis de ce conseil, l'autorité qui exerce le pouvoir disciplinaire renvoie l'agent des poursuites ou lui inflige une peine disciplinaire.

Dans les deux cas, la décision doit être motivée.

Si le conseil d'appel n'a pas été saisi, la peine ne peut être plus grave que celle qui a été proposée par le fonctionnaire dirigeant. Si le conseil d'appel a été saisi,

.../...

la peine ne peut être plus grave que celle qui a été proposée par ce conseil.

La décision est notifiée à l'agent par lettre recommandée à la poste; elle est communiquée au fonctionnaire dirigeant ainsi qu'au conseil d'appel si ce conseil a été saisi de l'affaire.

Article 99 (article 94 du projet).

Devant le fonctionnaire dirigeant et devant le conseil d'appel, l'agent poursuivi peut se faire assister d'un avocat ou d'un délégué d'une organisation syndicale agréée. Avant d'être entendu, l'agent et son défenseur peuvent consulter le dossier de l'affaire. Toutes les pièces du dossier doivent être numérotées.

Titre IX. - La cessation des fonctions.

Article 100 (article 95 du projet).

La qualité d'agent soumis au présent statut se perd par :

1° l'exclusion,
2° la démission volontaire,
3° le licenciement,
4° la révocation disciplinaire,
5° la mise à la retraite,
6° la démission d'office.

Article 101.-

L'agent est mis à la retraite lorsqu'il a atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Article 102 (article 96 du projet).

La démission est présentée par requête écrite à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination. Cette autorité accept

.../...

ou refuse la démission dans les trente jours, comptés à partir du premier jour du mois qui suit la réception de la requête.

Article 103 (articles 91 et 97 du projet).

Sur la proposition du fonctionnaire dirigeant, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut soit licencier, soit rétrograder par mesure d'ordre à un grade qui correspond à ses aptitudes, l'agent qui, au cours de sa carrière, a fait l'objet d'au moins trois mentions défavorables infligées en application de l'article 76 pour une inaptitude professionnelle manifestée par un rendement nettement insuffisant ou une ignorance caractérisée des règlements.

La proposition est motivée et notifiée à l'agent par lettre recommandée à la poste.

Dans les vingt jours de la notification, l'agent peut saisir le conseil d'appel par lettre recommandée à la poste. Après avoir entendu l'agent et le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, le conseil d'appel donne à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination, son avis motivé sur la proposition de licenciement ou de rétrogradation. La procédure suivie par le conseil d'appel est la même qu'en matière disciplinaire.

Article 104 (article 98 du projet).

L'agent qui est licencié par application de l'article 103 et dont l'ancienneté de service est d'au moins trois mois reçoit à titre d'allocation de départ :

1° douze mois de traitement s'il compte une ancienneté de service d'au moins vingt ans;

2° neuf mois de traitement s'il compte une ancienneté de service de dix à vingt ans;

3° six mois de traitement s'il compte une ancienneté de service de deux à dix ans;

4° trois mois de traitement s'il compte une ancienneté de service de trois mois à deux ans.

.../...

Article 105 (article 99 du projet).

Sont démis d'office de leurs fonctions :

1° l'agent qui ne réunit plus les conditions imposées par l'article 18;

2° l'agent atteint d'une infirmité qui le met hors d'état d'exercer ses fonctions et de les reprendre ultérieurement.

L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination prononce la démission.

Titre X. - Dispositions générales.

Article 106 (article 100 du projet).

§ 1er. Sans préjudice des dispositions prévues par le présent arrêté, les agents sont soumis aux dispositions qui règlent pour les agents de l'Etat :

1° les indemnités accordées aux membres des cabinets ministériels;

2° les frais de parcours et de séjour des agents qui font partie des cabinets ministériels;

3° les garanties données aux agents qui sont dépassés dans leur avancement par l'application des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative;

4° la tenue de rôles linguistiques.

Ces rôles sont tenus pour les agents des administrations centrales et pour ceux des services extérieurs;

5° l'organisation des épreuves de recrutement et de promotion.

Les épreuves de changement de grade et de promotion sont assimilées, selon les termes du tableau des grades, soit à un concours d'accession à la catégorie supérieure, soit à un examen d'avancement de grade;

6° l'intervention dans les frais de "consultation d'appel" contre certaines décisions du service de santé administratif;

...

7° les allocations et indemnités de toute nature;

8° la procédure prévue pour la vérification des aptitudes physiques;

9° l'indemnisation des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie, résultant d'accidents survenus en service ou sur le chemin du travail.

§ 2.

... (voir l'avis) ...

Article 107 (article 103, alinéas 1er à 3, du projet).

Pour accomplir des travaux extraordinaires, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut engager du personnel par contrat d'emploi ou de travail. La durée de ces contrats ne peut excéder deux ans.

Elle accorde la préférence aux candidats qui, selon l'article 16, alinéa 2, constituent la réserve de recrutement.

En l'absence de réserve de recrutement, l'autorité peut subordonner la conclusion du contrat à une épreuve d'aptitude organisée par elle.

Titre XI. Dispositions propres à certains organismes.

Article 108 (article 102 du projet).

§ 1er. En ce qui concerne l'Institut national de l'éducation physique et des sports, le présent statut ne porte pas préjudice au pouvoir de nommer et de révoquer les membres du personnel que l'article 5 de la loi du 15 mars 1956 attribue au conseil supérieur de cet Institut avec faculté de déléguer ce pouvoir au comité de gestion.

...

§ 2. En ce qui concerne l'Institut national du logement, le présent statut ne porte pas préjudice au pouvoir de nommer et de révoquer les membres du personnel que l'article 5 de la loi du 27 juin 1956 attribue au conseil supérieur de cet Institut avec faculté de déléguer ce pouvoir au comité de gestion.

§ 3. En ce qui concerne l'Oeuvre nationale de l'enfance, le présent statut ne porte pas préjudice au pouvoir de nommer le personnel, attribué au bureau du conseil supérieur de l'Oeuvre par l'article 7 du règlement organique approuvé par l'arrêté royal du 30 décembre 1919.

§ 4. En ce qui concerne le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, le présent statut ne porte pas préjudice au pouvoir de nommer, suspendre et révoquer les membres du personnel, attribué au conseil d'administration de ce Fonds par l'article 16 de l'arrêté-loi du 25 février 1947.

Article 109.

Lorsque la nomination est au choix, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination est tenue de respecter les formalités préalables suivantes :

1° à la Caisse auxiliaire de compensation pour allocations familiales, la nomination est précédée des avis du directeur et du conseil d'administration, prescrits par l'article 16 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947;

2° à la Caisse mutuelle auxiliaire pour allocations familiales, la nomination est précédée des avis du directeur et du conseil d'administration, prescrits par l'article 18 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947;

...

3° à la Caisse mutuelle nationale d'allocations familiales, la nomination est précédée des avis du directeur et du conseil d'administration, prescrits par l'article 17 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947;

4° aux Caisses mutuelles spéciales d'allocations familiales, la nomination est précédée des avis du directeur général et du conseil consultatif de l'Office national de coordination des allocations familiales, prescrits par les articles 12 et 14 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947;

5° à la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales, la nomination est précédée des avis du directeur et du conseil d'administration, prescrits par l'article 15 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947;

6° à la Caisse nationale des vacances annuelles, la nomination est précédée des avis du directeur et du conseil d'administration prescrits par l'article 37 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 9 mars 1951;

7° aux Caisses spéciales de compensation pour allocations familiales, à l'exception de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes, la nomination est précédée des avis du directeur général et du conseil consultatif de l'Office national de coordination des allocations familiales, prescrits par les articles 12 et 14 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947;

8° à la Caisse d'indemnisation en cas d'épizooties de Malmédy, la nomination est précédée de la proposition du collège des liquidateurs de l'Institut d'assurance contre l'invalidité de Malmédy et de l'avis du directeur, prescrits par l'article 6 de l'arrêté du Régent du 23 avril 1949 rendu applicable par l'article 4 de la loi du 14 mai 1958;

...

9° à l'Office national de coordination des allocations familiales, la nomination est précédée des avis du directeur général de l'Office et du conseil consultatif, prescrits par l'article 12 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947.

Article 110.

En ce qui concerne l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre, le présent statut ne porte pas préjudice aux droits de préférence pour l'admission aux fonctions et emplois établis par l'article 9 des lois relatives à l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre, coordonnées par l'arrêté royal du 18 mars 1958.

Titre XII. - Dispositions transitoires.

Article 111 (article 101 du projet).

A leur demande et sans qu'un acte de nomination soit nécessaire, les agents de l'Etat qui exercent, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, des fonctions dans un organisme visé à l'article 1er, acquièrent la qualité d'agent de cet organisme et perdent la qualité d'agent de l'Etat.

Cette demande est adressée au Ministre dont relève l'organisme où l'agent exerce ses fonctions, par lettre recommandée à la poste, dans le mois de

...

l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'agent qui s'abstient de présenter cette demande est réintégré dans son administration d'origine.

Article 112 (4e alinéa de l'article 103 du projet).

Les agents temporaires des organismes mentionnés à l'article 1er, qui ont réussi une épreuve de régularisation ou une épreuve assimilée et qui font partie de la réserve des agents régularisables, sont soumis à des dispositions spéciales arrêtées par le Roi.

Article 113 (article 104 du projet).

L'autorité dont relève l'agent met en concordance avec le présent statut, la situation administrative d'un agent lorsqu'en raison de la différence entre le présent statut et les dispositions antérieures, certaines dispositions de ce statut ne peuvent lui être appliquées de plein droit.

Cette autorité s'inspire des principes du présent statut et tient compte de tous éléments de fait et de droit. Elle respecte les droits acquis par les agents qui ont réussi une épreuve leur donnant un titre à une promotion.

.../...

Titre XIII. - Dispositions abrogatoires et modificatives.

Article 114 (article 105 du projet).

§ 1er. Sont abrogées les dispositions suivantes :

1° en ce qui concerne l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre :
les articles 29 et 30 de l'arrêté royal du 18 mars 1958 organique de l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre;

2° en ce qui concerne l'Oeuvre nationale des invalides de la guerre :
l'article 26 de l'arrêté royal du 11 octobre 1957 organique de l'Oeuvre nationale des invalides de la guerre;

3° en ce qui concerne la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail :
l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 octobre 1890 qui est relatif à la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail;

4° en ce qui concerne la Caisse nationale de pensions de retraite et de survie :
l'article 12 de l'arrêté royal du 19 avril 1958 organique de la Caisse nationale de pensions de retraite et de survie;

5° en ce qui concerne la Caisse nationale des vacances annuelles :
l' article 37, alinéas 2 à 5, des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 9 mars 1951;

6° en ce qui concerne la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes :
les articles 45, 46, 47 et 62 de l'arrêté royal du 31 décembre 1951 portant institution et organisation de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes;

7° en ce qui concerne l'Institut d'assurance contre l'invalidité de Malmédy :
l'article 6 de l'arrêté du Régent du 23 avril 1949 portant les modalités de liquidation des opérations de l'Institut d'assurance contre l'invalidité de Malmédy, sauf en tant que cet article s'applique à la Caisse d'indemnisation en cas d'épizooties de Malmédy;

8° en ce qui concerne le Fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés :
l'article 7 de l'arrêté royal du 28 septembre 1959 réglant l'organisation et le mode de fonctionnement du Fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés;

9° en ce qui concerne le Fonds national d'assurance maladie-invalidité :
l'article 56 de l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 17 juillet et 5 novembre 1959, et l'article 57 du même arrêté;

10° en ce qui concerne l'Oeuvre nationale des orphelins des victimes du travail :
l'article 7 de l'arrêté royal du 5 mars 1931 organique de l'Oeuvre nationale des orphelins des victimes du travail;

11° en ce qui concerne l'Office national de coordination des allocations familiales :
l'article 12, alinéas 3 à 5, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 portant création d'un Office national de coordination des allocations familiales;

12° en ce qui concerne l'Office national de sécurité sociale :
les articles 22, alinéas 1er et 2, et 23 de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale, modifiés par l'arrêté royal du 26 février 1954;

./.

13° en ce qui concerne l'Office national de placement et du chômage :
les articles 22, alinéa 2, et 24 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage, modifiés par l'arrêté royal du 13 décembre 1951 .

§ 2. 1° Est abrogé, l'arrêté royal du 11 mai 1953 relatif à l'organisation de concours pour le recrutement du personnel de certains établissements publics qui relèvent du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, modifié par l'arrêté royal du 19 octobre 1959.

2° Est abrogé, l'article 1er de l'arrêté royal du 22 novembre 1954 relatif aux mesures à prendre en vue d'assurer une meilleure répartition du personnel entre les établissements parastataux dépendant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, ainsi qu'une gestion plus efficace et plus économique de leurs services.

§ 3. Sont abrogées, toutes les autres dispositions des arrêtés royaux et ministériels, circulaires ministérielles, décisions ministérielles et des organes de gestion, dans la mesure où elles ont pour objet de fixer le statut du personnel soumis au présent arrêté.

Article 115.

§ 1er. En ce qui concerne la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité :
l'article 19, § 1er, alinéas 1er à 3, de l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité, modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 1959,
est remplacé par la disposition suivante :

"Article 19. § 1er. Le personnel de la Caisse auxiliaire est placé sous la direction du directeur gérant".

./.

§ 2. En ce qui concerne la Caisse commune de la marine marchande :
à l'article 18, alinéa 2, de l'arrêté royal du 21 juin 1930 portant les statuts de la Caisse commune de la marine marchande, les mots "nommer et révoquer tous agents et employés, fixer leurs attributions, leur traitement, sauf celui du greffier, et, s'il y a lieu, leurs cautionnements" sont supprimés.

§ 3.En ce qui concerne la Caisse de la pêche maritime :
à l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 mai 1930 organique de la Caisse commune des marins-pêcheurs, les mots "nommer et révoquer tous agents et employés, fixer leurs attributions, leur traitement, sauf ceux du greffier et du receveur-trésorier, et, s'il y a lieu, leurs cautionnements" sont supprimés.

§ 4. En ce qui concerne la Caisse de prévoyance et de secours pour les marins naviguant sous pavillon belge :
l'article 8 de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de prévoyance et de secours pour les marins naviguant sous pavillon belge, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8. Le directeur est recruté, nommé, licencié et révoqué par le Ministre de la Prévoyance sociale après avis du conseil d'administration de la Caisse".

§ 5. En ce qui concerne la Caisse nationale des pensions pour employés :
l'article 10 de l'arrêté royal du 29 juillet 1957 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des pensions pour employés, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. Les autres membres du personnel sont placés sous l'autorité de l'administrateur général".

./.

§ 6. En ce qui concerne la Caisse nationale des vacances annuelles:

L'article 38 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées par l'arrêté royal du 9 mars 1951, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 38. Le statut du personnel de la Caisse, ses grades et ses barèmes de rémunérations sont déterminés, après avis du conseil d'administration, par un arrêté royal pris sur proposition du Ministre de la Prévoyance sociale et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Les attributions des membres du personnel sont déterminées après avis du conseil d'administration".

§ 7. En ce qui concerne le Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles : l'article 14, alinéa 3, de l'arrêté royal du 15 novembre 1927 relatif à l'organisation du Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles, ainsi qu'à celle du conseil d'administration de ce fonds et du comité technique, est remplacé par la disposition suivante : "Il nomme, suspend et révoque le directeur. Toutefois, sa décision ne produit ses effets qu'après approbation par le Ministre de la Prévoyance sociale".

§ 8. En ce qui concerne l'Office national de coordination des allocations familiales :

L'article 13 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 portant création d'un Office national de coordination des allocations familiales est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 13.Le statut du personnel de l'Office, ses grades et ses barèmes de rémunération sont déterminés, après avis du directeur général et du conseil consultatif, par arrêté royal pris sur proposition du Ministre de la Prévoyance sociale et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Les attributions des membres du personnel sont déterminées après avis du directeur général et du conseil consultatif".

§ 9. En ce qui concerne la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage :
à l'article 85bis, alinéa 5, de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage, modifié par l'arrêté royal du 1er juillet 1955, les mots :
"Le personnel est recruté et licencié par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Ce Ministre prend, au préalable, l'avis du comité de gestion" sont supprimés.

Titre XIV. - Dispositions finales.

Article 116 (article 106 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur dans chaque groupe d'organismes mentionnés à l'article 1er, le jour de la publication au Moniteur belge des tableaux des grades relatifs aux organismes de ce groupe.

.../...

Article 117 (article 107 du projet).

Notre Ministre, Vice-Président du Conseil de cabinet, ainsi que Notre Ministre de la Prévoyance sociale, Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille et Notre Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre Vice-Président du Conseil de cabinet,

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille,

Le Ministre du Travail,

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Het ontwerp bedoelt een volledig statuut vast te stellen voor het personeel van de onder artikel 1 genoemde instellingen van openbaar nut, die onderscheidenlijk onder de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, de Minister van Sociale Voorzorg en de Minister van Arbeid ressorteren.

Dat het personeel van de instellingen van openbaar nut een statuut krijgt, is een aanzienlijke vooruitgang.

Thans immers wordt de rechtspositie van tal van die ambtenaren slechts door zeer fragmentarische voorzieningen geregeld.

Een eerste gevolg hiervan is onzekerheid over een aantal fundamentele punten, met alle nadelige gevolgen vandien én voor de rechtszekerheid én voor de belangen van de ambtenaren. Voor sommigen onder hen is er zelfs aarzeling geweest over de vraag welke rechtsregeling, een arbeidsovereenkomst of een publiekrechtelijk statuut, voor hen gold. Vóór de wet van 28 april 1958 (artikel 15) was het een twistvraag of de door de besluitwet van 28 december 1944 ingestelde maatschappelijke zekerheid op dat personeel toepassing vond (Cass. 2 december 1954, Pas. 1955, I, 302 ; 2 januari 1959, Pas. 1959, I, 434). Voorts zijn ambtenaren van instellingen van openbaar nut, die er niet in geslaagd waren met zekerheid uit te maken onder welke regeling zij vielen, bij de Raad van State in beroep gekomen van beslissingen die

een eind aan hun ambt maakten, terwijl zij zich tot de burgerlijke rechter hadden moeten wenden (R.S. 27 juni 1958, nr 6419 ; 26 juni 1959, nrs 7180 en 7183 ; 2 oktober 1959, nr 7243 ; 8 januari 1960, nr 7526).

De zeldzame bepalingen die bestaan, zijn dan nog zeer onvolledig. Ter zake van werving, bevordering, tucht, verlof, ambtsneerlegging bevatten zij geen aangepaste regelen die tegelijk de goede gang van zaken in de diensten en de gewettigde belangen van de ambtenaren waarborgen.

Voor het personeel waarop het toepassing zal vinden, zal het ontwerp-statuut dus in een werkelijke behoefte voorzien.

B. Rechtsgrond voor het ontwerp is het vooraan in de aanhef genoemde artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957.

In deze wet van 16 maart 1954 heeft de wetgever zich ertoe beperkt, onder artikel 11, de Koning bevoegd te verklaren tot het vaststellen van het statuut van het personeel der aangegeven instellingen, en onder artikel 17, § 1, eerste lid, hem te machtigen om, in de wets- en verordeningsbepalingen tot vaststelling van de statuten der instellingen, zodanige wijzigingen aan te brengen als nodig zijn om ze met de nieuwe wet in overeenstemming te brengen.

.../...

Aan de door de wetgever gevolgde methode is een moeilijkheid verbonden, met name om nauwkeurig uit te maken in welke mate artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 de organieke wetten en besluiten betreffende de instellingen heeft opgeheven en in welke mate de Koning, onder gebruikmaking van de bevoegdheid die hij aan dat artikel ontleent, de organieke wetten en besluiten kan wijzigen.

Door de werking van de organieke wetten op die instellingen blijft de bevoegdheid die artikel 11 aan de Koning verleent, aan een aantal beperkingen onderworpen.

I. Artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij het besluit van 18 december 1957, verleent de Koning bevoegdheid tot het vaststellen van het personeelsstatuut in de onder artikel 1 van de wet genoemde instellingen van openbaar nut. Dit betekent ontegenzeglijk ook bevoegdheid tot het wijzigen van vroegere wetsbepalingen die uitsluitend tot regeling van het statuut van het personeel dienden, maar niet de bevoegdheid tot het wijzigen van wetsbepalingen die een beheersorgaan van de instelling met het benoemen en afzetten van het personeel belasten. Voorbeelden zijn, artikel 16 van de besluitwet van 25 februari 1947 tot coördinatie en wijziging van de wetten op de pensioenregeling van mijnwerkers en gelijkgestelden, en artikel 5 van de wet van 15 maart 1956 houdende oprichting van een Nationaal Instituut voor de lichamelijke opvoeding en de sport.

.../...

Deze beperking van 's Konings bevoegdheid is hierdoor te verantwoorden, dat de wetsbepalingen die de bevoegdheid tot het benoemen en afzetten van personeel aan een beheersorgaan van een openbare instelling opdragen, niet alleen het personeelsstatuut betreffen, maar hoofdzakelijk bijdragen tot het afpalen van de omvang der autonomie van de instelling.

Een argument voor deze opvatting is ook het onderscheid tussen de bevoegdheid tot het vaststellen van het personeelsstatuut en de benoemingsbevoegdheid, dat gemaakt is in de wet van 18 mei 1960 houdende organisatie van de Instituten der Belgische radio en televisie. Deze wet verleent de Koning bevoegdheid tot het vaststellen van het statuut van het personeel der Instituten, maar draagt de benoemingsbevoegdheid aan de raad van beheer of de algemene raad op (artikelen 13, 19 en 25). Met dezelfde bedoeling, ruimere bevoegdheid te verlenen aan paritair uit werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers samengestelde beheerscolleges, heeft een ontwerp van wet betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, de benoemingsbevoegdheid aan zulke college en de bevoegdheid tot het vaststellen van het statuut aan de Koning opgedragen (Parl.doc., Kamer, zitting 1959-1960, nr 506-1, artikel 18).

De conclusie is duidelijk: bij het uitoefenen van de bevoegdheid die hij aan artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 ontleent, blijft de Koning gebonden door de wetsbepalingen welke een beheersorgaan met de benoeming van het personeel belasten. Die wetsbepalingen, ofschoon weinig talrijk, maken een wijziging van vrij veel artikelen van het ontwerp noodzakelijk. Deze

.../...

artikelen immers verlenen aan Staatsautoriteiten - Koning of Minister - zo algemeen mogelijk de bevoegdheid tot het nemen van alle individuele personeelsmaatregelen. De Raad van State stelt een tekst voor, die rekening houdt met de uitzonderingen welke door de genoemde wetsbepalingen zijn vastgesteld.

II. Om dezelfde redenen blijft de Koning gebonden door de wetsbepalingen die de benoemingsbevoegdheid aan een Staatsautoriteit opdragen, maar deze verplichten vooraf het beheersorgaan of de leidende ambtenaar van de instelling te raadplegen. Zulke bepalingen raken immers ook de omvang van de autonomie van de instelling.

Daarom stelt de Raad van State voor, aan het ontwerp een artikel toe te voegen dat strekt om terzake van benoemingen in bepaalde instellingen de vormvereisten in acht te doen nemen, welke door de wet zijn voorgeschreven en krachtens artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 niet door de Koning kunnen worden afgeschaft (zie artikel 109 van de tekst door de Raad van State voorgesteld).

III. Op de bevoegdheid van de Koning ligt nog een andere beperking, en wel terzake van het vaststellen zelf van het statuut.

Luidens artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957, stelt de Koning het statuut van de onder artikel 1 genoemde instellingen van openbaar nut vast, "op de voordracht van de Minister of de Ministers van

.../...

wie zij afhangen en van de Minister die het Algemeen Bestuur in zijn bevoegdheid heeft". Deze wijze van vaststelling van het statuut was van meet aan in de wet van 16 maart 1954 aangenomen.

Hier rijst een moeilijkheid. Is het zo, dat artikel 11 een volledige regeling heeft ingevoerd en dat de aldaar voorgeschreven formaliteiten alle overige, vroeger vastgestelde formaliteiten hebben afgeschaft, of laat het integendeel deze laatste formaliteiten - doorgaans adviezen van beheersorganen - voortbestaan ?

De tweede oplossing ligt voor de hand.

De voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, is immers bedoeld om coördinatie te verzekeren. Het lijkt dus wel uitgesloten dat zij formaliteiten die met geheel andere oogmerken zijn ingevoerd, namelijk raadpleging van beheersorganen, zou hebben doen vervallen. Die raadpleging is er immers om de autonomie van de instelling te eerbiedigen en het personeelsstatuut eventueel aan de eigen behoeften van de instelling aan te passen. Deze zorg is ook die van de wetgever van 16 maart 1954 gebleven, al heeft hij op grotere centralisatie aangestuurd (verslag van de bijzondere senaatscommissie, Parl. doc. Senaat, zitting 1953-1954, nr 115, blz. 40 en 41).

.../...

Voorts kan er, volgens de algemeen gangbare interpretatieregelen, van stilzwijgende opheffing alleen sprake zijn als er stellige tegenspraak is tussen de nieuwe en de vroegere wet. De bepalingen nu, die de raadpleging van de beheersorganen voorschrijven, zijn bestaanbaar met artikel 11, dat de Koning bevoegdheid geeft om het personeelsstatuut vast te stellen op de voordracht van de Minister of de Ministers onder wie de instelling ressorteert, en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Ten slotte kan voor de stelling, dat de vroeger vastgestelde formaliteiten behouden blijven, steun worden gevonden in de parlementaire voorbereiding van de wet van 16 maart 1954. In de loop hiervan is verklaard, dat de beheersorganen van autonome instellingen zouden deelnemen aan het uitwerken van het personeelssstatuut,en "dat de Minister (vanzelfsprekend) de leidende ambtenaren van de instellingen van de categorie A zal raadplegen" (Parl.Doc.Senaat, zitting 1953-1954, nr 115, blz. 42-43). Aanleiding tot artikel 11 was trouwens een door een lid van de bijzondere Senaatscommissie ingediend amendement, dat uitdrukkelijk voorzag in "het advies of voorstel van de Raad die de bewuste instelling beheert". In de door de Eerste-Minister voorgestelde tekst zijn deze woorden niet overgenomen, maar dit kan niet worden uitgelegd als zou de wetgever de Koning hebben willen ontslaan van de verplichting, de beheersorganen vóór het vaststellen van het personeelsstatuut te raadplegen. De tekst van de Eerste-Minister bedoelde immers alleen "een aantal omschrijvingen die niet noodzakelijk in de wet zelf (dienden) voor te komen", te weren, onder toevoeging van de voordracht van de Minister

.../...

tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort (zelfde parl.doc. blz. 39 tot 41). Daar de tekst die de wetgever voor artikel 11 heeft aangenomen, niet spreekt van een advies van de met het beheer van de instelling belaste raad, kan, alleen maar op grond van de parlementaire voorbereiding, niet worden volgehouden dat deze wetsbepaling voor de Koning de verplichting heeft ingevoerd, zulk een formaliteit bij vaststellen van het statuut in acht te nemen. Daarentegen is het, gelet op de voornemens die de wetgever tijdens deze parlementaire voorbereiding heeft uitgedrukt, niet mogelijk als gevolg van dit artikel 11 aan te nemen, dat de wets- en verordeningsbepalingen, welke de raadpleging van de beheersorganen van sommige instellingen vóór het vaststellen van het statuut voorschrijven, stilzwijgend worden opgeheven. Bij het bespreken van de aanhef van het ontwerp zal de Raad van State een lijst geven van de adviezen die over het onderhavige ontwerp moeten worden gevraagd opdat aan deze wets- en verordeningsbepalingen wordt voldaan.

Reeds in zijn advies van 13 mei 1958, over een eerste ontwerp betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, had de afdeling wetgeving van de Raad van State de Regering gewezen op de noodzaak, het ontwerp aan de door zulke bepalingen voorgeschreven formaliteiten te onderwerpen (advies L.6233, blz. 8 tot 10).

.../...

Kortom, ter verzekering van de wettigheid van het ontwerp-statuut moet de Regering rekening houden met de beperkingen, die de organieke wetten betreffende de verschillende instellingen op 's Konings bevoegdheid hebben gelegd. Zij moet het ontwerp aan de voorgeschreven formaliteiten onderwerpen. Zij moet vervolgens in het ontwerp de bijzondere voorzieningen opnemen, welke niet kunnen worden gemist, wil het niet in strijd komen met de wetteksten, die de benoemingsbevoegdheid in sommige instellingen aan de beheersorganen opdragen of die eisen dat dezer advies wordt ingewonnen alvorens sommige individuele personeelsmaatregelen worden genomen.

Oordeelt de Regering, dat de bevoegdheid welke de Koning aan het artikel 11 ontleent, door sommige bepalingen uit de organieke wetten op de instellingen buitenmate wordt beperkt, dan behoort zij de wetgever om een zodanige verruiming van 's Konings verordenende bevoegdheid te verzoeken, dat hij gemachtigd wordt tot het opheffen van de wetsbepalingen die zijn bewegingsvrijheid in het vaststellen van het personeelsstatuut thans belemmeren.

Opdat het ontwerp niet van onwettigheid kan worden verdacht is het dus nodig, ofwel vooraf de wet in de zin van een verruiming van 's Konings bevoegdheid te doen wijzigen, ofwel de thans geldende bepalingen die deze bevoegdheid nog beknotten, in acht te nemen.

.../...

C. Artikel 17, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 heeft de Koning gelast, de wets- en verordeningsbepalingen tot vaststelling van de statuten van de instellingen met deze wet in overeenstemming te brengen. Tot dusver is dit alleen maar voor enkele instellingen gebeurd. Ter voldoening aan de wet zou het ook voor de overige moeten worden gedaan.

Dan is er het vraagstuk van de wetten en besluiten tot vaststelling van de statuten der instellingen, die in overeenstemming moeten worden gebracht met de besluiten tot uitvoering van artikel 11, en namelijk met het onderhavige ontwerp. Om dadelijk overeenstemming te bereiken en twijfel over de toepasselijke teksten weg te nemen, stelt de Raad van State voor, aan het ontwerp bepalingen toe te voegen die de door dit ontwerp vervangen wets- en verordeningsteksten uitdrukkelijk zullen opheffen of die daarin, opnieuw uitdrukkelijk, de uit dit ontwerp volgende wijzigingen zullen aanbrengen (zie de artikelen 114 en 115 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

D. Om een volledig inzicht in de hier voor het personeel ingevoerde regeling en tevens een oordeel over de wettigheid van de ontwerp-bepalingen mogelijk te maken, moge een opsomming worden gegeven van de wetsbepalingen met algemene strekking die de rechtspositie van het personeel der instellingen van openbaar nut tot dusver op een aantal punten hebben vastgesteld :

1° Artikel 6 van de Grondwet, dat toepassing vindt op alle openbare bedieningen, niet alleen bij de Staat, maar ook bij de instellingen van openbaar nut.

.../...

2° Het decreet vam het Nationaal Congres van 20 juli 1831 betreffende de eed.

De bestuurspraktijk eist doorgaans geen eedaflegging van het personeel in van de Staat onderscheiden overheidsdiensten. De verplichting tot eedaflegging wordt door artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 nochtans in zeer ruime zin opgelegd, namelijk niet alleen aan "al de ambtenaren van het gerecht en van het bestuur", maar,meer in het algemeen, aan "al de ingezetenen belast met enig openbaar ambt of enige openbare dienst". De hoedanigheid van gepersonaliseerd bestuur of van openbare instelling kan uiteraard alleen bezitten,een instelling waarvan het personeel met het verzekeren van een openbare dienst is belast. Het personeel van zulke instellingen valt dus onder toepassing van artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 (WIGNY, Principes généraux du droit administratif 1953, blz. 194,195; Raad van State,arrest van 20 juni 1958, nr 6731).

Alle aan dit statuut onderworpen ambtenaren zijn dus met een openbare dienst belast, en het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eed vindt dan ook van rechtswege op hen toepassing.

Is het onnodig de verplichting tot eedaflegging in het statuut te herhalen, het is toch zaak de nadere regelen daarvoor te geven,en onder meer de overheid aan te wijzen in wier handen de eed zal worden afgelegd. Deze regeling behoort des te minder aan de uitvoeringsmaatregelen te worden overgelaten, daar artikel 3 van het decreet bepaalt, dat de overheid die bevoegd is tot het afnemen van de eed door de wetgever wordt aangewezen. Alleen voor zover de wet zelf die overheid niet aanwijst, is de Koning bevoegd om dit te doen (Cas. 20 oktober 1868, Pas. 1869, I, 238 ; Reeds genoemd arrest van de Raad van State, afdeling administratie).

.../...

3° Wet van 3 augustus 1919 - 27 mei 1947 - betreffende de prioriteit voor openbare betrekkingen.

Luidens artikel 12 van deze wet vindt een deel van de artikelen toepassing op "de instellingen staande onder toezicht van de Staat", maar dan alleen voor "de helft der elk jaar te begeven ambten en betrekkingen, waarvoor een wedde beneden 39.000 frank is toegekend".

Volgens een eerste stelling is het cijfer 39.000 frank, gelet op de datum waarop de wet het heeft vastgesteld - de wet is van 27 mei 1947 - en gelet op de parlementaire voorbereiding van die wet (1), een basiswedde in de zin van de bezoldigingsregeling, vastgesteld door het besluit van de Regent van 20 juni 1946. Reeds in 1947 bedroeg de aangegeven wedde dus in werkelijkheid : 39.000 x 2,25, zegge 87.750 frank.

Volgens een tweede stelling heeft de wetgever een cijfer in de wet vastgesteld, zodat noch de rechter noch het bestuur dat met de toepassing van de wet is belast, bevoegd zijn om het aan te passen. Dit is ook de stelling van de Raad van State geweest in een arrest van 5 april 1960, nr 7771.

Hoe dan ook moet worden toegegeven, dat de aanpassing van het wettelijk cijfer, gelet op de grondige wijziging in de bezoldigingsregeling sinds 1947, aanleiding tot onzekerheid is geworden.

.../...

(1) De memorie van toelichting bij het ontwerp dat de wet van 27 mei 1947 is geworden, verwijst naar de wedde-aanpassingen ingevolge het besluit van de Regent van 20 juni 1946 (Parl.doc.Senaat, buitengewone zitting 1946, nr 128, blz. 12).

Een bemoeiïng van de wetgever is dus aangewezen om artikel 12 van de prioriteitswet te wijzigen als men metterdaad op benoemingen in instellingen van openbaar nut toepasselijk wil maken en zodoende de moeilijkheden, die daarmee telkens gepaard zijn gegaan, uit de weg wil ruimen.

Zulk een bemoeiïng van de wetgever is des te raadzamer geworden, sinds artikel 5 van de wet van 21 maart 1960 met betrekking tot de opname van de personeelsleden van het bestuur in Afrika, van de weermacht en van de magistratuur in de moederlandse openbare diensten naar artikel 12 van de prioriteitswet verwijst. Artikel 5 van de wet van 21 maart 1960 verleent de begunstigde ambtenaren immers "een recht op voorkeur voor hun toelating tot de vacante betrekkingen ... in de organismen van openbaar nut bedoeld door de wet van 16 maart 1954, onder voorbehoud en binnen de perken van de toepassing van de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947".

4° De wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken (zie artikel 1, § 3, en artikel 4, § 1, van deze wet).

5° Het koninklijk volmachtenbesluit nr 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen.

De Regering wil de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 doen gelden voor het personeel waarop het ontwerp-besluit zal worden toegepast. Artikel 100, § 1, van het ontwerp bepaalt zelfs uitdrukkelijk, dat zij "onderworpen worden aan de bepalingen die gelden voor het Rijkspersoneel ... 11° de cumulatie van ambten".

.../...

Deze bepaling is overbodig want de bewoordingen van het koninklijk besluit van 5 februari 1935, zijn zo, dat het van rechtswege toepassing vindt op ambtenaren "van de openbare onder de Staat ressorterende inrichtingen". Het feit dat de Regering de tekst onder 11° van artikel 100, § 1, in het ontwerp opneemt, wijst er niettemin op dat zij van de regelen van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 in geen enkel opzicht wenst af te wijken.

Als de Regering dit bedoelt, behoeft de Raad van State ook niet na te gaan of de Koning door artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 gemachtigd wordt om van de voorzieningen van 5 februari 1935 af te wijken. De vraag kan nochtans gesteld worden, want deze bepalingen betreffen uitsluitend het statuut van de ambtenaren en laten de autonomie van de instellingen ongedeerd. Daarbij komt dat ze niet door de wetgever zijn vastgesteld, maar door een koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 1, I, c, van de wet van 31 juli 1934 waarbij aan de Koning, met het oog op het economisch en financiëel herstel en de verlaging der openbare lasten, sommige machten zijn toegekend. Ondanks de verschillen in de toekenning van bevoegdheid aan de Koning, die onderscheidenlijk in artikel 1, I, c, van de wet van 31 juli 1934 en in artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 zijn gemaakt, kan men zich afvragen of dit laatste artikel de Koning niet machtigt tot het wijzigen van een koninklijk besluit dat eerstgenoemde bepaling uitvoert.

.../...

De Raad van State kan dit moeilijke vraagstuk hier nochtans onopgelost laten, aangezien de Regering in het onderhavige ontwerp de ambtenaren in genen dele aan de regelen van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 wenst te onttrekken.

Aangenomen echter dat dit de bedoeling van de Regering is, dan blijft er nog een hapering in het ontworpen systeem : enerzijds worden de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 zonder meer op het betrokken personeel toepasselijk verklaard, anderzijds worden sommige daarin neergelegde speciale regelen over het hoofd gezien.

Volgens artikel 85 van het ontwerp worden immers zwaardere tuchtstraffen dan de blaam altijd door de Minister, op voordracht van de leidende ambtenaar uitgesproken, terwijl tuchtstraffen wegens overtreding van het koninklijk besluit van 5 februari 1935, volgens artikel 5 van dit besluit "bij beslissing van de ministerraad" worden uitgesproken. Om deze regel in acht te kunnen nemen, moet men een afwijking op de bevoegdheidsregel van artikel 85 van het ontwerp voorschrijven. Tevens ware aan de straffenlijst van artikel 76 van het ontwerp de schorsing toe te voegen, die in artikel 5 van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 (artikel 82, tweede lid, van de voorgestelde tekst) is genoemd.

.../...

De zoëven gemaakte opmerkingen tonen andermaal aan, hoe moeilijk het is, zowel voor de grondregelen als voor de bevoegdheids- en procedureregeling, de bepalingen van het koninklijk volmachtenbesluit van 5 februari 1935 te combineren met de voorzieningen van gewone koninklijke besluiten tot vaststelling van het statuut van categorieën van ambtenaren, zoals het statuut van 2 oktober 1937 of het onderhavige ontwerp (zie over deze moeilijkheden 's Raads arrest van 15 mei 1959 nr 7080).

Naar de gemachtigden van de Minister hebben medegedeeld, is de Regering voornemens de wetgever om nieuwe maatregelen inzake cumulatie te verzoeken. Het zou goed zijn als de ontworpen nieuwe wetgeving de aangegeven moeilijkheden kon weren.

6° De wet van 26 maart 1937 waarbij de onderscheiden besturen van de Staat, de provinciën, gemeenten en verenigingen van gemeenten verplicht worden aan hun beambten, reserveofficieren, faciliteiten toe te staan om hun de gelegenheid te geven de prestaties te volbrengen welke hun als reserveofficier worden opgelegd.

7° Het tweede lid, in artikel 11, van de wet van 16 maart 1954 ingevoegd door het koninklijk volmachtenbesluit van 18 december 1957.

Deze bepaling stelt voor iedere personeelswerving in de onder artikel 1 van de wet genoemde instellingen van openbaar nut een zeer ingewikkelde voorafgaande procedure vast.

.../...

Ze schrijft voor dat "elke aanwerving van personeel voor deze organismen onderworpen" wordt.

a) "aan de voorafgaande goedkeuring van de Minister die het algemeen bestuur in zijn bevoegdheid heeft";

b) in afwijking echter van a, aan gewone machtiging van de Minister of de Ministers die gezag of controle over de instellingen uitoefenen, wanneer het zaak is "te voorzien in de vacante technische of wetenschappelijke betrekkingen". De lijst van deze betrekkingen wordt door de Ministerraad opgemaakt. Ze kan later gewijzigd worden door de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort en op de voordracht van de bevoegde Minister.

Hieruit volgt, dat een voorafgaande machtiging hetzij van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort hetzij van de Minister onder wie de instelling ressorteert, vereist is als het alleen maar zaak is, in een opengevallen betrekking te voorzien.

Het tweede lid van artikel 11 stelt dus een bijkomende eis inzake werving, naast de eisen die in de artikelen 9 en 17 van de Regeringstekst zijn genoemd.

8° De wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

.../...

9° De wet van 28 april 1958 betreffende de scholing, de omscholing en de sociale herscholing van de minder-validen.

Artikel 4 van deze wet verplicht de door de Koning aangewezen openbare besturen, openbare instellingen en instellingen van openbaar nut, waar ten minste twintig personen werkzaam zijn, tot het te werk stellen van een aantal minder-validen die geregistreerd zijn door het Fonds voor scholing, omscholing en sociale herscholing van minder-validen.

Anders dan in de voor het Rijkspersoneel geldende reglementering terzake van algemene lichamelijke geschiktheid van kandidaten kent het ontwerp geen gevallen van ongeschiktheid ; het beperkt zich tot de eis dat de kandidaten niet lijden aan een kwaal die hen zou verhinderen hun ambt normaal uit te oefenen. Dit systeem zal het de Regering gemakkelijker maken, de door de wet van 28 april 1958 aangekondigde uitvoeringsmaatregelen te nemen.

10° De wet van 21 mei 1960 met betrekking tot de opname van de personeelsleden van het Bestuur in Afrika, van de Weermacht en van de magistratuur in de moederlandse openbare diensten (artikel 5).

+

\+ +

.../...

Nog andere wetsontwerpen kunnen hier worden genoemd die, eenmaal wet geworden, soms op gewichtige punten het statuut van het aan het ontwerp onderworpen personeel der instellingen van openbaar nut zullen komen aanvullen of wijzigen, namelijk :

1° Het wetsontwerp betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg (Parl.doc. Kamer, zitting 1959-1960, nr 506).

Het verslag aan de Koning bij het onderhavige ontwerp maakt een toespeling op dit wetsontwerp.

Hierin uitgaande van andere beginselen dan het ontwerp, draagt artikel 18 van het wetsontwerp aan paritair uit werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers samengestelde beheerscolleges de bevoegdheid op tot het benoemen, bevorderen en ontslaan van het personeel van de desbetreffende instellingen.

Vooruitlopend op de goedkeuring van dit wetsontwerp is het ten zeerste aangewezen in de artikelen van het onderhavige ontwerp die de Koning of de Minister tot benoemen, bevorderen of ontslaan bevoegd verklaren, het voorbehoud op te nemen "behoudens strijdige wetsbepaling ".

.../...

2° Het wetsontwerp tot herinrichting van de instellingen voor kinderbijslag (Parl.doc., Kamer, zitting 1958-1959, nr 318 ; Parl. doc., Senaat, zitting 1959-1960, nr 291).

Zoals bij de bespreking van artikel 1 zal worden uitgelegd, bedoelt dit wetsontwerp een aantal onder artikel 1 genoemde instellingen af te schaffen en door nieuwe te vervangen.

3° Het wetsontwerp betreffende de beambten van de ondergeschikte openbare machten en van de instellingen van openbaar nut, die om redenen onafhankelijk van hun wil, in de onmogelijkheid zouden worden gesteld hun loopbaan in Afrika tot haar normaal einde voort te zetten (Parl.doc., Kamer, zitting 1959-1960, nr 490, Parl. doc.,Senaat, zitting 1959-1960, nr 302).

E. Over de inhoud van het ontwerp moet worden opgemerkt, dat bepalingen over de plichten van de ambtenaren ontbreken.

Volgens de gemachtigden van de Minister is dit gewild. De Regering doet gelden, dat de plichten van ambtenaren strafrechtelijk worden geregeld en overigens duidelijk het gevolg zijn van hun staat, zodat zij niet uitdrukkelijk in een statuut behoeven te worden aangegeven. Zij betoogt tevens, dat een aantal bepalingen inzake plichten van ambtenaren in het statuut van 2 oktober 1937 te vaag zijn om werkelijk juridisch doelmatig te kunnen zijn.

.../...

Deze bedenking is pertinent. Maar zoals de Raad van State in zijn advies van 13 mei 1958 heeft opgemerkt, kan twijfel ontstaan over het bestaan of althans de omvang van sommige plichten. Deze moeilijkheid doet zich voor in de volgende gevallen : verbod voor de ambtenaren de uitoefening van hun ambt zonder voorafgaande machtiging te schorsen (koninklijk besluit van 2 oktober 1937, artikel 7, derde lid), verplichting, zelfs in hun particulier leven,alles te vermijden wat het vertrouwen van het publiek kan schaden (zelfde besluit,artikel 8, tweede lid), verbod zich in te laten met enige bedrijvigheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt (zelfde besluit, artikel 9, gewijzigd bij het besluit van 5 februari 1951).

Het gevaar bestaat, dat ambtenaren van instellingen van openbaar nut aan het verschil tussen het onderhavige statuut en het besluit van 2 oktober 1937 het argument ontlenen, dat zij minder ruime plichten dan het Rijkspersoneel hebben.

Aangeraden wordt dus, het ontwerp met bepalingen betreffende de plichten van het personeel aan te vullen. De Regering behoeft daarom de inhoud van de artikel 7 tot 13 van het statuut van 2 oktober 1937 niet over te nemen, ze kan er zich door laten leiden en eraan veranderen zoals haar dienstig voorkomt.

.../...

F. Op tal van punten voert het ontwerp nieuwe regelen in, die in hoge mate verschillen van de regeling voor het Rijkspersoneel.

Het verslag aan de Koning verantwoordt een deel van deze nieuwe regelen maar zwijgt over de andere. Het grote belang van het ontwerp, dat een volledig statuut inhoudt, maakt het wenselijk, dat het verslag aan de Koning de bestaansreden van de in iedere aangelegenheid vastgestelde hoofdregelen zou aangeven en de draagwijdte ervan zou verklaren. De toepassing van het ontwerp-statuut zal daardoor gemakkelijker worden.

G. Onder de innovaties van het ontwerp waarvoor het verslag aan de Koning geen verklaring geeft, moet vooral worden stilgestaan bij de afschaffing van de proeftijd en van de directieraad.

De stellers van het statuut van 2 oktober 1937 stonden erop, enerzijds dat de kandidaten werden verplicht een proeftijd te volbrengen eer ze in vaste dienst werden toegelaten, anderzijds dat in elk departement een directieraad werd opgericht, met een belangrijke taak ten aanzien van het personeel (eerste verslag over de administratieve hervorming, door de Hr CAMUS, koninklijk commissaris, "Le statut des agents de l'Etat", Brussel, Inifi, 1937, blz. 61-62 en blz. 75-76. Zie ook het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, nrs III en V).

.../...

De ambtenaren van de instellingen van openbaar nut die aan het ontwerp zijn onderworpen, doen geen proeftijd. Op de gevaren daarvan meent de Raad van State de aandacht van de Regering te moeten vestigen. Er is het gevaar, dat de beroepsopleiding van het personeel nadeel ondervindt. Er is ook het gevaar, dat in de instellingen ambtenaren werkzaam blijven die theoretisch wellicht behoorlijk onderlegd zijn, maar in de praktijk de hoedanigheden blijken te missen welke de administratie van hen mag eisen.

Het ontwerp kent geen optreden van een directieraad, wel, en alleen, van de leidende ambtenaar. Een bespreking in een college echter, inzake bevordering met name, kan een waarborg zijn voor een volledíger en objectiever onderzoek. Deze waarborg geniet het Rijkspersoneel ; aan het personeel van de instellingen van openbaar nut wordt ze door het ontwerp onthouden.

H. Artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 geeft onbetwistbaar uiting aan de wil van de wetgever om, inzake personeelsstatuut, ten eerste de regelen voor al de instellingen onderling, vervolgens de regelen voor die instellingen met de regelen voor de Rijksbesturen te coördineren.

Zulk een coördinatie eist niet, dat één statuut wordt vastgesteld voor het personeel van alle instellingen van openbaar nut én voor het Rijkspersoneel, wel dat de eigen behoeften van elke instelling de afwijkingen in de vastgestelde regelen wettigen, en dat voor gelijke regelen steeds met dezelfde rechtsprocédés, begrippen en termen wordt gewerkt.

.../...

Het ontwerp stelt niet alleen nieuwe regelen, verschillend van die welke voor het Rijkspersoneel zijn vastgesteld in het statuut van 2 oktober 1937 en in de besluiten tot aanvulling of wijziging daarvan. Het gebruikt ook nieuwe rechtsprocédés, nieuwe begrippen, een nieuwe terminologie, vooral inzake administratieve standen.

Volgens de gemachtigden van de Minister ligt het in de bedoeling van de Regering het statuut van 2 oktober te vervangen door een nieuw, dat uitgaat van dezelfde beginselen en begrippen als het ontwerp.

De Raad van State heeft op 18 januari 1960 advies gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit houdende statuut van het vast personeel van de Regie der luchtwegen, dat door de Minister van Verkeerswezen was voorgelegd ; dat ontwerp neemt in grote mate de regelen van het statuut van het Rijkspersoneel van 2 oktober 1937 over. Op 27 mei 1960 heeft de Minister van Arbeid aan de Raad van State een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van het secretariaat van de Nationale Arbeidsraad voorgelegd ; ook dat ontwerp steunt in vrij ruime mate op het statuut van het Rijkspersoneel van 2 oktober 1937.

Op korte termijn is de beste oplossing ongetwijfeld, dat de reeds uitgewerkte ontwerp-statuten worden goedgekeurd en dat ten spoedigste een einde wordt gemaakt aan de inderdaad zeer betreurenswaardige toestand, die het ontbreken van een statuut is voor het personeel van een instelling van openbaar nut. De Raad van State meent echter nu reeds de aandacht van de

.../...

Regering te moeten vragen voor de coördinatiemoeilijkheden die zich zullen voordoen als het statuut van 2 oktober 1937 wordt vervangen door een statuut als het hier behandelde.

AANHEF.

A. Verwijzing naar wetsbepalingen.

1° Vanzelfsprekend moet, zoals in de tekst van de Regering, worden verwezen naar artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957, rechtsgrond van het ontwerp immers.

2° De tekst van de Regering vermeldt de besluitwet van 25 februari 1947 tot coördinatie en wijziging van de wetten op het pensioenstelsel der mijnwerkers. Het is onnodig te verwijzen naar deze besluitwet of naar andere wetteksten betreffende sommige instellingen die, doordat zij 's Konings bevoegdheid beperken, invloed hebben op het ontwerp, maar er geen rechtsgrond van zijn.

3° Een aantal instellingen zijn opgericht na de wet van 16 maart 1954.

Voor de instellingen die zijn opgericht vóór het koninklijk besluit van 18 december 1957, is verwijzing naar de oprichtingswetten overbodig. Ofschoon deze wetten al naar de wet van 16 maart 1954 hebben verwezen, zijn de nieuwe instellingen opgenomen in de lijst van het koninklijk besluit van 18 december 1957, dat artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 heeft gewijzigd.

.../...

Het fonds voor scholing,omscholing en sociale herscholing van minder-validen,daarentegen,is eerst bij een wet van 28 april 1958 opgericht. Het is niet uitdrukkelijk toegevoegd aan de lijst van de wet van 16 maart 1954. Het lijkt derhalve verkieslijk de wet van 28 april 1958 te vermelden,zoals in de tekst van de Regering, ofschoon artikel 8 van deze wet zich ertoe bepaalt naar de wet van 16 maart 1954 te verwijzen.

B. Voorgeschreven formaliteiten.

I. Geen melding hoeft te worden gemaakt van het advies van de in Raad vergaderde Ministers, dat door geen wets- of verordeningsbepaling is voorgeschreven.

II. Zoals de Raad van State in zijn algemene opmerkingen (onder B, III) heeft gezegd, is het noodzakelijk het ontwerp te onderwerpen aan bepaalde formaliteiten, welke voor het vaststellen van het personeelsstatuut zijn voorgeschreven door wets- of verordeningsbepalingen die aan sommige instellingen eigen zijn.

1° Het ontwerp moet worden onderworpen aan de volgende formaliteiten, die door wetteksten zijn voorgeschreven:

a) het advies van de hoge raad van het Nationaal Instituut voor de lichamelijke opvoeding en de sport, voorgeschreven bij artikel 5 van de wet van 15 maart 1956 houdende oprichting van dat Instituut ;

b) het advies van de hoge raad van het Nationaal Instituut voor de huisvesting, voorgeschreven bij artikel 5 van de wet van 27 juni 1956 houdende oprichting van dat Instituut ;

.../...

c) het advies van de hoge raad van de Nationale Werken voor oorlogsgetroffenen, voorgeschreven bij artikel 10 van de wet van 10 juli 1957 houdende oprichting van die raad, welk advies is voorgeschreven voor alle besluiten die willen voorzien in de werking van aan beide werken gemeenschappelijke diensten (Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers en Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden) ;

d) het advies van de raad van beheer van de Rijkskas voor jaarlijks verlof, voorgeschreven bij artikel 38 van de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1951 ;

e) de voordracht van het college van vereffenaars van de Verzekeringsinstelling tegen invaliditeit te Malmedy, voorgeschreven bij artikel 6 van het besluit van de Regent van 23 april 1949, op de Kas voor schadeloosstelling in geval van besmettelijke veeziekte te Malmedy, toepasselijk verklaard door artikel 4 van de wet van 14 mei 1958 tot vaststelling van de modaliteiten van vereffening van die kas.

2° Het ontwerp moet worden onderworpen aan de formaliteiten voorgeschreven bij de artikelen 13 en 14 van de besluitwet van 10 januari 1947 tot inrichting van een Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen, tenzij die besluitwet vooraf mocht worden opgeheven.

.../...

Artikel 13 van de besluitwet van 10 januari 1947 schrijft voor het vaststellen van het personeelsstatuut van de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen voor, dat het advies wordt gevraagd van de directeur-generaal en van de raad van advies. Deze formaliteiten heeft artikel 14 stilzwijgend toepasselijk verklaard op het personeel van de kassen voor gezinsvergoedingen die het noemt.

Een ontwerp van wet houdende reorganisatie van de instellingen voor kinderbijslag, reeds vermeld in de algemene opmerkingen (onder D) , strekt echter tot algehele opheffing van de besluitwet van 10 januari 1947 (Parl.doc. Kamer, zitting 1958-1959, nr 318/1 tot 10 ; Parl.doc. Senaat, zitting 1959-1960, nr 291).

3° Tenslotte moet het ontwerp worden onderworpen aan de door verordeningsbepalingen voorgeschreven formaliteiten.

Aangezien het hier om dergelijke bepalingen gaat, kan de Koning ze opheffen met inachtneming van de voorgeschreven formaliteiten.

Maar zolang de Koning de verordeningsbepalingen, die formaliteiten voorschrijven voor het vaststellen van het personeelsstatuut van sommige instellingen van openbaar nut, niet heeft opgeheven,(1) blijven die formaliteiten bestaan. Het ontwerp moet daaraan dus worden onderworpen.

.../...

(1) Het opheffen van verordeningsbepalingen die formaliteiten voorschrijven door het ontwerp is vanzelfsprekend niet gelijk te stellen met de voorafgaande opheffing, die nodig zou zijn om de Koning te ontslaan van het naleven der formaliteiten bij de vaststelling van het onderhavige statuut.

Die formaliteiten zijn :

a) het advies van de raad van beheer van de Bijzondere Compensatiekas voor kinderbijslag voor de gemeenten, de openbare instellingen die ervan afhangen en de verenigingen van gemeenten, voorgeschreven bij artikel 45 van het koninklijk besluit van 31 december 1951 tot oprichting van die kas ;

b) de voordracht van het college van vereffenaars van de verzekeringsinstelling tegen invaliditeit te Malmedy, voorgeschreven bij artikel 6 van het besluit van de Regent van 23 april 1949 houdende de vereffeningsmodaliteiten der verrichtingen van die Instelling.

Artikel 6 van het besluit van de Regent van 23 april 1949 is op de Verzekeringsinstelling der private bedienden te Malmedy toepasselijk verklaard door artikel 3 van het besluit van de Regent van 6 december 1949 houdende de vereffeningsmodaliteiten der verrichtingen van die Instelling.

Artikel 6 van het besluit van de Regent van 23 april 1949 is op de Instelling van verzekering tegen landbouwongevallen te Malmedy toepasselijk verklaard door artikel 7 van het besluit van de Regent van 20 december 1949 tot opheffing van de bepalingen der in de kantons Eupen, Malmedy en Sankt-Vith geldende wetgeving betreffende de nijverheids- en landbouwongevallen;

.../...

c) het advies van de bestuursraad van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, voorgeschreven door artikel 22 van het besluit van de Regent van 16 januari 1945 betreffende de werking van die dienst, welk artikel gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 26 februari 1954 ;

d) het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid, voorgeschreven door artikel 22 van het organiek besluit van de Regent van 26 mei 1945, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1951.

III. Sommige bepalingen van het ontwerp bevatten nadere regelen voor de toepassing van de wet van 28 juni 1932 betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, op het personeel van de betrokken instellingen van openbaar nut.

Zo artikel 10 van het ontwerp, hetwelk insluit dat voor het ganse personeel van elke instelling twee taalrollen worden opgemaakt.

Zo ook artikel 9 en artikel 100, § 1, 3°, die handelen over de waarborgen voor personeelsleden, die in hun bevordering mochten zijn voorbijgegaan bij toepassing van de wetten betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

Ter voldoening aan artikel 13, § 4, eerste lid, van de wet van 28 juni 1932 moet derhalve over deze bepalingen het advies van de vaste commissie van taaltoezicht worden gevraagd.

.../...

HOOFDSTUK I VAN HET ONTWERP (TITEL I VAN DE DOOR DE RAAD VAN STATE VOORGESTELDE TEKST).

Een verder uitgewerkte onderverdeling dan het ontwerp reeds heeft zou verhelderend werken. Daarom stelt de Raad van State voor, de "hoofdstukken" te vervangen door "titels".

Artikel 1.

1° Opdat de drie in het ontwerp bepaalde groepen van instellingen niet met de categorieën A, B en C uit de wet van 16 maart 1954 worden verward, ware het beter de groepen van het ontwerp met een romeins cijfer te merken.

2° Bij de lijst van de instellingen onder artikel 1 is het volgende op te merken :

a) voor de vijfde, zesde en zestiende instelling van de tweede groep luidt de juiste Franse benaming :

"Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail",

"Caisse de prévoyance et de secours en faveur des marins naviguant sous pavillon belge",

"Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes";

b) vijf van de in de tweede groep genoemde instellingen zullen worden ontbonden als de wetgever het reeds genoemde wetsontwerp tot reorganisatie van de kinderbijslaginstellingen goedkeurt (Parl. doc., Senaat, zitting 1959-1960, nr 291) namelijk:

.../...

1° de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen ;

2° de Nationale Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ;

3° de Nationale Onderlinge Kas voor kindertoeslagen ;

4° de Hulpkas voor gezinsvergoedingen ;

5° de Onderlinge Hulpkas voor kindertoeslagen.

Voor deze instellingen wil het wetsontwerp in de plaats stellen :

1° een Rijksdienst voor kinderbijslag voor loontrekkenden

2° een Rijksdienst voor kinderbijslag voor zelfstandigen.

a) De vereffening van sommige instellingen van Eupen-Malmedy is of staat te worden afgesloten.

Het koninklijk besluit van 10 juni 1959 heeft de vereffeningsverrichtingen van de Pensioenkas voor private bedienden te Malmedy afgesloten en dezer goederen, rechten en verplichtingen, aan de Nationale Kas voor bediendenpensioenen overgedragen.

Het koninklijk besluit van 22 februari 1960 sluit op 19 juni 1960 de vereffeningsverrichtingen van de Verzekeringsinstelling tegen nijverheidsongevallen van Eupen-Malmedy af, en draagt haar personeel over aan de Verzekeringsinstelling tegen landbouwongevallen van Eupen-Malmedy, te Malmedy.

De genoemde instellingen zouden derhalve van de lijst van artikel 1 moeten worden afgevoerd.

.../...

Artikel 2.

Luidens dit artikel is het statuut niet van toepassing "op de hoofden van de instelling, noch op de controlerende geneesheren, de controlerende hoofdgeneesheren en de geneesheren-inspecteurs-generaal van de Hoge Raad voor geneeskundig toezicht op de ziekte- en invaliditeitsverzekering, noch op het personeel van de tehuizen van het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers en van het Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden die aan bijzondere, door Ons (de Koning) vastgestelde regelen zullen onderworpen zijn".

De ook in andere artikelen gebruikte benaming "hoofden van de instelling", stemt niet overeen met onze rechtsterminologie. Men vervange naar door "leidende ambtenaren".

Sommige instellingen staan onder leiding van een directeur-generaal of een administrateur-generaal, bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal of een adjunct-administrateur-generaal. Betwistingen zouden kunnen rijzen over de vraag, of de adjunct-directeur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal "leidende ambtenaren" zijn. Het is dan ook raadzaam, in de overeenkomstig artikel 3 vast te stellen lijst van de graden de vermelding "leidende ambtenaren" op te nemen naast de graden waarvan de titularissen niet aan het statuut onderworpen zijn.

.../...

De graden van controlerend geneesheer en van controlerend hoofdgeneesheer van de Hoge Raad voor geneeskundig toezicht op de ziekteverzekering zijn ingesteld bij het koninklijk besluit van 22 september 1955 tot regeling van de ziekteverzekering. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 november 1959 heeft artikel 50 van het koninklijk besluit van 22 september 1955 gewijzigd en bij de Hoge Raad voor geneeskundig toezicht als hiërarchie ingesteld : geneesheer-inspecteur-generaal, adjunct-geneesheer-inspecteur-generaal, provinciale geneesheren-inspecteurs en geneesheren-inspecteurs. De terminologie van het ontwerp moet met die besluiten in overeenstemming worden gebracht.

De mededeling, dat de ambtenaren die niet onder het statuut vallen aan bijzondere, door de Koning vastgestelde regelen zullen zijn onderworpen, is niet meer dan de uiting een voornemen en dus overbodig. Op te merken valt echter, dat de in artikel 2 bedoelde ambtenaren, zolang de Koning voor hen geen nieuwe regelen heeft vastgesteld, onderworpen blijven aan de nu op hen toepasselijke statuutbepalingen, welke artikel 105 van het ontwerp overigens niet opheft in zover ze voor hen gelden.

HOOFDSTUK II VAN HET ONTWERP (TITEL II VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

Artikel 3.

Het eerste lid van de door de Raad van State voorgestelde tekst bepaalt uitdrukkelijk, dat voor elke instelling een lijst van de graden wordt opgemaakt. Het tweede lid vervangt de uitdrukking "na eensluidend advies van de Minister die het algemeen bestuur onder

.../...

zijn bevoegdheid heeft" door de uitdrukking "op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort", aansluitend op artikel 11 van de wet van 16 maart 1954. Artikel 11 is immers toepasselijk op de lijst van de graden, die een gedeelte van de in dat artikel bedoelde statuut vormt.

Artikel 6.

Volgens dit artikel van het ontwerp kunnen de graden van de instellingen van openbaar nut worden begeven aan kandidaten die in het bezit zijn van diploma's welke, in het ministerie waaronder die instellingen ressorteren, toegang geven tot de "graden met dezelfde benaming". Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat de Regering onder "graden met dezelfde benaming" verstaat : graden die én dezelfde benaming hebben, én even belangrijk zijn. Deze bedoeling komt beter tot uiting in de woorden "dezelfde graad".

Artikel 7.

Als de Regering de lijst van de graden opmaakt zal zij moeten toezien, dat voor bepaalde lagere graden bijzondere diplomavereisten worden gesteld. Voor een aantal van die graden is immers een bijzondere kennis vereist, die niet noodzakelijk is waarover kandidaten met een tot hogere graden leidend diploma beschikken.

.../...

Artikel 8.

De sanctie die dit artikel stelt is niet de nietigheid van rechtswege van de tewerkstelling of benoeming. Een administratieve akte is immers niet van rechtswege nietig; haar nietigheid moet door de bestuursoverheid of door de rechter worden vastgesteld.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, wil de Regering bevestigen, dat kaders en lijsten van de graden essentiële bepalingen zijn. Schending van deze bepalingen zal dus, in geval van beroep bij de Raad van State, tot nietigverklaring van de beslissing leiden. Zij kan ook intrekking van de onregelmatige akte wettigen. De Regering wenst echter de bevoegdheid van de administratie om onregelmatige akten in te trekken, niet verder te verruimen dan de gevallen waarin de algemene rechtsbeginselen zulke intrekking dulden.

Krachtens dit artikel zal niet alleen geen benoeming plaats kunnen hebben in een betrekking die niet in het kader voorkomt, maar zal evenmin kunnen worden benoemd als het kader niet is vastgesteld.

Uit artikel 8 mag niet worden afgeleid, dat de miskenning van de bepalingen van het ontwerp op welker overtreding niet uitrukkelijk nietigheid staat, niet tot nietigverklaring van de akte kan leiden of de intrekking van de akte niet kan wettigen.

.../...

Artikel 9.

Het eerste lid bepaalt, dat geen tewerkstelling of benoeming mogelijk is tenzij een ambt vacant is. Het is niet voldoende dat een betrekking vacant is opdat een instelling van openbaar nut een ambtenaar ervoor kan aanwerven. De instelling moet zich bovendien gedragen naar de voorschriften inzake bestuurscontrole die vastgesteld zijn door het tweede lid van artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957.

Ofschoon sommige wetsbepalingen de benoemingsmacht aan de raad van beheer van de instelling opdragen, oordeelt de Raad van State dat de bevoegdheid om te verklaren dat in een openstaande betrekking moet worden voorzien, aan de Minister kan worden verleend. Bij hem immers berust het toezicht op het werk van de instellingen van openbaar nut.

Artikel 11.

Dit artikel bepaalt : "Een ambt is vacant in het kader zo het niet bezet is of zo het ingenomen is door een personeelslid waarvan de graad lager ligt dan het ambt". Het verslag aan de Koning verklaart, dat de overheid aan de hand van dit artikel zal kunnen oordelen of een tijdelijk onbezette betrekking vacant moet worden verklaard en dat zij deze bevoegdheid met de grootste omzichtigheid zal moeten gebruiken. Moet de overheid een zekere beoordelingsbevoegdheid worden

.../...

gelaten, bepaalde perken lijken niettemin aan die bevoegdheid te moeten worden gesteld. Terzake van vacature van betrekking is het des te gewaagder een zo vage regel als die van het ontwerp te stellen, daar op een benoeming, gedaan in een betrekking die niet vacant is in het kader, krachtens artikel 8 de nietigheid staat. In de onwetendheid over de bedoelingen van de Regering, heeft de Raad van State zich hier van tekstwijziging onthouden.

Artikel 12.

Volgens verkregen uitleg zal de tot benoemen bevoegde overheid eerst dan verplicht zijn een verandering van graad of een bevordering veeleer dan een werving te verrichten, als ambtenaren zich kandidaat stellen voor benoeming tot een gelijkwaardige graad of tot een hogere graad dan de hunne. Deze verduidelijking is in het tweede lid van de voorgestelde tekst opgenomen.

HOOFDSTUK III VAN HET ONTWERP (TITEL III VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

Artikelen 13 en 14.

Doorgaans wordt de anciënniteit van een ambtenaar vanaf zijn benoeming gerekend. Billijkheidshalve sluit het ontwerp voor de anciënniteitsberekening de perioden uit waarin de ambtenaar niet in actieve dienst is geweest. Actieve dienst is geen toestand die men in feite beoordeelt door na te gaan of een ambtenaar zijn ambt in de instelling waaronder hij ressorteert

.../...

dan wel in een ministerie heeft uitgeoefend, maar een administratieve stand als omschreven in hoofdstuk VI van het ontwerp (titel VI van de voorgestelde telst). De voorgestelde tekst doet uitkomen, dat de werkelijke dienst die voor de anciënniteitsberekening telt, een administratieve stand is.

Artikel 15.

Aangezien de Regering niet voornemens is, het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs in aanmerking te nemen voor het verlenen van de achtenveertig maanden schijnanciënniteit, is de term "geaggregeerde" in de voorgestelde tekst vervangen door de woorden "geaggregeerde van het hoger onderwijs of geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs".

HOOFDSTUK IV VAN HET ONTWERP (TITEL IV VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

Artikel 16.

De voor het eerste lid voorgestelde tekst wijst erop, dat de Koning of de Minister maar benoemingsbevoegdheid krijgen onder voorbehoud van de wetsbepalingen die deze bevoegdheid aan een andere overheid opdragen.

Het tweede lid bepaalt : "De tijd gedurende welke de kandidaten kunnen benoemd worden, die, zonder batig gerangschikt te zijn in het vergelijkend examen, ten minste 70 t.h. van de punten hebben verkregen, is bepaald op zes jaar en loopt vanaf de dag waarop het procesverbaal van het examen werd afgesloten". Deze alinea moet

.../...

in verband worden gebracht met artikel 100, § 1, 5°, van het ontwerp, dat de wervingsregelen voor het Rijkspersoneel toepasselijk verklaart. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, wijkt het tweede lid in zoverre van de wervingsregelen voor het Rijkspersoneel af, als het de duur van de wervingsreserve op zes in plaats van op twee jaar bepaalt en het aantal punten dat vereist is om tot deze reserve te behoren, op 70 in plaats van op 60 t.h. stelt. Het ontwerp wijkt echter niet af van de bepaling van het huishoudelijk reglement van het Vast Wervingssecretariaat, die kandidaten met 60 t.h. van de punten in aanmerking laat komen. Het wijkt evenmin af van het bepaalde in artikel 13 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, hetwelk verplicht de in de wervingsreserve ingeschreven kandidaten te benoemen alvorens een nieuw vergelijkend examen wordt uitgeschreven. De tekst die voor het tweede lid wordt voorgesteld, legt nadruk op de beperkte strekking van de afwijking die hier wordt ingevoerd ten opzichte van de wervingsregelen voor het Rijkspersoneel.

Artikel 18.

Het ontwerp gebruikt in de Franse tekst de uitdrukking "enfreindre les lois de milice" in plaats van het gebruikelijke "satisfaire aux lois sur la milice". De traditionele wending lijkt de voorkeur te verdienen al heeft zij enige interpretatiemoeilijkheid opgeleverd, die dan toch door het bestuur en door de rechtspraak van de Raad van State is opgelost (arrest nr 930, VAN DEN EYNDE, van 12 juni 1951).

.../...

Artikel 19.

Voor de werving van de aan het ontwerp onderworpen personeel oefent de Vaste Wervingssecretaris dezelfde bevoegdheid uit als voor de werving van het Rijkspersoneel. Hij zal dus evenzeer bevoegd zijn om na te gaan of de kandidaten aan de toelatingsvoorwaarden voldoen.

Artikel 20 van de voorgestelde tekst.

Zoals reeds in de algemene opmerking D, 2°, van dit advies is gezegd, wordt hier een tekst voorgesteld ter aanwijzing van de overheid die bevoegd is om de eed af te nemen.

Artikel 21 van het ontwerp (artikel 22 van de voorgestelde tekst.

Anders dan het koninklijk besluit van 30 maart 1939 voor het Rijkspersoneel, stelt het ontwerp geen algemene eisen inzake lichamelijke geschiktheid, zodat de Administratieve Gezondheidsdienst, behalve in de gevallen waar de lijst der graden bijzondere eisen van lichamelijke geschiktheid zal stellen, discretionair zal kunnen oordelen welke kwalen een ambtenaar verhinderen zijn ambt normaal uit te oefenen.

.../...

Artikel 22 van het ontwerp (artikel 23 van de voorgestelde tekst).

Het ontwerp bepaalt dat een kandidaat, die door de Administratieve Gezondheidsdienst voorlopig lichamelijk geschikt is verklaard, "tot wederopzeggens benoemd wordt". Deze wending kan de indruk wekken, dat er onder het personeel een bijzondere categorie van ambtenaren, de tot de "tot wederopzeggens toe", dit is noch vast noch voor de proeftijd benoemden zal zijn, die als zodanig, krachtens artikel 15, § 4, van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, aan de maatschappelijke zekerheid onderworpen zouden zijn, maar op wie de door deze wet ingestelde pensioenregeling geen toepassing zou kunnen vinden.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, heeft de Regering echter geen bijzondere regelen voor de "tot wederopzeggens toe benoemden"op het oog. Deze ambtenaren zullen aan alle statuutbepalingen en,met name,aan die tot regeling van de administratieve standen,onderworpen zijn. Niet voorgoed geschikt verklaard, zullen zij krachtens artikel 24 van het ontwerp uitgesloten kunnen worden, maar dit onderscheidt hen in genen dele van de overige ambtenaren die krachtens artikel 105 van de voorgestelde tekst ambtshalve ontslagen zullen kunnen worden als zij voorgoed ongeschikt zijn. Om betwistingen te voorkomen over de rechtspositie van de ambtenaren wier lichaamsgeschiktheid niet definitief is geconstateerd, vermijdt de voorgestelde tekst te zeggen dat zij "tot wederopzeggens toe" worden benoemd. Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 24 en 25 van de voorgestelde tekst.

..../...

Voor ambtenaren die uitgesloten worden omdat zij de vereiste lichamelijke geschiktheid niet bezitten, stelt het ontwerp geen vergoeding in uitzicht, terwijl het onder artikel 98 wel een toelage verleent aan de ambtenaar die wegens beroepsongeschiktheid afgedankt wordt. De Raad van State meent de Regering op deze ongelijke behandeling te moeten wijzen.

Artikel 24 van het ontwerp (artikel 25 van de voorgestelde tekst).

Het ontwerp verleent de Minister bevoegdheid om de kandidaat of de ambtenaar uit te sluiten. De Minister is echter niet bevoegd om in alle instellingen een eind aan de ambtsuitoefening te maken ; deze macht berust bij de tot benoemen bevoegde overheid.

HOOFDSTUK V VAN HET ONTWERP (TITEL V VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

Artikel 27 van het ontwerp (artikel 28 van de voorgestelde tekst.

Dit artikel bepaalt : "Het besluit van werving, van bevordering of van graadverandering bepaalt de tewerkstelling van het personeelslid. De Minister kan deze tewerkstelling wijzigen".

De bevoegdheid om een ambtenaar in een betrekking te werk te stellen berust niet noodzakelijk bij de tot benoemen bevoegde overheid, wel bij de overheid die tot het inrichten van de diensten bevoegd is. De Minister bezit

.../...

die bevoegdheid niet in alle instellingen. Deze opmerking geldt ook voor het tweede lid van artikel 28 van het ontwerp (artikel 30 van de voorgestelde tekst) en voor artikel 30 van het ontwerp (artikel 31 van de voorgestelde tekst). In de voor die artikelen aanbevolen tekst is met deze opmerking rekening gehouden.

Eerste lid van artikel 28 van het ontwerp (artikel 29 van de voorgestelde tekst).

De bepaling die een van de gevolgen van het intrekken van een onregelmatige bevordering of verandering van graad regelt, mag niet zo worden uitgelegd, dat zij het bestuur bevoegd verklaart om een onregelmatige benoeming in te trekken buiten de gevallen waarin de algemene rechtsbeginselen zulk een intrekking dulden.

Met inachtneming van hetgeen bij artikel 76 van het ontwerp is opgemerkt, heeft de voorgestelde tekst de "declassering" overgeslagen in de opsomming onder het eerste lid van artikel 28 van het ontwerp.

Artikel 30 van het ontwerp (artikel 31 van de voorgestelde tekst).

De door de Raad van State voorgestelde tekst brengt in herinnering, dat de beslissing die een ambtenaar te werk stelt, moet voldoen aan de eisen van de lijst der graden, een regel die reeds in artikel 8 van het ontwerp is neergelegd.

.../...

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is de bedoeling van de Regering dat de ambtenaar zonder betrekking bij voorrang te werk wordt gesteld in de instelling waartoe hij behoorde toen hij zijn betrekking verloor, en dat de regelen van het eerste lid van artikel 30 van het ontwerp alleen zullen worden toegepast voor het bepalen van de voorrang onder de ambtenaren die tot dezelfde instelling behoorden. De voorgestelde tekst houdt met deze bedoeling rekening.

Het derde lid van artikel 40 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten geeft prioriteit van tewerkstelling aan de ambtenaar die opnieuw in dienst komt na het verlof dat hij,als afgevaardigde van een syndicale organisatie,heeft verkregen. Moeilijkheden zijn onafwendbaar als de Regering het ontwerp niet zo aanvult, dat er overeenstemming komt tussen artikel 30 van het ontwerp en artikel 40 van het syndicaal statuut, die allebei voorkeurrechten vaststellen.

Artikel 31 van het ontwerp (artikel 32 van de voorgestelde tekst).

Volgens het ontwerp moet de Vaste Wervingssecretaris de naam van de te werk te stellen ambtenaar aan de Minister mededelen. Mededeling aan de Minister lijkt alleen nodig als de ambtenaar van de ene instelling naar een andere moet overgaan, of als de Minister met de organisatie van de instelling is belast. De voorgestelde tekst houdt hiermede rekening.

.../...

Artikel 34 van de voorgestelde tekst.

De artikelen betreffende de tewerkstelling en de regelen van de artikelen 8 en 12 van het ontwerp bedoelen te verhinderen, dat ambtenaren buiten de grenzen van het kader in dienst worden gehouden. Zij waarborgen de ambtenaren zonder betrekking het recht om voor het bezetten van de vacante betrekking te worden aangewezen. Deze regeling, die bestemd is om benoeming of behoud in hun ambt van overtallige ambtenaren tegen te gaan, zal echter niet verhinderen dat er ambtenaren zonder betrekking zijn. Deze zullen worden ingeschreven op de lijst van de Vaste Wervingssecretaris en zullen zich, krachtens artikel 34 van het ontwerp, in de administratieve stand van actieve dienst bevinden. In die stand zullen zij recht op wedde hebben. Het ontwerp bevat geen bepaling over het aanwenden van ambtenaren zonder betrekking. Weliswaar, en zelfs al staat het in geen enkele tekst, kan de overheid die tot het inrichten van de dienst bevoegd is, een lid van het personeel met een bepaald werk belasten. De vrees is echter gewettigd, dat bepaalde ambtenaren zonder betrekking zich op de artikelen 32 en 34 van het ontwerp beroepen om aanspraak te maken op uitbetaling van hun wedde maar weigeren het hun opgedragen werk te verrichten. Om dit bezwaar te ondervangen stelt de Raad van State voor, een artikel aan het ontwerp toe te voegen.

HOOFDSTUK VI VAN HET ONTWERP (TITEL VI VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

HOOFDSTUK I.- ALGEMENE BEPALINGEN.

I. In het kort kan het systeem van het ontwerp inzake administratieve standen als volgt worden ontleed.

.../...

Om te vereenvoudigen voert het ontwerp voor het betrokken personeel maar twee standen in : de actieve dienst en een niet nader genoemde stand, die de "non-activiteit" is. Een ambtenaar bevindt zich uiteraard in een van beide standen.

Actieve dienst is in beginsel de stand van de ambtenaar die zijn ambt uitoefent in de instelling waartoe hij behoort. Op dit beginsel zijn er echter belangrijke afwijkingen : sommige verlofperiodes zijn in ruime mate gelijkgesteld met werkelijke ambtsuitoefening en behoren als zodanig tot de stand "actieve dienst", die dus voor een deel een rechtsfictie wordt.

Opdat de stand van een ambtenaar met zekerheid kan worden bepaald,voert het ontwerp een vermoeden in : behoudens strijdige bepaling wordt een ambtenaar altijd geacht in actieve dienst te zijn.

Een aantal van de zoëven vermelde grondregelen zijn niet dan stilzwijgend in het ontwerp neergelegd. Een uitdrukkelijke formulering ervan zou echter het begrip van het systeem bevorderen. Daarom geeft de Raad van State in overweging, de aanvullende bepalingen die hij voorstelt, aan het ontwerp toe te voegen.

II. Een woord over de terminologie : om praktische redenen zou het goed zijn, aan de tweede door het ontwerp ingestelde administratieve stand een benaming te geven. "Non-activiteit" is hiervoor geheel geschikt. Behalve in de beste woordenboeken komt de term van oudsher in tal van wets- en verordeningsteksten voor.

..../...

III. Het onderscheid tussen beide administratieve standen is van belang voor het recht op wedde of op bevordering tot een hogere wedde, ook voor het recht dat de ambtenaar heeft zijn aanspraken op bevordering en op verandering van graad te doen gelden (artikelen 34 en 35 van het ontwerp, in de door de Raad van State voorgestelde tekst 38 en 39 geworden). Het heeft eveneens belang voor de graad of dienstanciënniteit (artikelen 13 en 14 van het ontwerp).

Volgens het verslag aan de Koning is het onderscheid tussen de standen nog van belang voor de toepassing van de pensioenwetten. Naar de opvatting van de Regering zullen de diensten, die voor de toepassing van die wetten in aanmerking zullen kunnen komen, overeenstemmen met de perioden waarin de ambtenaar in de stand van actieve dienst volgens de regelen van het ontwerp zal zijn geweest. Deze opvatting is niet zonder meer te aanvaarden. Volgens artikel 6 van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut, kan alleen een koninklijk besluit uitgevaardigd "op de voordracht van de Minister onder wiens bevoegdheid het bestuur der pensioenen valt " - dit is de Minister van Financiën - beslissen, dat de tijd die in een bepaalde administratieve stand is doorgebracht, voor de toepassing van de pensioenwetgeving als actieve dienst zal worden aangerekend. Voorts kan de Koning, evenmin krachtens artikel 2 als krachtens artikel 6 van die wet, voor het personeel van de instellingen van openbaar nut een gunstiger regeling dan voor het Rijkspersoneel treffen. Krachtens artikel 6 tenslotte van de algemene wet van 21 juli 1844, door de wet van 28 april 1958 op het personeel

.../...

van de instellingen van openbaar nut toepasselijk verklaard, moeten de diensten bezoldigd zijn geweest opdat zij in aanmerking kunnen komen voor het bepalen van het recht op pensioen en voor het vaststellen van het pensioenbedrag. De bewering van het verslag aan de Koning behoeft dus enige nuancering.

IV. Hoofdstuk VI van het ontwerp ware overzichtelijker als het onderverdeeld was.

V. De vastgestelde regelen lijken enige leemten te vertonen.

a) Het ontwerp laat het geval onbesproken, van de ambtenaar die bij het bereiken van de gestelde grensleeftijd niet genoeg jaren dienst telt om een pensioen te verkrijgen.

Volgens artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de rustleeftijd, en artikel 29 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel, wordt de Rijksambtenaar die zich in deze stand bevindt "ter beschikking gesteld": "Hem wordt een wachtgeld toegekend, gelijk aan het bedrag van het pensioen dat hij zou bekomen, indien hij op dat ogenblik voorbarig in ruste werd gesteld" (koninklijk besluit van 30 maart 1939, artikel 29).

.../...

Het ontwerp kent geen soortgelijke bepaling voor ambtenaren van de instellingen van openbaar nut waarop het toepasselijk zal zijn.

Aangezien de grensleeftijd voor indienst-treding, behoudens strijdige bepaling in de lijst van de graden, door artikel 19 van het ontwerp op vijftig jaar is gesteld, zal het zoëven genoemde geval zich veel vaker voordoen. Dit is een reden te meer om de leemte in het ontwerp goed te maken.

b) Het ontwerp kent geen non-activiteit wegens ambts-ontheffing in het belang van de dienst.

Het veelvuldig gebruik van deze maatregel toont het nut ervan aan. Door die maatregel over het hoofd te zien, dreigt het ontwerp de overheid te ont-wapenen in sommige gevallen waarin een tuchtstraf niet verantwoord is maar waar het openbaar belang eist dat een betrekking voor goed aan een ambtenaar ontnomen wordt.

c) Het ontwerp bevat geen bepaling voor het geval van onregelmatige afwezigheid.

.../...

Voor Rijksambtenaren geeft een onregelmatige afwezigheid, onverminderd tuchtstraffen, aanleiding tot inhouding van wedde (artikel 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 16 maart 1940 betreffende het verlof van het Rijkspersoneel).

Voor ambtenaren van de instellingen van openbaar nut waarop het ontwerp toepasselijk zal zijn, is er echter geen afwijking van de algemene regel van artikel 34 (artikel 37 geworden in de tekst voorgesteld door de Raad van State), zodat onregelmatige afwezigheden als perioden van actieve dienst zullen worden aangemerkt. De ambtenaar behoudt dus, ondanks het onregelmatige van zijn afwezigheid, alle aan die stand verbonden voordelen, met name het recht op wedde.

Om onregelmatige afwezigheid te keer te gaan, zullen de bevoegde autoriteiten alleen tuchtstraffen kunnen uitspreken ; zij zullen er moeten uitspreken, willen zij onregelmatige afwezigheid niet geheel ongestraft laten. Deze weinig soepele regeling is juridisch betwistbaar, in zover zij onregelmatige afwezigheden volledig met werkelijke ambtsuitoefening gelijkschakelt.

.../...

HOOFDSTUK II. - VERLOF.

Afdeling I.

Bepalingen betreffende het gewoon verlof.

Het lijkt verkieslijk de artikelen betreffende het gewoon verlof bijeen te brengen. Gewoon verlof is het jaarlijks vakantieverlof (artikelen 53 tot 55 van het ontwerp), het gelegenheidsverlof (artikel 50), het bevallingsverlof (artikel 48). Het meest logische zou zijn, van al die artikelen afdeling 1 van het hoofdstuk betreffende het verlof te maken (zie de artikelen 41 tot 45 van de voorgestelde tekst).

Artikel 48 van het ontwerp (artikel 45 van de voorgestelde tekst).

Artikel 48, § 3, van het ontwerp bepaalt dat "het bevallingsverlof onverminderd § 2 wordt gelijkgesteld met een dienstactiviteitsperiode". Maar volgens artikel 34 van het ontwerp (artikel 37 van de voorgestelde tekst), wordt de ambtenaar, behoudens strijdige bepaling, steeds geacht in actieve dienst te zijn. Paragraaf 3 van artikel 48 van het ontwerp is dus overbodig.

Afdeling II.

Bepalingen betreffende het verlof voor het verrichten van militaire prestaties.

Artikel 36 van het ontwerp (artikel 46 van de voorgestelde tekst).

Dit artikel stelt de regelen welke toepassing vinden op personeelsleden die onder de wapens zijn "ingevolge vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis".

.../...

Volgens de gemachtigden van de Minister doelt het artikel op de verschillende gevallen van ambtenaren die vrijwillig militaire prestaties verrichten.

De tekst van de Regering gebruikt de uitdrukking "ingevolge vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis". Deze uitdrukking past hier niet goed. In hoofdstuk VIII van de gecoördineerde dienstplichtwetten heeft zij een engere betekenis. Ze slaat daar op dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen als soldaat of onderofficier (artikelen 77 tot 87 van die gecoördineerde wetten).

Artikel 36 van het ontwerp slaat echter ook op :

1° vrijwillige prestaties van reserveofficieren bij toepassing van artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren;

2° dienstverbintenissen overeenkomstig de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;

3° dienstverbintenissen overeenkomstig de wet van dezelfde datum betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

De Raad van State stelt derhalve voor te lezen : "... in enige hoedanigheid vrijwillige prestaties verricht bij de krijgsmacht".

.../...

Het lijkt overbodig uitdrukkelijk de Rijkswacht te vermelden, zoals in de tekst van de Regering. Luidens artikel 2, § 1, van haar organieke wet van 2 december 1957 "is de Rijkswacht immers één van de krijgsmachten".

Artikel 37 van het ontwerp (artikel 47 van de voorgestelde tekst).

Het artikel bepaalt dat de regelen zijn vastgesteld "onverminderd het geldelijk statuut dat ten gunste van de reserveofficieren bij de wet wordt vastgelegd".

Artikel 37 van het ontwerp verwijst daarmee stilzwijgend naar het enig artikel, vijfde en zesde lid, van de wet van 26 maart 1937 waarbij de onderscheidene besturen van de Staat, van de provincies, gemeenten en verenigingen van gemeenten verplicht worden aan hun beambten, reserveofficieren, faciliteiten toe te staan om hun de gelegenheid te geven de prestaties te volbrengen welke hun, als reserveofficier, worden opgelegd.

Uit het eerste lid van dit enig artikel blijkt, dat die wet, ondanks haar opschrift, ook toepassing vindt op "de door die besturen of diensten (onder meer de Staat) gesubsidieerde of onder dezer toezicht geplaatste inrichtingen".

De eerste twee alinea's van het enig artikel van de wet van 26 maart 1937 zijn nagenoeg woordelijk overgenomen in artikel 95 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

.../...

De overige alinea's daarentegen blijven als zodanig bestaan; de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de wet van 1 maart 1958 is geworden, zei zelfs dat de Regering pas later de wetgever zou verzoeken om een nieuwe wet "die slechts uitspraak zal doen inzake bezoldigingen (van de reserveofficieren)" (Parl. doc., Kamer, zitting 1956-1957, nr 681/1, blz. 10; zie ook blz. 33, 35 en 41).

Gedeelte van de artikelen 36 en 37 van het ontwerp, dat een afzonderlijk artikel wordt (artikel 48 van de voorgestelde tekst).

De bepaling, dat de regelen van het ontwerp geen toepassing vinden in geval van mobilisatie, kan beter een afzonderlijk artikel vormen. De Koning zal voor dit geval bijzondere regelen vaststellen.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Minister moeten met gemobiliseerde personeelsleden worden gelijkgesteld, zij die als reserveofficier gemachtigd zijn om in vredestijd te dienen met het oog op de uitvoering van verplichtingen welke België, als lid van internationale organisaties heeft aangegaan, overeenkomstig artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren. Dit moet uitdrukkelijk worden gezegd.

Afdeling III.

Bepalingen betreffende het ziekte- of gebrekkigheidsverlof.

Artikel 38 van het ontwerp (artikel 49 van de voorgestelde tekst).

De bepaling dat "het personeelslid dat door ziekte of gebrekkigheid belet wordt zijn functies normaal

.../...

uit te oefenen, met verlof moet worden gezonden tot hij genezen is" is te absoluut. De gedachte van de Regering immers is, zoals de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, dat definitief lichamelijk ongeschikt geworden personeelsleden ambtshalve moeten worden ontslagen. Die regel staat weliswaar nergens in het ontwerp, maar de gemachtigden van de Minister nemen aan dat hij er uitdrukkelijk moet worden in opgenomen(artikel 105, eerste lid, 2°, van de voorgestelde tekst). Luidens artikel 43 van het ontwerp (artikel 54 van de voorgestelde tekst) is het personeelslid "dat door ziekte of gebrekkigheid ongeschikt geworden is om zijn ambt te vervullen", maar geschikt blijft voor een ander ambt, bovendien onderworpen aan de regelen die van toepassing zijn op de personeelsleden zonder betrekking. Bijgevolg behoren de woorden "tot hij genezen is" aan het slot van artikel 38 van het ontwerp te worden geschrapt.

Het verdient aanbeveling uitdrukkelijk te bepalen, dat het personeelslid met ziekte- of gebrekkigheidsverlof onder de controle van de administratieve gezondheidsdienst wordt geplaatst (zie de artikelen 17, laatste lid, en 21 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het rijkspersoneel).

Artikel 39 van het ontwerp (artikel 50 var de voorgestelde tekst).

Er is een grondig verschil tussen de regeling voor het Rijkspersoneel en die van het ontwerp. Voor het bepalen van de maximumduur van het ziekteverlof dat Rijksambtenaren kunnen krijgen, worden de afwezigheden los van elkaar beschouwd; alleen zeer kort op elkaar volgende

.../...

afwezigheden worden samengevoegd (statuut van 2 oktober 1937, artikel 101, 2°; koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling, artikel 17). Maar voor het bepalen van de maximumduur van het verlof dat ambtenaren van instellingen van openbaar nut kunnen krijgen zonder buiten de administratieve stand "actieve dienst" te treden, worden de afwezigheden van de gehele loopbaan opgeteld.

De Rijksambtenaar die meer verlofdagen neemt dan waarop hij ten hoogste aanspraak kan maken, is niet van rechtswege ter beschikking; een overheidsbeslissing is nodig om hem in die nieuwe administratieve stand te plaatsen (Raad van State, 22 december 1955, nr 4754). De ambtenaar van een instelling van openbaar nut daarentegen, die langer afwezig blijft dan het aantal verlofdagen waarop hij aanspraak kan maken, is, volgens de Regering, zoals de gemachtigden hebben uiteengezet, van rechtswege op non-activiteit. Al past het in een goed bestuur, dat een akte wordt opgemaakt, rechtens is geen beslissing nodig om de stand van de ambtenaar te wijzigen. In het artikel dient dus duidelijk te worden gezegd, dat het personeelslid van rechtswege op non-activiteit is.

Artikel 40 van het ontwerp (artikel 51 van de voorgestelde tekst).

Het artikel verwijst naar de sociale wetgeving, hetzij uitdrukkelijk onder vermelding van de bijzondere wetgeving op de beroepsziekten, hetzij stilzwijgend door het gebruik van de begrippen "arbeidsongeval" en "ongeval op de weg van of naar het werk".

.../...

Zulke vage verwijzingen naar de sociale wetgeving kunnen tot moeilijkheden leiden. Het artikel spreekt bij voorbeeld van "arbeidsongeval". De gecoördineerde wetten betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen omschrijven dit ongeval als het ongeval dat zich voordoet "in de loop en ter zake van de uitvoering der arbeidsovereenkomst" (artikel 1, eerste lid). De ambtenaren van het ontwerp staan echter onder een publiekrechtelijk statuut. De definitie moet dus worden aangepast. Voorgesteld wordt, in een toe te voegen bepaling te verklaren, wat het ontwerp onder "arbeidsongeval" verstaat; deze definitie gaat uit van artikel 1, eerste en zesde lid van de gecoördineerde wetten, met inachtneming van de verschillen in de rechtstoestanden.

Ook ter verduidelijking van de overige verwijzingen naar de sociale wetgeving worden definities voorgesteld.

Artikel 41 van het ontwerp (artikel 52 van de voorgestelde tekst).

Volgens dit artikel, behoudt het personeelslid dat wegens ziekte of gebrekkigheid op non-activiteit is, het genot van zijn volle wedde indien zijn kwaal als een ernstige of langdurige ziekte of gebrekkigheid wordt aangemerkt. Wordt zij dit niet, dan ontvangt de ambtenaar slechts een gedeelte van zijn wedde, dat gelijk is aan de vergoedingen welke hij in dezelfde toestand zou ontvangen indien het stelsel van de sociale zekerheid vanaf het begin van zijn verlof op hem van toepassing was geweest. Het kan vrij vaak voorkomen, dat een aanvankelijk goedaardig lijkende kwaal zich naderhand als zeer ernstig

.../...

voordoet. In dat geval is het logisch en billijk dat de toestand van het personeelslid ab initio wordt herzien. Een bepaling die het artikel aanvult en waarbij uitdrukkelijk die herziening wordt voorgeschreven lijkt dus geboden.

Een terminologische opmerking : "bezoldiging" is onjuist en wordt beter vervangen door "vergoedingen".

Artikel 42 van het ontwerp (artikel 53 van de voorgestelde tekst).

Het gaat hier niet om voorschotten op de wedde, maar op de vergoeding verschuldigd door de derde die het ongeval heeft veroorzaakt. De rechtspraak neemt aan dat de betrokken administratie, wanneer zodanige stortingen aan de ambtenaar worden gedaan en zij in zijn rechten treedt, het door haar betaalde op de derde kan verhalen (Cass. 2 maart 1953, Pas. I, 497, 17 november 1954, Pas. 1955, I, 244; 19 september 1955, Pas. 1956, I, 9; 22 september 1958, Pas. 1959, I, 74).

Indeplaatsstelling van de Staat in de rechten van een van zijn personeelsleden die getroffen wordt door een ongeval veroorzaakt door een derde, geschiedt overigens alleen ten belope van de door de Staat voorgeschoten doktérskosten (koninklijk besluit van 22 april 1952 betreffende de vergoeding van de kosten van dokter, chirurg, apotheker, ziekenhuis, prothese en orthopedie, voortspruitend uit arbeidsongevallen aan vastaangestelde en stagedoende personeelsleden, overkomen in dienst of op de weg naar of van het werk, artikelen 1 en 2). Een soortgelijke indeplaatsstelling is er niet voor de wedde die de Staat

.../...

aan zijn ambtenaren betaalt. Dit is een voor de belangen van de Schatkist nadelige anomalie, waarop de Raad van State de Regering wil wijzen.

Er moet worden toegezien, dat voldaan is aan de eisen die het Burgerlijke Wetboek stelt hetzij voor indeplaatsstellingen **uit kracht** van overeenkomsten (artikel 1250), hetzij voor wettelijke indeplaatsstellingen (artikel 1251). (Zie enerzijds Cass. 19 september 1955 en anderzijds Cass. 17 november 1954). Opdat een indeplaatsstelling uit kracht van overeenkomst geldig kan zijn, is het,volgens artikel 1250, 1°, nodig dat de schuldeiser ze verricht terzelfdertijd als hij de betaling van de derde persoon ontvangt.

Artikel 49 van het ontwerp (artikel 55 van de voorgestelde tekst).

Het lijkt redelijker het artikel betreffende het profylaxeverlof te doen samengaan met de artikelen betreffende het verlof wegens ziekte en gebrekkigheid.

Aangezien het personeelslid onder een andere overheid dan de Minister kan ressorteren, vervange men de woorden "de Minister" door "de overheid waaronder het personeelslid ressorteert".

Afdeling IV.

Bepalingen betreffende het verlof voor het uitoefenen van opdrachten van openbaar belang.

Artikel 46 van het ontwerp (artikel 58 van de voorgestelde tekst).

De Grondwetgever heeft de leden van de Kamers volkomen onafhankelijk willen maken ten opzichte van de

.../...

uitvoerende macht (Grondwet, artikel 36); dat een ambtenaar van een instelling van openbaar nut lid wordt van een der Kamers, is dus niet zonder bezwaar, vooral niet wanneer zijn statuut hem, zoals het ontwerp, in ruime mate niet onder het gezag van een beheersorgaan van de instelling, maar onder het gezag van de Minister plaatst. Zoals de Raad van State in zijn advies van 13 mei 1958 (blz. 19-20) heeft opgemerkt, blijft het personeelslid dat tot lid van een der Kamers is verkozen, zelfs al is hij voor de duur van zijn mandaat met verlof, wegens zijn hoedanigheid aan het tuchtgezag van de Minister onderworpen, hetgeen tot delicate toestanden aanleiding kan geven.

Toch kan niet worden beweerd, dat de regelen van het ontwerp artikel 36 van de Grondwet schenden of in strijd zijn met de wet, die slechts de onverenigbaarheid heeft vastgesteld tussen het parlementair mandaat en de hoedanigheid van "ambtenaar of bezoldigd beambte van de Staat". Dit is de beperkte onverenigbaarheid zoals zij is ingesteld door artikel 1 van de wet van 6 augustus 1931 die, gelet op haar onderwerp zelf, strikt moet worden geïnterpreteerd.

Artikel 47 van het ontwerp (artikel 59 van de voorgestelde tekst).

De wet van 19 mei 1960 betreffende het Staatsbestel van Congo heeft artikel 33 van de wet van 18 oktober 1908 opgeheven, voor zover zij op Congo van toepassing is. Naar dit artikel kan dus niet worden verwezen.

.../...

Afdeling V.

Bepalingen betreffende het verlof wegens persoonlijke aangelegenheden.

Artikel 51 van het ontwerp (artikel 60 van de voorgestelde tekst).

Ook hier is rekening te houden met de wetsbepalingen die aan het beheersorgaan van sommige instellingen de bevoegdheid tot benoemen en tot het nemen van individuele personeelsmaatregelen verlenen. Zoals blijkt uit de vergelijking van artikel 51 met de laatste volzin van artikel 50, van het ontwerp, wil de Regering de Minister bevoegd verklaren om het verlof wegens persoonlijke aangelegenheden toe te staan, zonder dat hij die bevoegdheid mag overdragen. De volgende formule zou kunnen worden gebruikt : "Behoudens een hiermee strijdige wetsbepaling wordt dit verlof (wegens persoonlijke aangelegenheden) alleen door de Minister verleend".

HOOFDSTUK III. - VOORLOPIGE SCHORSING IN HET BELANG VAN DE DIENST.

Artikel 52 van het ontwerp (en gedeelte van artikel 91) (artikel 61 van de voorgestelde tekst).

Logischerwijze moet het artikel betreffende de voorlopige schorsing niet middenin de artikelen over het verlof staan, maar een afzonderlijk hoofdstuk vormen.

.../...

Volgens het ontwerp blijft de voorlopig geschorste ambtenaar, bij gemis van strijdige bepaling, in de stand "actieve dienst". Ter uitvoering van artikel 52, tweede lid, van het ontwerp kan hem echter een ruim deel van de voordelen van die stand worden ontnomen.

In het statuut van het Rijkspersoneel is de schorsing in het belang van de dienst voorlopig, niet alleen omdat zij voor een bepaalde periode is uitgesproken, maar ook omdat zij de toestand van een ambtenaar over de periode waarin hij geschorst is, nooit voorgoed bepaalt. Wat gebeurt er als de schorsing eindigt ? Ofwel spreekt de bestuursoverheid een zware tuchtstraf uit - tuchtschorsing of afzetting - die de tijd van de preventieve schorsing bestrijkt. De preventieve schorsing wordt dan, zoals dit in artikel 101, 4°, van het statuut van het Rijkspersoneel heet, in een tuchtstraf omgezet. Ofwel spreekt de overheid zulk een zware tuchtstraf niet uit en moet zij, bij het intrekken van de preventieve schorsing, de definitieve administratieve toestand van de ambtenaar bepalen over de periode waarin hij geschorst is geweest. Bij voorkomend geval moet zij de geschorste ambtenaar ter uitvoering van artikel 101, 4°, en om zijn loopbaan op correcte wijze weder samen te stellen, "de loopbaanvoordelen toestaan die hij, naar haar oordeel, zou hebben verkregen als hij niet geschorst was geweest" (Raad van State, 27 maart 1956, nr 5053).

Van preventieve schorsingen maakt het ontwerp daarentegen schorsingen die dit voorgoed zullen blijven, perioden dus die niet zullen worden omgezet, zoals voor het Rijkspersoneel.

.../...

Wellicht bedoelt het ontwerp vooral te vereenvoudigen, maar dit strookt niet altijd met de aard der zaken en leidt tot moeilijk te aanvaarden gevolgen.

Zo strijdt het met de grondbeginselen van het strafrecht of het tuchtrecht, dat een ambtenaar die een preventieve schorsing met daaraan verbonden ontzegging van verandering van graad en bevordering oploopt, niet meer voor de benoeming waaruit hij is geweerd, in aanmerking kan komen als hij naderhand onschuldig wordt bevonden.

Bovendien sluit de procedure van het ontwerp niet helemaal. Uit het eerste lid volgt dat de preventieve schorsing, na verloop van de dertig dagen waarover zij is uitgesproken, van rechtswege ophoudt tenzij ze vernieuwd wordt. Praktisch zal een beslissing tot vernieuwing moeilijk na verloop van de dertig dagen tot stand kunnen komen, omdat een voordracht van de leidende ambtenaar nodig is, omdat de ambtenaar hiervan in beroep kan komen en omdat hij, krachtens artikel 52junctis, artikelen 90 en 91 van het ontwerp, zelfs over twintig dagen beschikt voor het instellen van dit beroep. In de praktijk zal die procedure dus grote moeilijkheden opleveren, des te grotere daar artikel 52, vierde lid, volstrekt verbiedt, dat een schorsingsbeslissing terugwerkt, zelfs over een periode die niet verder opklimt dan tot het voorstel van de leidende ambtenaar.

.../...

Het ontworpen systeem, namelijk dat de bestuursoverheid een nieuwe beslissing moet nemen om de voorlopige schorsing na verloop van iedere periode van dertig dagen te handhaven, zal bovendien tot procedureverwikkelingen leiden, waartegenover geen enkele bijkomende waarborg voor het personeel staat. Een strafvordering wordt bijvoorbeeld tegen een ambtenaar ingesteld. Volgens artikel 82 van het ontwerp wordt de tuchtvordering daardoor geschorst. Oordeelt de bestuursoverheid dat de ambtenaar moet worden geschorst, dan moet ze om de maand een nieuwe beslissing nemen, totdat er uitspraak is over de strafvordering.

De voorkeur moet dan ook gaan naar een eenvoudiger regeling, waarin de bestuursoverheid een ambtenaar voor onbepaalde duur kan schorsen, maar waarin de ambtenaar tegen de schorsingmaatregel zelf kan opkomen zodra deze een nader te bepalen tijd heeft geduurd.

HOOFDSTUK VII VAN HET ONTWERP (TITEL VII VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

Artikel 56 van het ontwerp (artikel 63 van de voorgestelde tekst).

Om verwarring te voorkomen, moge worden gewezen op een belangrijk verschil tussen het ontwerp en het statuut van het Rijkspersoneel inzake verandering van graad, dit is de benoeming van een ambtenaar tot een graad die niet hoger is dan de zijne maar daarmee gelijkwaardig. Vóór een benoeming in een gelijkwaardige graad eist het statuut van het Rijkspersoneel geen bevorderingsprocedure (Raad van State, 14 juni 1956, nr 5198; 29 januari 1959, nr 6824; 26 januari 1959, nr 7184 ; zie ook 15 december 1959, nr 7489). Het ontwerp daarentegen stelt dezelfde regelen voor verandering van graad als voor bevordering.

.../...

Artikel 58 van het ontwerp (artikel 65 van de voorgestelde tekst).

Rekening moet worden gehouden met de wetsbepalingen die de bevoegdheid tot benoemen, en dus ook tot bevorderen, niet aan de Koning of de Minister, maar aan een beheersorgaan van een instelling opdragen.

Artikel 66 van de voorgestelde tekst (gedeelten van de artikelen 59 en 60, en artikel 61 van het ontwerp).

De regel die de voordracht van kandidaten voorschrijft is een objectieve regel, los van de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen. Hij wordt dus best in een afzonderlijk artikel neergelegd.

Artikelen 59 en 60 van het ontwerp (artikelen 67 en 68 van de voorgestelde tekst).

De verplichting tot het voordragen van kandidaten behoeft niet in deze artikelen te staan, aangezien de Raad van State hieraan in de voorgestelde tekst een afzonderlijk artikel wijdt.

Artikel 63 (artikel 70 van de voorgestelde tekst).

Het is een grote verdienste van het ontwerp, dat het alle willekeur uitsluit voor benoemingen, door verandering van graad of door bevordering, in graden beneden afdelingschef.

.../...

Volgens artikel 63 van het ontwerp gelden terzake van bevordering uitsluitend objectieve regelen, althans wanneer er geen examen is. De benoeming gaat noodzakelijk :

1° naar de kandidaat met de hoogste graadanciënniteit;

2° in ondergeschikte orde, bij gelijke graadanciënniteit, naar de kandidaat met de hoogste dienstanciënniteit;

3° in verder ondergeschikte orde, bij gelijke dienstanciënniteit, naar de oudste ambtenaar.

Opdat ambtenaren die geen benoeming verdienen of niet de vereiste bekwaamheid hebben, van verandering van graad of bevordering kunnen worden uitgesloten ,verhindert artikel 68 van het ontwerp wel benoemingen van ambtenaren die een ongunstige aantekening hebben gekregen tijdens zes maanden vóór de voordracht der kandidaten. Luidens artikel 69 van het ontwerp kan deze ongunstige aantekening worden gegeven "aan het personeelslid wiens manier van werken geen voldoening schenkt".

Het is de vraag of deze maatregel van de artikelen 68 tot 70 van het ontwerp een voldoende correctief is op de regel van artikel 63. Het is immers zeer goed mogelijk dat een ambtenaar die zich niet naar behoren van zijn taak heeft gekweten, toch geen ongunstige aantekening heeft gekregen, terwijl een ambtenaar die het werk van zijn graad behoorlijk verricht, toch niet geschikt is voor het uitoefenen van een ambt van de hogere graad.

.../...

De Raad van State wenst de Regering attent te maken op de gevaren van het ontworpen systeem. Zoals reeds in zijn advies van 13 mei 1958 (blz.28), geeft hij in overweging het ontwerp aan te vullen met een bepaling op grond waarvan de benoemende overheid, zelfs voor graden beneden afdelingschef, een ambtenaar kan weren die, op grond van welbepaalde feiten, moet worden geacht niet geschikt te zijn voor het uitoefenen van het te begeven ambt. Hij geeft hiertoe in overweging een bepaling aan artikel 63 toe te voegen (zie § 2 van artikel 70 van de voorgestelde tekst). De voorgestelde tekst voert een procedure in om willekeur tegen te gaan, die overigens aansluit bij de procedure van de artikelen 65 en 67 van het ontwerp.

Artikelen 64 tot 67 van het ontwerp (artikelen 71 tot 74 van de voorgestelde tekst).

De ontworpen procedure voor bevordering tot de hoogste graden lijkt niet volledig te zijn. Artikel 65 van het ontwerp bepaalt alleen, dat de leidende ambtenaar een gemotiveerd verslag over de waarde van iedere kandidaat opmaakt en er ieder van hen kennis van geeft. Nu is het inzake bevordering niet zozeer zaak de volstrekte waarde van een kandidaat, als wel diens betrekkelijke waarde ten opzichte van de overige kandidaten te beoordelen. Ter voorlichting van de benoemende overheid lijkt het hoogst raadzaam, voor te schrijven dat de leidende ambtenaar een rangschikking opmaakt, die dan om praktische redenen beperkt kan blijven tot de vijf kandidaten, die de leidende ambtenaar de beste acht, als er meer dan vijf kandidaten voor één betrekking zijn.

.../...

De leidende ambtenaar behoeft geen gemotiveerde rangschikking op te maken maar, wil hij niet willekeurig te werk gaan, dan zou hij uiteraard de kandidaten niet anders mogen rangschikken dan volgens de beoordelingen die hijzelf over ieder van hen in ieders onderscheidenlijk verslag heeft uitgebracht.

Kennisgeving van de rangschikking aan de kandidaten lijkt nodig, willen zij hun opmerkingen met kennis van zaken naar voren kunnen brengen. Volgens de regelen van artikel 75 van het statuut van 2 oktober 1937 en artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering, krijgen Rijksambtenaren kennis van de voorstellen van de directieraad, in alle gevallen waarin zij ook het recht krijgen hun opmerkingen bij die raad te doen gelden. De vrees is ook niet ongegrond dat de betrokkenen, als ze geen regelmatige kennisgeving ontvangen, langs omwegen trachten te vernemen welke rangschikking de leidende ambtenaar heeft opgemaakt.

Volgens de procedure die de Raad van State aanbeveelt, krijgen de kandidaten kennis van de oorspronkelijke, door de leidende ambtenaar opgemaakte rangschikking, al blijft het dan toch zo, dat hun recht om hun opmerkingen naar voren te brengen, alleen dient opdat zij hun eigen aanspraken kunnen doen gelden en niet om de aanspraken van de overige kandidaten te kritiseren. Deze regel treedt naar voren uit 's Raads rechtspraak over artikel 75 van het statuut van het Rijkspersoneel en artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939

.../...

betreffende het signalement en de bevordering (Raad van State ,14 juli 1955, nr 4510; 23 november 1956, nr 5386). De regel zal ook dienen voor de toepassing van de bepalingen van het ontwerp.

Artikel 68 van het ontwerp.

De ongunstige aantekening is het enige wat van het signalement overblijft.

Zij is het onmisbare - ofschoon naar 's Raads oordeel ontoereikende - correctief op de starre regel die artikel 63 van het ontwerp voor bevorderingen tot de minder hoge graden vaststelt.

Voor bevordering tot de hoogste graden lijkt het systeem van de ongunstige aantekening echter geen reden van bestaan te hebben. De leidende ambtenaar krijgt immers tijdens de procedure vóór de benoeming de gelegenheid om in zijn verslag aan te geven, waarom een kandidaat zich niet behoorlijk van zijn ambt heeft gekweten en niet in aanmerking komt voor de gevraagde bevordering.

De Raad van State geeft de Regering een overweging, opnieuw te onderzoeken of de toepassing van de artikelen 68 tot 70 van het ontwerp niet tot bevorderingen in de minder hoge graden beperkt moet blijven.

Artikel 70.

Luidens het eerste lid moet het voorstel van ongunstige aantekening "steunen op preciese feiten en worden gedaan binnen de vijftien dagen waarin de voorsteller

.../...

deze feiten verneemt ...". Zo gesteld, zal deze bepaling tot onontwarbare toepassingsmoeilijkheden leiden, want meestal zal niet een alleenstaand feit, maar een geheel van over een vrij lange tijd gespreide feiten, een ongunstige aantekening wettigen. In het systeem van het ontwerp zal de overheid machteloos staan, omdat zij zich niet mag beroepen op feiten die zich meer dan vijftien dagen tevoren hebben voorgedaan. In feite lijkt een onderscheid te moeten worden gemaakt tussen de ongunstige aantekening en het optekenen van een betreurenswaardig feit op een individuele fiche op naam van de ambtenaar.

Voorts zou dit artikel een logischer plaats zijn voor het bepaalde in artikel 91 van het ontwerp, waar beroep bij de raad van beroep tegen een voorstel van ongunstige aantekening wordt opengesteld.

Ten slotte ware het nodig te bepalen, dat een verandering van graad of een bevordering wordt uitgesteld totdat een eindbeslissing over een ongunstige aantekening is genomen, voor het geval dat een ambtenaar die kandidaat is, het onderwerp van een voorstel van ongunstige aantekening is maar beroep heeft ingesteld (vergelijken met artikel 18, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel).

HOOFDSTUK VIII VAN HET ONTWERP (TITEL VIII VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

Artikel 71 van het ontwerp (artikel 78 van de voorgestelde tekst).

Ten onrechte noemt het verslag aan de Koning de raad van beroep een adviserend rechtscollege. Deze raad

.../...

is geen rechtscollege, maar een adviserend orgaan, dat werkt volgens een quasi-jurisdictionele procedure.

Artikel 72 van het ontwerp (artikel 79 van de voorgestelde tekst).

Het ontwerp bepaalt dat de raad Nederlandse en Franse afdelingen omvat. Aangezien uit artikel 10 volgt dat in de onder artikel 1 genoemde instellingen taalrollen zullen worden gehouden, zal naar gelang van de taalrol van de ambtenaar worden uitgemaakt, welke afdeling bevoegd is om zijn beroep te onderzoeken. Deze, in het ontwerp niet uitdrukkelijk vermelde regel, is neergelegd in het tweede lid van de voorgestelde tekst.

Artikel 73 van het ontwerp (artikel 80 van de voorgestelde tekst).

Dezelfde raad van beroep zal bevoegd zijn om kennis te nemen van het beroep van personeelsleden, zonder onderscheid van graad. Er wordt bovendien nergens bepaald, dat de graad van de bijzitters in een bepaalde zaak gelijkwaardig moet zijn aan die van de verzoeker. Zij zullen dus een lagere graad kunnen hebben dan de ambtenaar wiens geval de raad van beroep onderzoekt. De Raad van State meent de Regering te moeten wijzen op deze toestand, die niet beantwoordt aan de traditionele opvatting, dat een ondergeschikte liefst geen oordeel moet vellen over het gedrag van zijn hiërarchische meerdere. Ook mag worden gevreesd, dat de ondergeschikte die zich over een beroep van zijn hiërarchische meerdere heeft uit te spreken, zijn taak niet met de nodige onafhankelijkheid kan vervullen.

.../...

Bepalingen als die van de artikelen 84, 86 en 87 van het statuut van het Rijkspersoneel, volgens welke de Minister de door de vakorganisaties aangewezen bijzitters erkent en bijzitters kunnen worden gewraakt, komen in het ontwerp niet voor. Het is zaak van de Regering, na te gaan of deze leemte al dan niet uit onachtzaamheid is ontstaan en moet worden aangevuld.

De bijzitters van de raad van beroep moeten, luidens het ontwerp, personeelsleden in actieve dienst zijn. Het begrip actieve dienst is zeer ruim. De ambtenaar die lid wordt van een der wetgevende kamers heet, volgens artikel 46 van het ontwerp, in actieve dienst te zijn. Het wil de Raad voorkomen dat de hoedanigheid van bijzitter van de raad van beroep onbestaanbaar zou moeten worden verklaard met bepaalde administratieve toestanden waarin de ambtenaar in actieve dienst blijft.

Het ontwerp zegt dat de bijzitters voor de helft worden aangewezen door de vakorganisaties, in evenredigheid met het aantal stemmen dat zij bij de laatste syndicale verkiezingen in de onder artikel 1 genoemde instellingen hebben verkregen. Deze bepaling impliceert, dat de mandaten van door vakorganisaties aangewezen bijzitters na iedere verkiezing moeten worden vernieuwd. Aangezien dit niet dadelijk na de verkiezingen kan gebeuren, is het nodig te bepalen, dat het bijzittersmandaat eerst een einde neemt na een bepaalde termijn volgend op de datum van de syndicale verkiezingen. Het laatste lid van de voorgestelde tekst houdt met deze opmerking rekening. De juiste duur van de termijn zal de Regering moeten bepalen.

.../...

Bovendien moet worden bepaald, hoe de mandaten zullen worden verdeeld in evenredigheid met stemmental van elke vakorganisatie. Er kan worden te werk gegaan als in artikel 30 van het syndicaal statuut. Het tweede lid van de voorgestelde tekst voldoet aan deze opmerking.

Het personeel van twee der in artikel 1 genoemde instellingen : het Nationaal Instituut voor de lichamelijke opvoeding en de sport en het Nationaal Instituut voor de huisvesting, staat niet onder het syndicaal statuut vastgesteld bij het koninklijk besluit van 20 juni 1955 en zal dus niet, door verkiezing, deelnemen aan de aanwijzing van bijzitters van de raad van beroep, die nochtans als een paritair orgaan is opgevat. De Regering zou moeten nagaan of het niet past, het syndicaal statuut op het personeel van beide nationale instituten toepassing te doen vinden.

Artikel 74 van het ontwerp (artikel 81 van de voorgestelde tekst).

In de algemene opmerkingen (opmerking E) is gewezen op het ontbreken van bepalingen over de plichten.

Artikel 75 van het ontwerp.

Dit artikel bepaalt dat de Minister ,"op eensluidend advies van de Minister die het Algemeen Bestuur onder zijn bevoegdheid heeft, bijzondere strafbare feiten kan bepalen en de straf ervoor kiezen onder de door het statuut voorziene tuchtstraffen".

.../...

Het strekt ertoe in tuchtzaken althans gedeeltelijk het beginsel van de wettigheid der misdrijven in te voeren. Dit beginsel, een der grondvesten van het strafrecht, vindt doorgaans geen toepassing in tuchtzaken. In de regel oordelen de bestuursoverheden naar goeddunken, of het ten laste gelegde feit als een tekortkoming moet worden aangemerkt en welke straffen hem moeten worden opgelegd.

Een omschrijving van sommige tuchtvergrijpen, gepaard met de vaststelling van de straf, zou meer eenheid brengen in de uitoefening van het tuchtgezag en de aandacht van de personeelsleden vestigen op de ernst van bepaalde tekortkomingen. Het besluit echter, dat bij algemene bepaling de tuchtvergrijpen omschrijft en hun straf vaststelt, maakt deel uit van het personeelsstatuut. Tot het vaststellen van dit statuut is, krachtens artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, de Koning bevoegd. Wil men de wettelijke bevoegdheidsregelen niet ontwijken, dan is overdracht van bevoegdheid alleen toegestaan voor bijkomstige maatregelen. De termen van artikel 75 zijn zo algemeen, dat de Minister een op alle onder zijn toezicht staande instellingen toepasselijke regeling zou kunnen uitvaardigen, en dat die regeling, bij wege van algemene bepalingen die de tuchtoverheid zouden binden, de zwaarste straffen zou kunnen opleggen. Voor een machtsdelegatie is de aldus aan de Minister opgelegde taak te gewichtig. Daarom wordt voorgesteld, artikel 75 uit het ontwerp te schrappen. Het is niet overgenomen in de tekst bij dit advies. Mocht de Regering het nodig achten, bij wege van algemene bepalingen sommige tuchtvergrijpen en hun straf te omschrijven, dan zou dit kunnen worden gedaan door de Koning, die bevoegd is om het personeelsstatuut vast te stellen.

Artikelen 76 en 79 van het ontwerp (artikelen 82 en 85 van de voorgestelde tekst).

In de tekst die de Raad voor deze artikelen voorstelt, is "dégradation" vervangen door "rétrogradation", wat beter aangeeft dat die straf de ambtenaar niet iedere graad ontneemt maar hem, zoals artikel 79 van het ontwerp zegt, "een rang verleent die lager ligt dan de zijne".

Terecht heeft het ontwerp uit artikel 77 van het statuut van het Rijkspersoneel niet alle straffen overgenomen. Maar het is de vraag of het wel straffen genoeg stelt voor de behoeften van een voldoende genuanceerde bestraffing. Het tweede lid van artikel 82 van de voorgestelde tekst voldoet aan de algemene opmerking D, 5°, van dit advies.

Artikel 80 van het ontwerp (artikel 86 van de voorgestelde tekst).

Luidens dit artikel heeft geen tuchtstraf terugwerkende kracht. De rechtspraak van de Raad van State neemt aan, dat een straf kan terugwerken indien het personeelslid door een regelmatige beslissing uit de dienst is verwijderd (arresten nr 1540, LAUWERS, van 7 mei 1952 en nr 3186 LEFEVRE, van 1 maart 1954). Wel kan de Regering beslissen dat de straffen geen gevolg kunnen hebben over de tijd die aan de uitspraak ervan voorafgaat. Maar wanneer een om tuchtredenen vervolgd ambtenaar geschorst is, kunnen hij én de administratie er belang bij hebben, dat zijn administratieve toestand, die in de schorsingsperiode slechts door een voorlopige beslissing was geregeld, door de na

.../...

afloop van de tuchtprocedure te nemen beslissing definitief wordt bepaald. In dat geval is terugwerking van de straf gewettigd. Daarom stelt de Raad van State in zijn tekst voor, dat de straf gevolg kan hebben over de periode vóór de uitspraak, wanneer het personeelslid vooraf was geschorst.

Artikel 81 van het ontwerp (artikel 87 van de voorgestelde tekst).

Luidens dit artikel "wordt de samenloop van strafbare feiten slechts met één enkele tuchtstraf beteugeld". Samenloop van misdrijven is een strafrechtelijk begrip dat, zonder definitie in tuchtzaken gebruikt, tot interpretatiemoeilijkheden kan leiden. Volgens de gemachtigden van de Regering is er "samenloop van strafbare feiten" zodra een personeelslid van meer dan één tekortkoming wordt beschuldigd. De voorgestelde tekst vermijdt de uitdrukking "samenloop van strafbare feiten" en houdt rekening met de bedoeling van de Regering.

Artikel 82 van het ontwerp (artikel 88 van de voorgestelde tekst).

Om betwistingen over de toepassing van deze bepaling te vermijden, steunt de voorgestelde tekst op artikel 81 van het statuut van het Rijkspersoneel.

Artikel 83 van het ontwerp (artikel 89 van de voorgestelde tekst).

Luidens dit artikel "kan de tuchtvordering niet meer worden ingezet na verloop van zes maanden vanaf de vaststelling van het strafbaar feit, en, in geval van

.../...

strafvordering, zes maanden vanaf de einduitspraak van het gerecht". Door de verjaring van de tuchtvordering in te voeren, vult het ontwerp een leemte aan, in de thans voor openbare diensten gevolgde procedure. Maar aangezien de termijn ingaat vanaf de vaststelling van een feit, zijn moeilijkheden en betwistingen bij de toepassing van de verjaringsregel te vrezen. De oplossing zal berusten bij de tuchtoverheid en, als er beroep is, bij de Raad van State, die de feitelijke omstandigheden zullen moeten nagaan waaruit blijkt, of de administratie van de tekortkoming van een van haar ambtenaren kennis had.

Is er geen strafvervolging, dan gaat de verjaringstermijn in bij de vaststelling van het strafbaar feit. Naar aan de Raad van State is uitgelegd, zal de termijn reeds ingaan zodra een van de hiërarchische meerderen van het personeelslid kennis heeft gehad van dat feit, zelfs al is de leidende ambtenaar van de instelling niet op de hoogte. Dit is in de voorgestelde tekst aangegeven.

Artikelen 84 en 85 van het ontwerp (artikelen 90 en 91 van de voorgestelde tekst).

Deze artikelen bepalen dat "de blaam" zonder formaliteit wordt opgelegd door de dienstchef of door het hoofd van de instelling, die vooraf het personeelslid moeten horen, en dat "de andere tuchtstraffen door de Minister worden opgelegd op voordracht van het hoofd der instelling en overeenkomstig de artikelen 86 tot 94" van het ontwerp.

.../...

Sommige wetsbepalingen tot vaststelling van het statuut der in artikel 1 genoemde instellingen, wijzen de overheid aan die bevoegd is om bepaalde tuchtstraffen op te leggen. Alleen in instellingen waarvoor geen zodanige wetsbepalingen bestaan kan het tuchtgezag aan de Minister worden opgedragen.

Dat het ontwerp de bevoegdheid om een blaam op te leggen, aan de leidende ambtenaar en aan de dienstchef opdraagt, is begrijpelijk. Minder begrijpelijk is, dat de overheid die zwaardere straffen kan opleggen, niet ook de blaam zou kunnen uitspreken.

Volgens het ontwerp wordt de blaam opgelegd zonder andere formaliteit dan dat de ambtenaar wordt gehoord. Er dient te worden bepaald, dat van dit verhoor proces-verbaal wordt opgemaakt.

De voorgestelde tekst houdt rekening met deze opmerkingen.

Artikel 86 van het ontwerp (artikel 92 van de voorgestelde tekst).

Luidens dit artikel "zet het hoofd van de instelling de tuchtvordering in". Deze bepaling maakt de tuchtvervolging op volstrekte wijze afhankelijk van het initiatief van de leidende ambtenaar. De commentaar in het verslag aan de Koning vergelijkt diens taak met die van het openbaar ministerie, welks optreden noodzakelijk is om een zaak bij de rechtbank aanhangig te maken.

.../...

De Raad van State meent de Regering op dit belangrijke novum en op de daaraan verbonden bezwaren te moeten wijzen. Een leidend ambtenaar die nalaat een schuldig personeelslid te vervolgen, zou de overheid die voor de inrichting van de diensten verantwoordelijk is en het tuchtgezag uitoefent, kunnen verhinderen op te treden. Onder eenzelfde minister ressorteren bovendien zoveel instellingen, dat de bevoegdheid die aan de leidende ambtenaren daarvan wordt opgedragen, een hinderpaal kan vormen voor de eenheid van rechtspraak, die inzake bestraffing van tuchtvergrijpen liefst moet blijven bestaan. Volgens de voorgestelde tekst kan de Minister de leidende ambtenaar bevelen vervolgingen in te stellen.

Artikel 89 van het ontwerp (artikel 95 van de voorgestelde tekst).

De Raad van State stelt voor, aan de tekst van dit artikel een nieuw lid toe te voegen, om te bepalen dat de leidende ambtenaar, ingeval vervolgingen zijn ingesteld op bevel van de Minister, bij hem verslag moet uitbrengen wanneer hij van vervolging afziet.

Artikel 91 van het ontwerp.

Krachtens dit artikel is de raad van beroep ook bevoegd tot het onderzoeken van beroepen tegen maatregelen als vastgesteld in de artikelen 52, 69 en 97 van het ontwerp. Dit zijn weliswaar geen tuchtmaatregelen, maar zij onderstellen een beoordeling van het gedrag van de ambtenaar, en daarom acht de Regering het nodig hem in de gelegenheid te stellen zijn verweermiddelen

.../...

bij de raad van beroep voor te dragen. Liever dan deze uitbreiding van de bevoegdheid van die raad in de titel betreffende de tucht te vermelden, stelt de Raad van State voor, dit te doen bij ieder artikel dat maatregelen voorschrijft waarvan het personeelslid bij de raad van beroep in beroep kan komen. In de voorgestelde tekst is artikel 91 van het ontwerp dan ook niet overgenomen.

Artikel 93 van het ontwerp (artikel 98 van de voorgestelde tekst).

Het ontwerp bepaalt, dat de straf niet zwaarder kan zijn dan "deze die door het hoofd van de instelling of door de raad van beroep werd voorgesteld". Dit is dubbelzinnig. Welke straf zal als maximum worden beschouwd ingeval de leidende ambtenaar een bepaalde straf, de raad van beroep een andere straf heeft voorgesteld ? Naar aan de Raad van State is medegedeeld, wordt, wanneer de zaak bij de raad van beroep aanhangig is gemaakt, geen acht meer geslagen op het voorstel van de leidende ambtenaar, en is de maximumstraf die welke de raad voorstelt. In de voorgestelde tekst komt deze bedoeling beter tot uiting.

De Raad van State moge nog de aandacht van de Regering vestigen op het novum, dat de leidende ambtenaar en de raad van beroep de straf kunnen beperken. Deze bepaling dreigt belemmerend te werken op de overheid die verantwoordelijk is voor de goede werking van de dienst, vooral waar het om de bevoegdheid van de raad van beroep gaat. Deze opdracht van bevoegdheid strookt niet met het

.../...

algemene systeem van het ontwerp, waarin de raad van beroep - zoals het verslag aan de Koning het beklemtoont - een zuiver "adviserend" lichaam is. De raad van beroep is niet verantwoordelijk voor de goede werking van de dienst.

Artikel 94 van het ontwerp (artikel 99 van de voorgestelde tekst).

Aansluitend op de terminologie van artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, vervangt de voorgestelde tekst in het Frans, de woorden "organisation syndicale reconnue" door "organisation syndicale agréée".

HOOFDSTUK IX VAN HET ONTWERP (TITEL IX VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

Artikel 95 van het ontwerp (artikelen 100 en 101 van de voorgestelde tekst).

In de voorgestelde tekst is de opsomming, die het ontwerp geeft van de wijzen waarop aan de ambtsuitoefening een einde komt, aangevuld met de uitsluiting waarvan sprake in artikel 24 van het ontwerp (artikel 25 van de voorgestelde tekst).

Luidens het ontwerp heeft inrustestelling "het verlies van de hoedanigheid van aan het statuut onderworpen personeelslid tot gevolg". Geen enkele bepaling stelt echter de rustleeftijd van de betrokkenen vast. Het koninklijk besluit van 12 mei 1927, dat een grensleeftijd

.../...

bepaalt voor het personeel van de Rijksbesturen, geldt niet voor het personeel van instellingen van openbaar nut. De Raad van State stelt voor, in een toe te voegen artikel de leeftijd voor inrustestelling op 65 jaar te bepalen. Valt het personeel waarvan het statuut hier is ontworpen, niet krachtens een koninklijk besluit onder de pensioenregeling die bepaald is in de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, dan zou de Regering de tekst van de Raad van State zo moeten wijzigen, dat hij in overeenstemming komt met de wetten betreffende de rust- en overlevingspensioenen van werklieden en bedienden, krachtens welke degenen die onder die wetten vallen, vóór hun 65 jaar kunnen worden gepensioneerd.

Het ontwerp bepaalt niets ten behoeve van personeelsleden die wel de leeftijd hebben maar niet de voorwaarden vervullen om een pensioen te ontvangen. Er moge aan herinnerd worden, dat Rijksambtenaren in dat geval ter beschikking worden gesteld (artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 mei 1927 en artikel 29 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939).

Artikel 96 van het ontwerp (artikel 102 van de voorgestelde tekst).

Het ontwerp bepaalt, dat het ontslag wordt aangeboden door middel van een verzoekschrift aan de Minister, die het aanvaardt of verwerpt binnen dertig dagen te rekenen van de eerste der maand volgend op die van het verzoekschrift.

.../...

De bevoegdheid om het ontslag te aanvaarden kan niet aan de Minister worden toegekend, wanneer de wet de benoemingsbevoegdheid aan een andere overheid opdraagt.

Het zou meer in de rede liggen de termijn te doen ingaan op een dag na die waarop het verzoekschrift is ingekomen, in plaats van op een dag na de datum van het verzoekschrift zelf.

In de voorgestelde tekst is met beide opmerkingen rekening gehouden.

Uit wat de gemachtigden van de Regering hebben gezegd, blijkt dat de termijn van dertig dagen een termijn van orde is, waarna de overheid nog uitspraak kan doen over het verzoek om ontslag.

Artikel 97 van het ontwerp (artikel 103 van de voorgestelde tekst).

Luidens het ontwerp moet de leidende ambtenaar het voorstel om het personeelslid af te danken of in rang terug te zetten wegens beroepsonbekwaamheid, aan de Minister doen. De Minister is niet bevoegd om een einde te maken aan het ambt van alle aan het statuut onderworpen personeelsleden. Afdanking en terugzetting in rang moeten volgens de voorgestelde tekst door de tot benoemen bevoegde overheid worden uitgesproken.

.../...

Het derde lid van de voorgestelde tekst voldoet aan hetgeen bij artikel 91 van het ontwerp is opgemerkt.

Artikel 99 van het ontwerp (artikel 105 van de voorgestelde tekst).

Dit artikel van het ontwerp geeft de Minister bevoegdheid om te constateren, dat de ambtenaar van ambtswege is ontslagen. Om de zoëven bij artikel 97 opgegeven reden, kent de voorgestelde tekst die bevoegdheid alleen toe aan de tot benoemen bevoegde overheid.

Over het ontslag van ambtswege van de lichamelijk ongeschikt geworden ambtenaar spreekt het ontwerp niet. De gemachtigden van de Regering hebben erkend, dat dit een leemte is. De Raad van State heeft dan ook in de tekst een tweede oorzaak van ontslag van ambtswege toegevoegd.

Het ontwerp-statuut bevat geen bepaling waarbij een vergoeding wordt toegekend aan het personeelslid dat definitief lichamelijk ongeschikt is om zijn ambt uit te oefenen en niet de voorwaarden vervult om een pensioen te verkrijgen. Deze leemte kan verbazen als men denkt aan de "vergoeding wegens ambtsneerlegging", welke de wegens beroepsonbekwaamheid afgedankte volgens artikel 98 van het ontwerp ontvangt. Toch is het zo, dat de lichamelijk ongeschikt bevonden Rijksambtenaar ambtshalve wordt ontslagen en geen vergoeding ontvangt als hij niet voldoet aan de voorwaarden om een pensioen te genieten (artikel 107, 9°, van het statuut van het Rijkspersoneel, en artikel 8 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939).

.../...

HOOFDSTUK X VAN HET ONTWERP (TITELS X TOT XIV VAN DE VOORGESTELDE TEKST).

Artikel 100 van het ontwerp (artikel 106 van de voorgestelde tekst).

Paragraaf 1.

Deze paragraaf verklaart een aantal voor het Rijkspersoneel geldende bepalingen, toepasselijk op de ambtenaren wier statuut door het ontwerp wordt vastgesteld.

De tekst onder 1° van deze paragraaf betreft de bepalingen tot regeling van de samenstelling en de werking van de ministeriële kabinetten. Deze materie is het onderwerp van een besluit van de Regent van 20 juni 1946, dat onder meer de ambtsbevoegdheden en de samenstelling van de ministeriële kabinetten, de administratieve positie van de ambtenaar in dienst bij een ministerieel kabinet en het bedrag van de kabinetsvergoedingen bepaalt. Dit bedrag verschilt naargelang het kabinetslid al dan niet Rijksambtenaar is.

De Regeringsgemachtigden hebben verklaard, dat paragraaf 1 onder 1° alleèn bedoelt, de ambtenaren wier statuut door het ontwerp wordt vastgesteld, ter zake van kabinetsvergoedingen met Rijksambtenaren gelijk te stellen. De voorgestelde tekst houdt hiermede rekening.

De tekst onder 3° van deze paragraaf betreft de waarborgen voor ambtenaren die in hun bevordering voorbijgegaan zijn door de toepassing van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken. Deze waarborgen zijn

.../...

het onderwerp van een bij een koninklijk besluit van 15 april 1958 gewijzigd besluit van de Regent van 28 april 1947, dat overtallige benoemingen en reclasseringsmaatregelen kent, maar dan alleen ten behoeve van ambtenaren die bij het inwerkingtreden van de wet van 28 juni 1932 in dienst waren. Vele van de in artikel 1 genoemde instellingen bestonden toen echter nog niet. Moet men nu voor de toepassing van § 1, 3°, aannemen dat, voor de desbetreffende waarborgen alleen in aanmerking komen de ambtenaren die ten tijde van de inwerkingtreding van de wet van 28 juni 1932 bij de instelling werkzaam waren, of kan het ook voldoende zijn dat de ambtenaar toentertijd bij enige andere openbare instelling werkzaam was ? Wil de Regering geen interpretatiemoeilijkheden tegemoet gaan, dan moet zij haar voornemens in een gewijzigde tekst verduidelijken.

Het derde lid van artikel 1 van het besluit van de Regent van 28 april 1947, gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 april 1958, bepaalt dat de overtallige ambtenaren te werk worden gesteld in de eerste openstaande betrekking van hun graad, mits zij aan alle eisen van het statuut voldoen en, na gemotiveerd advies van de directieraad, geschikt worden geacht om de betrekking te bekleden. Op de in het ontwerp bedoelde instellingen zal deze regel geen toepassing vinden want artikel 100 van het ontwerp verklaart sommige bepalingen uit het statuut van het Rijkspersoneel alleen toepasselijk "buiten de bepalingen van dit besluit" en de artikelen 28 en volgende van het ontwerp (29 en volgende in de voorgestelde tekst) stellen regelen voor het geval dat een

.../...

ambtenaar om enigerlei reden zonder betrekking komt te staan. Als de Regering het anders bedoelt, behoort zij de tekst onder 3° van § 1 zo te wijzigen, dat het duidelijk wordt dat overtallige ambtenaren in de onder artikel 1 genoemde instellingen worden opgeslorpt volgens de bijzondere regeling van het besluit van de Regent van 28 april 1947. In dit geval moet het ontwerp aangeven, welke overheid over de geschiktheid van de ambtenaar zal moeten adviseren. Het besluit van de Regent van 28 april 1947 draagt dit immers op aan de directieraad, die door het ontwerp in de hier bedoelde instellingen niet is opgericht.

Bij toepassing van artikel 13, § 4, van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken, moet de bepaling onder 3° van § 1 onderworpen worden aan het advies van de vaste commissie van taaltoezicht.

Artikel 10 van het ontwerp veronderstelt, dat er in de onder artikel 1 genoemde instellingen taalrollen zijn. Aangezien geen enkele wets- of verordeningsbepaling dit in instellingen van openbaar nut voorschrijft, dient het ontwerp derwijze te worden aangevuld, dat de bepalingen, die taalrollen in de Rijksbesturen voorschrijven, op deze instellingen toepasselijk worden verklaard. Bedoeld worden de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 januari 1933 waarbij de toepassing van de wet betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, op de Rijksbesturen wordt geregeld. Dit besluit eist echter alleen taalrollen in de hoofdbesturen. Het lijkt wel

.../...

dienstig te zijn, er ook in de buitendiensten voor te schrijven. De voorgestelde tekst onder 4° van § 1 houdt met deze opmerking rekening. Ook over deze bepaling moet het advies van de vaste commissie van taaltoezicht worden gevraagd.

De tekst onder 4° van § 1 van het ontwerp verklaart van overeenkomstige toepassing de voor het Rijkspersoneel geldende bepalingen inzake inschrijvingsgeld voor examens en vergelijkende examens die door de Rijksbesturen worden uitgeschreven. Deze voorschriften zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 8 augustus 1953 dat zijn rechtsgrond ontleent aan de wet van 29 maart 1953, krachtens welke de Koning het bedrag van het inschrijvingsgeld voor examens en vergelijkende examens door Rijksbesturen ingericht, kan vaststellen. Krachtens artikel 113 van de Grondwet is een wet nodig opdat de Koning gemachtigd kan zijn de staatsburgers tot het betalen van een retributie te dwingen. De wet van 29 maart 1953 staat de Koning niet toe, het bedrag vast te stellen van het inschrijvingsgeld voor examens en vergelijkende examens uitgeschreven met het oog op de werving van personeel van instellingen van openbaar nut. Er is dus geen rechtsgrond voorhanden om de bepalingen tot vaststelling van het inschrijvingsgeld voor vergelijkende examens en examens door Rijksbesturen uitgeschreven, op deze instellingen toepasselijk te verklaren. Daarom is § 1, 4°, van artikel 100 van het ontwerp niet in de voorgestelde tekst opgenomen.

.../...

De tekst onder 5° van paragraaf 1 verklaart de regelen inzake organisatie van wervings- en bevorderingsexamens voor Rijkspersoneel van overeenkomstige toepassing en bepaalt dat het examen voor verandering van graad, volgens de termen van de lijst der graden, hetzij met een vergelijkend examen voor toelating, hetzij met een examen voor bevordering in graad gelijkgesteld is.

Men bepale tevens, dat het bevorderingsexamen als omschreven in artikel 62 van het ontwerp gelijkgesteld is met een van de examens als voorgeschreven door de regeling voor het Rijkspersoneel. De voorgestelde tekst houdt hiermede rekening.

De tekst onder § 1, 7°, verklaart de voor het Rijkspersoneel geldende bepalingen inzake vacantiegeld van overeenkomstige toepassing. Krachtens artikel 15, § 2, van de wet van 28 april 1959 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, is het betrokken personeel aan de regeling inzake maatschappelijke zekerheid onderworpen, zelfs als het niet onder arbeidsovereenkomst staat, tenzij het de door deze wet ingestelde pensioenregeling geniet. Krachtens paragraaf 3 van hetzelfde artikel ontvangt datzelfde personeel evenveel verlofgeld en gezinsverlofgeld als het Rijkspersoneel, wanneer het de door deze wet ingestelde pensioenregeling geniet. Inzake verlofgeld is de regeling van de maatschappelijke zekerheid voor sommige ambtenaren voordeliger dan de overeenkomstige regeling van het Rijkspersoneel. Als de Regering de ambtenaren wier statuut door het ontwerp wordt

.../...

vastgesteld,niet aan de pensioenregeling van de wet van 28 april 1958 onderwerpt, kan zij hen, zonder artikel 15, § 2, van die wet te schenden, niet onderwerpen aan de regeling inzake verlofgeld van het Rijkspersoneel. Als een koninklijk besluit hen daarentegen aan de pensioenregeling van 28 april 1958 onderwerpt, zullen zij krachtens artikel 15, § 3 van die wet, van rechtswege aan de verlofgeldregeling van het Rijkspersoneel onderworpen zijn. In dit laatste geval zou het bepaalde onder § 1, 7°, van het ontwerp onnodig zijn. Om de reeds aangegeven redenen slaat de voorgestelde tekst deze bepaling over.

Naar de gemachtigden van de Minister hebben uiteengezet, is de bedoeling van § 1, 11°, niet de artikelen 49 tot 52 van het statuut van 2 oktober 1937 inzake onverenigbaarheden, maar alleen het koninklijk volmachtenbesluit van 5 februari 1935 op het personeel van de aan dit ontwerp onderworpen instellingen van openbaar nut toepasselijk te verklaren. Deze bepaling in het ontwerp is dus overbodig, want zoals de Raad van State in zijn algemene opmerkingen onder D, 5°, heeft verklaard, is het koninklijk besluit van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie,van rechtswege toepasselijk op titularissen van betrekkingen in "openbare onder de Staat ressorterende inrichtingen".

Paragraaf 2.

Artikel 100, § 2, van het ontwerp bepaalt : "Volgens de door Ons bepaalde modaliteiten genieten de aan dit besluit onderworpen personeelsleden tenminste de geldelijke voordelen, door de wetgeving voorzien, voor het

.../...

herstel van schade ingevolge arbeidsongevallen of ongevallen, voorgekomen op de weg van of naar het werk, alsmede door de wetgeving inzake beroepsziekten".

Krachtens artikel 40 van het ontwerp (artikel 51 van de voorgestelde tekst) nu, blijft de ambtenaar zonder tijdsbeperking en met behoud van zijn volle wedde in actieve dienst, wanneer zijn verlof wegens ziekte of gebrekkigheid is toegekend naar aanleiding van een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar en van het werk of een beroepsziekte.

Voorts verklaart artikel 100, § 1, 10°, op het betrokken personeel toepasselijk : het koninklijk besluit van 22 april 1952 betreffende de vergoeding van de kosten van dokter, chirurg, apotheker, ziekenhuis, prothese en orthopedie, voortspruitend uit arbeidsongevallen aan vast aangesteld en stagedoende personeelsleden, overkomen in dienst of op de weg naar of van het werk.

Juridisch heeft artikel 100, § 2, dus alleen in zoverre nut als het nog andere voordelen behalve de reeds genoemde verleent. Wil men geen betwisting over de strekking van deze bepaling hebben, dan geve men daarin aan, welke aanvullende voordelen de Regering wenst te verlenen.

Artikel 101 van het ontwerp (artikel 111 van de voorgestelde tekst).

Krachtens sommige wetsbepalingen kunnen er gedetacheerde Rijksambtenaren onder het personeel van de instelling zijn. Zulk een bepaling staat onder meer

.../...

in artikel 37 van de bij koninklijk besluit van 9 maart 1951 gecoördineerde wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders. Zij betreft het personeel van de Rijkskas voor jaarlijks verlof. Ook artikel 12 van de besluitwet van 10 januari 1947 tot inrichting van een Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen bevat een dergelijke bepaling.

Door aan Rijksambtenaren die bij een instelling als in het ontwerp genoemd, gedetacheerd zijn, de keus tussen het verkrijgen van de hoedanigheid van ambtenaar van deze instelling en hun wederopneming in hun bestuur van herkomst op te leggen, verhindert artikel 101 van het ontwerp de toepassing van deze wetsbepalingen. Zoals reeds in de algemene opmerking B van dit advies is gezegd, kunnen de wetsbepalingen, op grond waarvan Rijksambtenaren in instellingen van openbaar nut gedetacheerd kunnen worden, alleen worden opgeheven als men aanneemt dat zij uitsluitend bedoelen het statuut van het personeel van die instellingen te regelen. Wetsbepalingen nu, die ambtenaren in staat stellen twee hoedanigheden, die van ambtenaar in een instelling van openbaar nut en die van Rijksambtenaar te cumuleren, betreffen uitsluitend het ambtenarenstatuut. De Koning kan ze dus opheffen krachtens de bevoegdheid die hij aan artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 ontleent. Het voorgesteld artikel 114 heft deze wetsbepalingen op.

.../...

Artikel 102 van het ontwerp (artikel 108 van de voorgestelde tekst).

Volgens dit artikel raakt het statuut niet aan de bevoegdheid, welke artikel 16 van de besluitwet van 25 februari 1947 aan de raad van beheer van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers verleent.

Nog andere wetsbepalingen buiten de in het ontwerp aangehaalde, wijzen de benoemende overheid in sommige onder artikel 1 genoemde instellingen aan. Zo gelden wetsbepalingen voor het Nationaal Instituut voor de lichamelijke opvoeding en de sport en voor het Nationaal Instituut voor de huisvesting. Om de redenen uiteengezet onder de algemene opmerking B van dit advies, moeten deze wettelijke bepalingen in acht worden genomen.

Het Nationaal Werk voor kinderwelzijn bezit een afzonderlijk statuut.

Krachtens artikel 1, tweede lid, van de wet van 5 september 1919 tot instelling van dit Werk, "moet het organiek reglement van het Nationaal Werk door de Koning goedgekeurd worden". Dit, bij koninklijk besluit van 30 december 1919 goedgekeurde organiek reglement, bepaalt in artikel 7 "het bestuur van de Hogere Raad benoemt het personeel van zijn diensten". Deze bepaling kan de Koning niet opheffen, tenzij het Nationaal Werk hem uit eigen beweging een beslissing tot wijziging van zijn organiek reglement ter goedkeuring voorlegt.

.../...

In een advies van 13 mei 1958 over een ontwerp van koninklijk besluit houdende rechtsregeling voor het personeel van sommige openbare instellingen, heeft de Raad van State het volgende opgemerkt :

"De Koning schijnt niet bevoegd te zijn om de macht tot het benoemen van het personeel van de diensten dezer instelling te ontnemen aan het bureau van de Hoge Raad, waaraan deze macht is opgedragen door artikel 7 van het organiek reglement dat goedgekeurd is door het koninklijk besluit van 30 december 1919 uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 1, tweede lid, van de wet van 5 september 1919. Dit klemt des te meer daar de wetgever aan het Nationaal Werk voor kinderwelzijn een ongemeen ruime zelfstandigheid heeft willen toebedelen (A.BUTTGENBACH, Modes de gestion des services publics en Belgique, 1942, blz. 702-729)".

De voorgestelde tekst houdt met deze opmerking rekening.

Voorts moge de Raad de Regering wijzen op een gevolg van de opdracht van benoemingsmacht aan de raad, die de instelling beheert. Wanneer deze opdracht van bevoegdheid volgt uit een wetsbepaling of een ander voorschrift, dat door de Koning niet mag worden gewijzigd, kan een koninklijk besluit de Koning of de Minister niet bevoegd verklaren tot het nemen van allerlei individuele maatregelen betreffende de ambtenaren. Dat sommige van die maatregelen door de tot benoemen bevoegde overheid aan een hiërarchisch lagere instantie worden opgedragen, is zeer goed denkbaar, maar de Koning of de Minister

.../...

hiermede ,door toedoen van het onderhavige statuut belasten, als de benoemingsbevoegdheid bij de raad van beheer van de instelling berust, zou ingaan tegen de autonomie waarover de instelling in haar betrekkingen met het personeel beschikt. Het ligt echter voor de hand, dat de raad van beheer van de instelling, bij het nemen van beslissingen die tot zijn bevoegdheid behoren, de regelen van het statuut zal moeten toepassen.

Artikel 109 van de voorgestelde tekst.

Er zijn wetsbepalingen tot aanwijzing van de benoemende overheid, maar ook tot vaststelling van de aan de benoeming voorafgaande formaliteiten, en ook deze behoren in acht te worden genomen ter wille van wat onder de algemene opmerking B van dit advies is gezegd. Een voorbehoud nochtans : de voorgeschreven formaliteit is doorgaans een advies, dus een beoordeling van de verdiensten der kandidaten, die dient om de benoemende overheid voor te lichten en haar een keuze mogelijk te maken. Redelijkerwijze mag worden aangenomen, dat de wetgever van 16 maart 1954, toen hij de Koning machtigde tot het vaststellen van het personeelsstatuut, hem ook bevoegd heeft gemaakt om objectieve regelen inzake werving en bevordering vast te stellen, hetzij door het invoeren van een vergelijkend examen,hetzij door te verplichten de oudste kandidaat te benoemen. Als de benoemende overheid geen beoordelingsbevoegdheid meer zal hebben en verplicht zal zijn, ofwel de eerst geslaagde voor het vergelijkend examen ofwel de oudste ambtenaar te benoemen, zal het advies een zinloze formaliteit worden.

.../...

Wil men geen overbodige formaliteiten voorschrijven, dan moet men aannemen dat de door wetten voorgeschreven adviezen alleen moeten worden gegeven als de benoemende overheid uit verschillende kandidaten kan kiezen.

Daarom stelt de Raad van State een aan het ontwerp toe te voegen artikel voor.

Dit artikel vraagt enige verduidelijking ten aanzien van de formaliteiten dat het onder de nummers 4 en 7 oplegt. Artikel 12 van de besluitwet van 10 januari 1947 tot inrichting van een Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen bepaalt, dat het personeel door de Minister wordt benoemd na advies van de directeur-generaal van de Rijksdienst en "na zijn oprichting , van de Raad van advies" van de instelling.

Luidens artikel 14 van dezelfde besluitwet worden aan de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen allerlei instellingen,en onder meer bijzondere onderlinge kassen en bijzondere compensatiekassen, "verbonden". Wat deze "verbinding" juist betekent, verklaart de besluitwet niet nader. De laatste twee considerans en van de aanhef wijzen er echter op, dat het van algemeen belang is, geleidelijk de bijzondere kassen voor gezinsvergoeding één te maken en dat het "dringend noodzakelijk is eenheid te brengen in de wijze van benoeming van het uitvoeringspersoneel der openbare organismen die belast zijn met de toepassing van de wetgeving betreffende de gezinsvergoedingen". Hieruit kan dus worden afge-

.../...

leid, dat de regelen van artikel 12 van de besluitwet betreffende het personeel van de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen, ook op het personeel van de bijzondere, aan die Rijksdienst "verbonden" kassen toepassing vinden.

Artikel 110 van de voorgestelde tekst.

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 18 maart 1958 waarbij de wetsbepalingen betreffende het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers in overeenstemming met de wet van 16 maart 1954 worden gebracht en worden gecoördineerd, bevat voorkeurregelen voor benoeming in ambten en betrekkingen in het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers. Deze wetsbepaling moet in acht worden genomen. Daarom stelt de Raad van State voor, een artikel aan het ontwerp toe te voegen.

Artikel 103, eerste tot derde lid, van het ontwerp (artikel 107 van de voorgestelde tekst).

Gelet op de in deze bepalingen gestelde grenzen, kan het sluiten van overeenkomsten geen verwijt van onwettigheid worden gemaakt. Krachtens artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 stelt de Koning het kader en het statuut van het personeel vast. Zelfs als men dit voorschrift zo opvat, dat het de Koning niet alleen machtigt tot het vaststellen van de voor het personeel geldende rechtsregeling maar hem ook verplicht dat personeel in een reglementaire toestand te plaatsen, dan nog geldt

.../...

dit alleen voor ambtenaren die vaste betrekkingen zullen bekleden. Artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 verbiedt instellingen van openbaar nut - die onder meer rechtspersoonlijkheid hebben gekregen om privaatrechtelijk te werk te kunnen gaan - hoegenaamd niet, personen contractueel in dienst te nemen die dan hun medewerking aan de instelling zullen verlenen maar die, voor een beperkte duur en voor het vervullen van buitengewoon werk aangeworven, geacht kunnen worden niet tot het onder artikel 11 bedoelde personeel van de instelling te behoren (Raad van State, arrest nr 7526,van 8 januari 1960).

Uit het ontwerp volgt, dat in de instellingen, die onder artikel 1 worden genoemd,de statuutregeling zal gelden. Bij het contractueel aanwerven van personeel behoren die instellingen dus schriftelijke overeenkomsten op te maken, met nadere opgaaf van de voorwaarden van aanwerving als bediende of werkman. Het ontbreken van schriftelijke overeenkomst zou tot geschillen kunnen leiden inzake vaststelling van de toepasselijke rechtsregelen en zelfs, voor beslissingen die een eind maken aan de betrekking van de bediende of van de werkman, tot geschillen over de vaststelling van het bevoegde gerecht.

De uitdrukking "arbeidsovereenkomst voor bedienden" is hier in haar algemene betekenis genomen, zodat overeenkomsten tegen een hogere bezoldiging kunnen worden gesloten dan aangegeven in artikel 35 van de bij koninklijk besluit van 20 juli 1955 gecoördineerde wetten op de arbeidsovereenkomst voor bedienden.

.../...

Artikel 104 van het ontwerp (artikel 113 van de voorgestelde tekst).

Dit artikel bepaalt : "de toestanden die wegens de verscheidenheid van de vroegere reglementeringen, niet rechtstreeks in het raam van deze beschikkingen vallen, worden herzien vanaf het van kracht worden van dit statuut, ten einde ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen ervan". Het draagt deze herzieningen aan de Minister op en schrijft hem voor "zich naar de beginselen van het huidig statuut en naar alle gegevens zo in feite als in rechten te richten".

Dit artikel moet anders worden geredigeerd. Niet "de verscheidenheid van de vroegere reglementeringen", wel het verschil tussen de vroegere en de thans ontworpen regeling is oorzaak van de moeilijkheden die door deze bepaling worden verholpen.

De bevoegdheid tot het nemen van individuele maatregelen tot vaststelling van de administratieve stand van een ambtenaar berust bij de tot benoemen bevoegde overheid, die niet noodzakelijk de Minister is.

Het verslag aan de Koning zegt : "de personeelsleden die in de vorige reglementering zouden geslaagd zijn voor een proef die hun recht geeft op een bevordering, zullen het aldus verkregen recht behouden". Deze verduidelijking zou in het ontwerp zelf moeten staan.

De voorgestelde tekst houdt hiermede rekening.

.../...

Artikel 105 van het ontwerp (artikelen 114 en 115 van de voorgestelde tekst)

Het ontwerp houdt uitdrukkelijke opheffing van artikel 1, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 november 1954 betreffende de maatregelen te nemen, ten einde een betere verdeling van het personeel onder de verschillende parastatale instellingen ressorterende onder het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, alsmede een efficiënter en economischer beheer van hun diensten te verzekeren. Het zegt ook dat de met het ontwerp strijdige bepalingen worden opgeheven.

Om tegenspraak en betwistingen te voorkomen wordt aanbevolen, de met de onderhavige regeling onbestaanbare regelingen uitdrukkelijk op te heffen.

De Raad van State heeft een lijst van wets- en verordeningsbepalingen opgemaakt, die hij de Regering voorstelt op te heffen of te wijzigen. Bij het opstellen van deze opheffings- en wijzigingsbepalingen is rekening gehouden met de bevoegdheid welke de Koning aan artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 ontleent, en waarvan de omvang in de algemene opmerking B van dit advies is omschreven. Daarom wordt de wijziging of de opheffing van wetten niet voorgesteld dan voor zover er bepalingen in voorkomen, die alleen het personeelsstatuut bedoelen te regelen.

Het is zaak van de Regering, na te gaan of die lijst nog aanvulling behoeft dan wel of sommige bepalingen die de Raad van State voorstelt op te heffen of te wijzigen, in werking moeten blijven.

.../...

Een woord uitleg over artikel 114 van de voorgestelde tekst :

§ 1. 7°. Artikel 6 van het besluit van de Regent van 23 april 1949 is door artikel 4 van de wet van 14 mei 1958 toepasselijk verklaard op de Kas voor schadeloosstelling in geval van besmettelijke veeziekte te Malmedy, zodat het niet mag worden opgeheven in zover het op deze Kas toepassing vindt.

§ 2. 2°. De voorgestelde tekst heft artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 november 1954 op. De Regering behoort te onderzoeken of zij ook niet artikel 2,en dus alle overige bepalingen van dit besluit,moet opheffen.

§ 3. Een paragraaf lijkt nodig om in het algemeen de bepalingen tot vaststelling van het statuut van het personeel waarvoor het ontwerp geldt, op te heffen.

In belangrijke mate is het personeelsstatuut immers vastgesteld door teksten die van allerhande overheden uitgaan en vaak slechts in beperkte mate zijn bekendgemaakt.

Ondanks de zorg die aan het uitwerken van de opheffingsbepalingen is besteed, ontbreken hierin wellicht nog met het ontworpen statuut onbestaanbare verordenende teksten.

\+

\+ \+

De hierna door de Raad voorgestelde tekst bevat nog een aantal niet nader te commentariëren vormwijzigingen.

.../...

Koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957, inzonderheid op de artikelen 11 en 17, § 1;

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende de scholing, de omscholing en de sociale herscholing van de minder-validen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van het Nationaal Instituut voor de lichamelijke opvoeding en de sport;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van het Nationaal Instituut voor de huisvesting.

Gelet op het advies van de Hoge Raad van de Nationale Werken voor oorlogsgetroffenen;

Gelet op het advies van de raad van beheer van de Rijkskas voor jaarlijks verlof;

Gelet op de voordracht van het college van vereffenaars van de verzekeringsinstelling tegen invaliditeit te Malmedy;

Gelet op het advies van de directeur-generaal en van de raad van advies van de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen;

.../...

Gelet op het advies van de raad van beheer van de Bijzondere Compensatiekas voor kinderbijslag voor de gemeenten, de openbare instellingen die er van afhangen en de verenigingen van gemeenten;

Gelet op het advies van de bestuursraad van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie van taaltoezicht;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister, Ondervoorzitter van de Kabinetsraad, van Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, van Onze Minister van Sociale Voorzorg en van Onze Minister van Arbeid,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Titel I - Toepassingsgebied van dit statuut.

Artikel 1.

Aan dit statuut zijn onderworpen de personeelsleden van de volgende instellingen van openbaar nut :

I. Instellingen onder toezicht van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin ... (zoals in de tekst van de Regering) ...

II. Instellingen onder toezicht van de Minister van Sociale Voorzorg ... (zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerkingen in het advies) ...

III. Instellingen onder toezicht van de Minister van Arbeid ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 2.

Bij wijze van uitzondering op artikel 1, is dit statuut niet van toepassing op leidende ambtenaren, noch op de geneesheer-inspecteur-generaal, de adjunct-geneesheer-inspecteur-generaal, de provinciale geneesheren-inspecteurs en de geneesheren-inspecteurs van de hoge raad voor geneeskundig toezicht op de ziekte- en invaliditeitsverzekering, noch op het personeel der tehuizen van het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers en van het Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden.

Titel II. - Kader en lijst van de graden.

Artikel 3.

Een lijst van de graden waarin de personeelsleden kunnen worden benoemd, wordt voor elke instelling opgemaakt.

.../...

De lijst van de graden en het kader van elke instelling worden bij koninklijk besluit vastgesteld, op de voordracht van de Minister onder wie de instelling ressorteert en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Artikel 4.

Het kader vermeldt alle diensten van de instelling, met, per dienst, de benaming van de graden en het aantal betrekkingen in elke graad.

Artikel 5.

De lijst van de graden stelt de hiërarchie van de graden vast, bepaalt welke overheid bevoegd is om ze te begeven en onder welke voorwaarden, inzonderheid van diploma en bijzondere lichamelijke geschiktheid, ze worden verkregen, en geeft aan of ze door verandering van graad, door bevordering dan wel door werving worden begeven.

Artikel 6.

Behoudens hiermee strijdige bepaling in de lijst van de graden geven diploma's die toegang verlenen tot enige graad in een ministerie, ook toegang tot dezelfde graad bij enige onder artikel 1 vermelde instelling welke onder dat Ministerie ressorteert.

.../...

Artikel 7.

Behoudens hiermee strijdige bepaling in de lijst, geeft elk diploma dat toegang verleent tot een graad, ook toegang tot lagere graden.

Artikel 8.

Elke tewerkstelling, verandering van graad, bevordering of werving, die bij ontstentenis van of in strijd met het kader of de lijsten van de graden plaatsheeft, is nietig.

Artikel 9.

Geen tewerkstelling van een personeelslid zonder betrekking, geen verandering van graad, geen bevordering of werving kan plaatshebben, tenzij een met de te begeven graad overeenstemmende betrekking vacant is en de Minister heeft verklaard dat het nodig is die betrekking te begeven.

Deze regel geldt niet voor de benoeming van personeelsleden die in hun bevordering zijn voorbijgegaan bij toepassing van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Artikel 10.

Vacatures moeten worden bekendgemaakt overeenkomstig de regelen bepaald in de artikelen 17 en 65.

.../...

De bekendmaking vermeldt het aantal betrekkingen, de taalrol waartoe zij behoren, de benoemingsvoorwaarden, termijn en vorm voor het indienen van kandidaturen, alsook programma, datum en plaats van de eventueel uitgeschreven examens.

Artikel 11.

Vacant in het kader is een betrekking die onbezet is dan wel bezet is door een personeelslid met een graad beneden die van de betrekking.

Artikel 12.

Behoudens hiermee strijdige bepaling in de lijst van de graden maakt de benoemende overheid, wanneer besloten is in een vacature te voorzien, gebruik van de volgende procedures in de orde waarin zij zijn vermeld :

1° tewerkstelling van een personeelslid zonder betrekking;

2° verandering van graad of bevordering;

3° werving.

Aan verandering van graad of bevordering moet alleen dan de voorkeur boven werving worden gegeven, wanneer personeelsleden zich voor verandering van graad of voor bevordering kandidaat hebben gesteld.

.../...

Titel III. - Anciënniteit van het personeel.

Artikel 13.

Graadanciënniteit is de tijd die het personeelslid, met zijn graad of met een ten minste gelijkwaardige graad, in actieve dienst bij een der in artikel 1 genoemde instellingen of bij een ministerie heeft doorgebracht.

Zij wordt berekend per maand; gedeelten van een maand worden niet medegerekend.

Artikel 14.

Dienstanciënniteit is de tijd die het personeelslid, in actieve dienst bij een der in artikel 1 genoemde instellingen of bij een ministerie heeft doorgebracht.

Zij wordt berekend per maand; gedeelten van een maand worden niet medegerekend.

Artikel 15.

Achtenveertig maanden worden toegevoegd aan de dienstanciënniteit welke sedert de dag dat hij de leeftijd van vijfentwintig jaar heeft bereikt, is verkregen door het personeelslid dat een Belgisch diploma of getuigschrift van licentiaat, doctor, apotheker, ingenieur, geaggregeerde van het hoger onderwijs of geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, dan wel een door de wet daarmede gelijkgesteld buitenlands diploma of getuig-

.../...

schrift bezit, en in de loop van zijn studiën noch personeelslid van een der in artikel 1 genoemde instellingen, noch Rijksambtenaar is geweest.

Titel IV. - Werving.

Hoofdstuk I. - Algemene regelen.

Artikel 16.

Behoudens hiermee strijdige wetsbepaling worden personeelsleden door de Koning of door de Minister benoemd overeenkomstig het bepaalde in de lijst van de graden. Zij worden benoemd in de volgorde van hun rangschikking bij een vergelijkend examen, ingericht door het Vast Secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel.

De wervingsreserve duurt zes jaar; alleen kandidaten die ten minste 70 t.h. van de punten hebben behaald, worden erin opgenomen.

Artikel 17.

Geen werving kan plaatshebben tenzij de vacature in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 18.

Niemand kan de hoedanigheid van personeelslid van een in artikel 1 genoemde instelling verkrijgen of behouden tenzij hij Belg is, de burgerlijke en politieke rechten geniet en aan de dienstplichtwetten heeft voldaan.

.../...

Artikel 19.

Afgezien van de voorwaarden die artikel 18 oplegt, kan niemand tot personeelslid worden benoemd tenzij hij aan al de volgende voorwaarden voldoet :

1° een onberispelijk gedrag hebben;

2° minder dan vijftig jaar oud zijn, behoudens hiermee strijdige bepalingen in de lijst van de graden;

3° de bijzondere voorwaarden vervullen die deze lijst aan de verleende graad verbindt;

4° de voor de uitoefening van zijn ambt nodige lichamelijke geschiktheid bezitten.

Artikel 20.

Alvorens zij in dienst treden, leggen de personeelsleden de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af, in handen van de leidende ambtenaar of zijn gemachtigde.

Hoofdstuk II. - Lichamelijke geschiktheid.

Artikel 21 (artikel 20 van het ontwerp).

Alvorens hij in dienst treedt, moet elke kandidaat zich onderwerpen aan een geneeskundig onderzoek, ingericht door de administratieve gezondheidsdienst.

.../...

Artikel 22 (artikel 21 van het ontwerp).

De administratieve gezondheidsdienst kan een kandidaat of een personeelslid slechts dan lichamelijk ongeschikt verklaren, als hij lijdt aan een kwaal die hem kan verhinderen zijn ambt normaal uit te oefenen.

Artikel 23 (artikel 22 van het ontwerp).

Indien de administratieve gezondheidsdienst niet met zekerheid over de lichamelijke geschiktheid van de kandidaat kan oordelen, kan hij hetzij zijn conclusies uitstellen, hetzij de kandidaat voorlopig lichamelijk geschikt verklaren. In dit laatste geval is de kandidaat benoembaar.

Artikel 24 (artikel 23 van het ontwerp).

Gedurende drie jaar,te rekenen van het eerste geneeskundig onderzoek,wordt de uitgestelde kandidaat of het slechts voorlopig lichamelijk geschikt verklaarde personeelslid ten minste om de zes maanden door de administratieve gezondheidsdienst onderzocht, tot deze dienst een eindoordeel over zijn lichamelijke geschiktheid heeft gegeven.

Artikel 25 (artikel 24 van het ontwerp).

Wanneer deze dienst bij het verstrijken van de termijn van drie jaar geen eindoordeel heeft kunnen geven, wordt de kandidaat die of het personeelslid dat slechts voorlopig lichamelijk geschikt werd verklaard, door de benoemende overheid uitgesloten.

.../...

Artikel 26 (artikel 25 van het ontwerp).

Ingeval de lijst van de graden bijzondere voorwaarden inzake lichamelijke geschiktheid stelt, vinden de artikelen 23 tot 25 geen toepassing. Aan die voorschriften moet dadelijk en zeker zijn voldaan.

Titel V. - Tewerkstelling van het personeelslid in zijn betrekking.

Artikel 27 (artikel 26 van het ontwerp).

Elk personeelslid in actieve dienst moet worden te werk gesteld in een betrekking van zijn graad.

Artikel 28 (artikel 27 van het ontwerp).

De tot het inrichten van de diensten bevoegde overheid bepaalt de te werkstelling van het personeelslid. Zij kan deze tewerkstelling wijzigen.

Artikel 29 (artikel 28, eerste lid, en artikel 29 van het ontwerp).

Indien het om enige reden, zoals terugzetting in rang, ongeldigverklaring of intrekking van een onregelmatige bevordering of verandering van graad, of ambtsopheffing, onmogelijk is, bij gemis van een vacature in het kader, het personeelslid in een betrekking van zijn graad te werk te stellen, deelt de Minister of zijn gemachtigde, naam, graad en titels van dit personeelslid mede aan het Vast Secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel.

.../...

De vaste secretaris houdt de lijst van personeelsleden zonder betrekking bij.

Artikel 30 (artikel 28, tweede lid, van het ontwerp).

Wordt een der betrekkingen van een bepaalde graad in een instelling opgeheven, dan stelt de tot het inrichten van de diensten bevoegde overheid vast, welk personeelslid van die instelling ten gevolge van die opheffing zijn betrekking verliest.

Die overheid neemt hierbij de onderstaande volgorde in acht :

1° het personeelslid met de laagste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de laagste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, het jongste personeelslid.

Artikel 31 (artikel 30 van het ontwerp).

Een vacante betrekking, waarvan de Minister heeft verklaard dat erin moet worden voorzien, moet bij voorrang worden begeven aan een van de personeelsleden zonder betrekking, die de in de lijst van de graden gestelde voorwaarden voor benoeming in de vacante betrekking vervullen en die behoren tot instellingen welke aan het toezicht van die Minister zijn onderworpen. Die aanwijzing heeft plaats met inachtneming van de onderstaande volgorde :

.../...

1° personeelsleden die, toen zij zonder betrekking werden verklaard, behoorden tot de instelling waar de betrekking vacant is, hebben voorrang boven personeelsleden die, toen zij zonder betrekking werden verklaard, tot een andere instelling behoorden;

2° onder personeelsleden die tot eenzelfde instelling behoorden toen zij zonder betrekking werden verklaard, is de volgorde :

a) het personeelslid met de hoogste graad;

b) bij gelijke graad, het personeelslid met de hoogste graadanciënniteit;

c) bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de hoogste dienstanciënniteit;

d) bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

Artikel 32 (artikel 31 van het ontwerp).

De vaste wervingssecretaris deelt de Minister en, in geval van tewerkstelling in dezelfde instelling, de met het inrichten van de dienst belaste overheid, naam, graad en titels mede van het personeelslid dat, bij toepassing van artikel 31, voorrang heeft.

Artikel 33 (artikel 32 van het ontwerp).

Het personeelslid zonder betrekking kan weigeren te werk gesteld te worden in een betrekking die twee hiërarchische graden lager is dan de zijne.

.../...

Artikel 34.

De tot het inrichten van de diensten bevoegde overheid kan aan personeelsleden zonder betrekking werk opdragen in overeenstemming met hun graad.

Artikel 35 (artikel 33 van het ontwerp).

Het personeelslid dat niet in een betrekking van zijn graad maar in een betrekking die gelijkwaardig is aan of lager is dan zijn graad, wordt te werk gesteld, blijft op de lijst van de personeelsleden zonder betrekking ingeschreven en is aan alle op hen toepasselijke regelen onderworpen.

Titel VI. - Administratieve standen van het personeel.

Hoofdstuk I. - Algemene Regelen.

Artikel 36.

Het personeelslid is in actieve dienst of op non-activiteit.

Artikel 37 (artikel 34, eerste volzin, van het ontwerp).

Actieve dienst is de stand van het personeelslid dat werkelijk een ambt uitoefent in de instelling waartoe hij behoort.

Met periodes van werkelijke ambtsuitoefening worden echter verlofperiodes gelijkgesteld. Voor het vaststellen van zijn administratieve stand wordt het perso-

.../...

neelslid, behoudens hiermee strijdige bepaling, altijd geacht in actieve dienst te zijn.

Artikel 38 (artikel 34, tweede volzin, van het ontwerp).

Het personeelslid in actieve dienst heeft recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde. Hij kan zijn aanspraken op verandering van graad en op bevordering doen gelden.

Artikel 39 (artikel 35 van het ontwerp).

Het personeelslid op non-activiteit heeft geen recht op wedde of op bevordering tot een hogere wedde. Hij kan geen aanspraken op verandering van graad of op bevordering doen gelden.

Hoofdstuk II. - Verlof.

Artikel 40.

In dit statuut worden onder verlofperiodes verstaan, alle periodes waarin het personeelslid, onverschillig om welke reden en voor hoe lange tijd, geen prestaties hoeft te verrichten voor de instelling waartoe hij behoort.

.../...

Afdeling I. - Gewoon verlof.

Jaarlijkse vakantie.

Artikel 41 (artikel 53 van het ontwerp).

Het personeelslid geniet een jaarlijkse vakantie, waarvan de duur, volgens de regelen die van toepassing zijn op het Rijkspersoneel, verschilt naar gelang van de leeftijd.

Artikel 42 (artikel 54 van het ontwerp).

Het personeelslid neemt zijn jaarlijkse vakantie in de tijd die hem gelegen komt, maar met inachtneming van de behoeften van de dienst.

Wordt de vakantie gespreid, dan moet zij een doorlopende periode van ten minste een week omvatten.

Artikel 43 (artikel 55 van het ontwerp).

De duur van het over een jaar toegekend verlof wordt verminderd wanneer het personeelslid gedurende bepaalde periodes van dat jaar :

1° op non-activiteit werd gesteld;
2° in het belang van de dienst geschorst is met terugzetting in bezoldiging;
3° in een stand is geweest waarin hij, ofschoon in actieve dienst gebleven, geen recht had op wedde.

De vakantie wordt ingekort in dezelfde verhouding als de periode van normale ambtsuitoefening in de loop van het jaar.

Ontstaat de reden tot inkorting van de vakantie in de loop van het jaar, nadat het personeelslid zijn vakantie heeft gehad, dan heeft de inkorting het volgende jaar plaats.

Gelegenheidsverlof.

Artikel 44 (artikel 50 van het ontwerp).

Op zijn verzoek wordt aan het personeelslid verlof toegekend voor de gelegenheden en binnen de grenzen bepaald in onderstaande tabel :

Aard van de gebeurtenis.	Duur van het verlof.
1) Huwelijk van het personeelslid :	4 dagen
2) Bevalling van zijn vrouw :	4 dagen
3) Overlijden van de echtgenoot of van een bloed- of aanverwant van de eerste graad :	4 dagen
4) Huwelijk van een kind :	4 dagen
5) Overlijden van een bloed- of aanverwant die bij het personeelslid inwoont :	2 dagen
6. Verandering van standplaats, opgelegd in het belang van de dienst en wanneer de instelling bijdraagt in de verhuiskosten :	2 dagen
7) Overlijden van een bloed- of aanverwant van de tweede graad die niet bij het personeelslid inwoont :	1 dag.

De leidende ambtenaar kan bovendien verlof van ten hoogste een dag toestaan indien hij de aanvraag om verlof gewettigd acht.

.../...

Bevallingsverlof.

Artikel 45 (artikel 48 van het ontwerp).

§ 1. Behoudens in geval van miskraam vóór de 181e dag van de zwangerschap, heeft het vrouwelijk personeelslid in actieve dienst recht op een bevallingsverlof van twaalf weken. Dit verlof wordt haar toegestaan op overlegging van een doktersattest dat de vermoedelijke bevallingsdatum vermeldt.

Dat verlof mag ten vroegste ingaan vier weken vóór de op het doktersattest aangegeven datum.

§ 2. Wanneer de bevalling na de vermoedelijke datum plaats heeft :

1° duurt het verplicht na de bevalling genomen verlof ten minste zes weken ;

2° wordt geen bezoldiging uitgekeerd over de tijd die de normale duur van het bevallingsverlof overschrijdt en, op advies van de Administratieve Gezondheidsdienst, niet als ziekteverlof wordt beschouwd.

Afdeling II.- Verlof voor het verrichten van militaire prestaties.

Artikel 46 (artikel 36 van het ontwerp).

Het personeelslid is op non-activiteit gedurende de volle kalendermaanden tijdens welke hij in enige hoedanigheid vrijwillige prestaties verricht bij de krijgsmacht.

.../...

Artikel 47 (artikel 37 van het ontwerp).

Het personeelslid dat, om enige andere dan de in artikel 46 genoemde reden, militaire prestaties verricht, is in actieve dienst.

In afwijking van artikel 38 behoudt hij echter alleen dan zijn wedde, wanneer hij gevolg moet geven aan een gewone wederoproeping of een spoedwederoproeping, in de zin van de militaire wetgeving ; in alle andere gevallen wordt geen wedde uitgekeerd over de volle kalendermaanden waarin het personeelslid onder de wapens is.

Het tweede lid van dit artikel vindt op personeelsleden die reserveofficier zijn, alleen toepassing met inachtneming van de bijzondere regelen welke de wet te hunnen opzichte stelt.

Artikel 48.-

Door de Koning vastgestelde bijzondere bepalingen regelen de toestand van personeelsleden die militaire prestaties verrichten in geval van mobilisatie of als reserveofficier gemachtigd worden om, in vredestijd te dienen ter uitvoering van de verplichtingen welke België als lid van internationale organisaties heeft aangegaan, overeenkomstig artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

.../...

Afdeling III.- Ziekte- of gebrekkigheidsverlof.

Artikel 49 (artikel 38 van het ontwerp).

Het personeelslid dat door ziekte of gebrekkigheid verhinderd wordt zijn ambt normaal uit te oefenen, wordt met verlof gezonden.

Hij wordt onder het toezicht van de administratieve gezondheidsdienst geplaatst en moet zich onderwerpen aan de medische onderzoekingen welke die dienst gelast.

Artikel 50 (artikel 39 van het ontwerp).

Voor de ganse duur van zijn loopbaan kan het personeelslid, zonder uit actieve dienst te treden, tot dertig dagen ziekte- of gebrekkigheidsverlof per twaalf maanden dienstanciënniteit krijgen. Zelfs indien hij geen zesendertig maanden dienstactiviteit telt, kan hij negentig dagen verlof krijgen.

Voor het personeelslid dat oorlogsinvalide is, wordt dit aantal dagen onderscheidenlijk op vijfenveertig en honderd vijfendertig gebracht .

Heeft het personeelslid in het geheel meer ziekteverlof gekregen dan het in het eerste of tweede lid van dit artikel bepaalde maximum, dan is hij van rechtswege op non-activiteit.

.../...

Artikel 51 (artikel 40 van het ontwerp).

§ 1. In afwijking van artikel 50 blijft het personeelslid zonder tijdsbeperking in actieve dienst wanneer zijn ziekte- of gebrekkigdheidsverlof is toegestaan naar aanleiding van :

1° een arbeidsongeval ;

2° een ongeval op de weg naar en van het werk ;

3° een beroepsziekte.

Bovendien komen de in die gevallen toegestane verlofdagen niet in aanmerking voor het bepalen van het aantal verlofdagen welke het personeelslid nog kan krijgen bij toepassing van artikel 50.

§ 2. Voor de toepassing van dit statuut wordt onder arbeidsongeval verstaan,het ongeval dat zich in de loop en ter zake van de uitoefening van het opgedragen ambt heeft voorgedaan. Het ongeval dat zich in de uitoefening van het ambt heeft voorgedaan, wordt vermoed zich te hebben voorgedaan ter zake van de uitoefening van het ambt, behoudens tegenbewijs.

Voor de toepassing van dit statuut wordt onder arbeidsongeval op de weg naar en van het werk verstaan, het ongeval dat zich heeft voorgedaan onder de voorwaarden, vereist opdat het als zodanig kan worden aangemerkt overeenkomstig de besluitwet van 13 december 1945, verlengd bij de wet van 10 juli 1951.

.../...

De Koning maakt de lijst op van de beroepsziekten die voor de toepassing van dit statuut in aanmerking komen. Van rechtswege worden echter als beroepsziekten van de aan dit statuut onderworpen personeelsleden aangemerkt, ziekten die als zodanig zijn erkend ter uitvoering van artikel 2 van de wet van 24 juli 1927.

Artikel 52 (artikel 41 van het ontwerp).

In afwijking van artikel 39 behoudt het personeelslid dat wegens ziekte of gebrekkigheid op non-activiteit is, zijn volle wedde indien zijn kwaal wordt bevonden een ernstige of langdurige ziekte of gebrekkigheid te zijn. Wordt zij dit niet, dan ontvangt hij een gedeelte van zijn wedde,dat gelijk is aan de vergoedingen welke hij in dezelfde toestand zou ontvangen indien het stelsel van de sociale zekerheid vanaf het begin van zijn verlof op hem van toepassing was geweest.

De administratieve gezondheidsdienst beslist of de kwaal van het personeelslid al dan niet een ernstige of langdurige ziekte of gebrekkigheid is.

Verlofdagen die wegens ernstige of langdurige ziekte of gebrekkigheid zijn toegestaan, komen niet in aanmerking voor het bepalen van het aantal verlofdagen die het personeelslid nog kan krijgen bij toepassing van artikel 50.

Wordt een aanvankelijk goedaardig geachte kwaal naderhand bevonden een ernstige of langdurige ziekte of gebrekkigheid te zijn, dan wordt de toestand van het personeelslid herzien,met uitwerking op de aanvangsdatum van zijn verlof.

.../...

Artikel 53 (artikel 42 van het ontwerp).

Is de afwezigheid te wijten aan een ongeval veroorzaakt door de schuld van een derde, dan ontvangt het personeelslid zijn gehele wedde of een deel ervan, overeenkomstig de regelen van de artikelen 50 tot 52.

Het personeelslid ontvangt zijn wedde alleen als voorschot, betaald op de door de derde verschuldigde vergoeding en op de derde te verhalen. Hij ontvangt die wedde alleen op voorwaarde, dat hij de instelling waartoe hij behoort, bij iedere betaling, ten bedrage van het door haar gestorte in zijn rechten doet treden tegen hem die het ongeval heeft veroorzaakt.

Artikel 54 (artikel 43 van het ontwerp).

De administratieve gezondheidsdienst beslist of het personeelslid dat door ziekte of gebrekkigheid definitief ongeschikt geworden is om zijn betrekking uit te oefenen, geschikt is voor een andere. Zo ja, dan wordt hij onderworpen aan alle regelen die van toepassing zijn op personeelsleden zonder betrekking.

Artikel 55 (artikel 49 van het ontwerp).

Is er gevaar, dat een personeelslid wordt aangetast door een besmettelijke ziekte waaraan een bij hem inwonende lijdt, en dat hij die ziekte overdraagt, dan kan zijn overheid hem, op advies van de administratieve gezondheidsdienst, verlof toestaan, waarvan zij de duur bepaalt.

.../...

Afdeling IV.- Verlof voor het uitoefenen van opdrachten van openbaar belang.

Artikel 56 (artikel 44 van het ontwerp).

Het personeelslid kan, met instemming van de Minister, en, bij voorkomend geval, met bovendien de instemming van het beheersorgaan waaronder hij ressorteert, een ambt in een nationale of internationale administratie aanvaarden. Wordt hij hierdoor in rechte of in feite verhinderd het hem opgedragen ambt uit te oefenen, dan wordt hij met verlof gezonden.

Dit verlof mag niet langer duren dan drie jaar. Daarna stelt het personeelslid zich opnieuw ter beschikking van zijn instelling. Doet hij dit niet, dan wordt hij ontslagen.

Voor de duur van het verlof heeft het personeelslid geen recht op wedde.

Eerst ten minste drie jaar na het verstrijken van het vorige verlof, kan hij om dezelfde reden opnieuw met verlof worden gezonden.

Artikel 57 (artikel 45 van het ontwerp).

Het personeelslid is met verlof voor de ganse duur van het ambt dat hij in een ministerieel kabinet uitoefent.

.../...

Artikel 58 (artikel 46 van het ontwerp).

Het personeelslid dat werkend lid van een der Wetgevende Kamers wordt, is met verlof voor de duur van zijn mandaat.

Gedurende zijn verlof heeft hij geen recht op wedde, op verandering van graad of op bevordering.

Artikel 59 (artikel 47 van het ontwerp).

Het personeelslid dat toelating krijgt om een openbaar ambt uit te oefenen in Congo of in Ruanda-Urundi, is met verlof en heeft gedurende de uitoefening van dat ambt geen recht op wedde.

Afdeling V.- Verlof wegens persoonlijke aangelegenheden.

Artikel 60 (artikel 51 van het ontwerp).

Het personeelslid kan verlof krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden. Behoudens een hiermee strijdige wetsbepaling, wordt dit alleen door de Minister toegestaan.

Gedurende een verlof wegens persoonlijke aangelegenheden is het personeelslid op non-activiteit.

.../...

HOOFDSTUK III.- VOORLOPIGE SCHORSING IN HET BELANG VAN DE DIENST.

Artikel 61 (artikel 52 van het ontwerp).

§ 1. Wanneer het belang van de dienst het eist, kan de Minister of het tot benoemen bevoegde beheersorgaan het personeelslid voorlopig in zijn ambt schorsen.

Is de schorsingsmaatregel bij het verstrijken van een termijn van een maand niet ingetrokken, dan kan het personeelslid hiertegen bij de raad van beroep in beroep komen. Binnen ... dagen nadat het beroep is ingesteld, geeft die raad een gemotiveerd advies aan de in het eerste lid genoemde overheid. Deze beslist binnen ... dagen na het ontvangen van het advies, of de schorsing al dan niet gehandhaafd blijft.

Het personeelslid kan een nieuw beroep instellen telkens als een termijn van ten minste drie maanden verstreken is sedert de beslissing betreffende de handhaving van de schorsing.

§ 2. Is het personeelslid geschorst wegens een strafvervolging of wegens een tuchtvergrijp dat op heterdaad werd ontdekt of waarvoor gewichtige aanwijzingen bestaan, dan kan de Minister of het beheersorgaan, op voorstel van de leidende ambtenaar, de wedde van het personeelslid verminderen, hem het recht op bevordering tot een hogere wedde en alle aanspraken op verandering van graad en op bevordering ontzeggen.

.../...

Tegen het in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde voorstel kan het personeelslid, binnen twintig dagen na de kennisgeving ervan, in beroep komen bij de raad van beroep.

§ 3. Van de in dit artikel bedoelde beslissingen en voorstellen moet bij een ter post aangetekende brief kennis worden gegeven.

Ook het beroep bij de raad van beroep moet bij een ter post aangetekende brief worden ingesteld. De procedure voor de raad van beroep is dezelfde als in tuchtzaken.

§ 4. Beslissingen die een preventieve schorsing uitspreken of er een van de in paragraaf 2 vermelde maatregelen aan verbinden, kunnen geen gevolg hebben vóór de dag waarop zij zijn genomen.

Artikel 62.-

Is geen tuchtstraf opgelegd aan een personeelslid tegen wie, ten gevolge van een voorlopige schorsing, de in artikel 61, § 2, bedoelde maatregelen zijn genomen, dan wordt de beslissing die zijn wedde vermindert of hem het recht op bevordering ontzegt, ingetrokken met uitwerking op de datum van de uitspraak.

.../...

Is bewezen dat een personeelslid aan wie geen tuchtstraf is opgelegd, een bevordering of verandering van graad zou hebben verkregen indien hij niet voorlopig geschorst was geweest, dan wordt die benoeming hem,in afwijking van artikel 9 verleend, zelfs indien geen betrekking vacant is.

TITEL VII.- Verandering van graad en bevordering.

Artikel 63 (artikel 56 van het ontwerp).

Verandering van graad is de benoeming van het personeelslid in een graad,die overeenkomstig de lijst van de graden,met de zijne gelijkstaat.

Artikel 64 (artikel 57 van het ontwerp).

Bevordering is de benoeming van het personeelslid in een graad die,overeenkomstig de lijst van de graden ,hoger dan de zijne is.

Artikel 65 (artikel 58 van het ontwerp).

De Minister bepaalt op welke wijze de tot benoemen bevoegde overheid aan benoembare personeelsleden kennis geeft van de vacature waarin door verandering van graad of door bevordering moet worden voorzien. Zonder deze voorafgaande kennisgeving kan geen verandering van graad of bevordering plaats hebben.

.../...

Behoudens hiermee strijdige wetsbepaling worden verandering van graad en bevordering door de Koning of door de Minister verleend, volgens hetgeen in de lijst van de graden is bepaald.

Artikel 66 (artikel 61 en gedeelten van de artikelen 59 en 60 van het ontwerp).

Bij bevordering en verandering van graad wordt alleen rekening gehouden met de titels van personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn door de Minister bepaald.

Is niemand kandidaat, dan kan de bevoegde overheid echter door verandering van graad of door bevordering een personeelslid benoemen dat zich niet kandidaat heeft gesteld.

Artikel 67 (artikel 59 van het ontwerp).

Niemand kan van graad veranderen tenzij hij de in de lijst van de graden gestelde voorwaarden vervult.

Artikel 68 (artikel 60 van het ontwerp).

Niemand kan worden bevorderd tenzij hij voldoet aan de in de lijst van de graden gestelde bevorderingsvoorwaarden, en twee jaar graad anciënniteit heeft.

.../...

Artikel 69 (artikel 62 van het ontwerp).

Verandering van graad of bevordering wordt aan de kandidaten verleend naar de orde van rangschikking in het vergelijkend examen of het verruimd vergelijkend examen, wanneer de lijst van de graden dergelijke examens voorschrijft.

Artikel 70 (artikel 63 van het ontwerp).

§ 1. Indien geen examen voorgeschreven is, wordt voor de benoeming door verandering van graad of door bevordering tot alle graden beneden afdelingschef, in de volgende orde voorrang verleend :

1° aam de kandidaat met de hoogste graadanciënniteit ;

2° bij gelijke graadanciënniteit, aan de kandidaat met de hoogste dienstanciënniteit ;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, aan de oudste kandidaat.

§ 2. De benoemende overheid kan echter de kandidaat die wegens bepaalde omstandigheden niet geschikt wordt geacht voor de uitoefening van het te begeven ambt, bij gemotiveerde beslissing weren.

Vooraleer deze bepaling wordt toegepast, maakt de leidende ambtenaar een gemotiveerd verslag op, en geeft hij de kandidaat hiervan kennis bij een ter post aangetekende brief. De kandidaat kan, binnen twintig dagen na de kennisgeving, zijn opmerkingen bij een ter post aangetekende brief aan de leidende ambtenaar kenbaar maken.

.../...

De leidende ambtenaar zendt zijn verslag en de opmerkingen van de kandidaat aan de tot benoemen bevoegde overheid.

Artikel 71 (artikel 64 van het ontwerp).

De benoeming door verandering van graad of door bevordering tot een graad die gelijk is aan of hoger dan die van afdelingschef, wordt verleend aan de kandidaat met de hoogste waarde, overeenkomstig de regelen van de artikelen 72 tot 74.

Artikel 72 (artikel 65 van het ontwerp).

De leidende ambtenaar maakt een gemotiveerd verslag op, over de waarde van elke kandidaat. Bovendien rangschikt hij de kandidaten naar hun bekwaamheid. Zijn er meer dan vijf kandidaten voor eenzelfde betrekking, dan worden alleen de vijf kandidaten gerangschikt die volgens de leidende ambtenaar de beste zijn.

Bij een ter post aangetekende brief geeft de leidende ambtenaar elke kandidaat kennis van het hem betreffende verslag en van de opgemaakte rangschikking.

Artikel 73 (artikel 66 van het ontwerp).

Binnen twintig dagen na de kennisgeving kan de kandidaat, bij een ter post aangetekende brief, zijn opmerkingen aan de leidende ambtenaar mededelen.

.../...

Artikel 74 (artikel 67 van het ontwerp).

Nadat hij de opmerkingen van de kandidaten heeft ontvangen, maakt de leidende ambtenaar de eindrangschikking op.

Hij doet de eindrangschikking aan de tot benoemen bevoegde overheid toekomen, samen met zijn verslagen en met de opmerkingen van de kandidaten.

Artikel 75 (artikel 68 van het ontwerp).

... (zie advies)...

Artikel 76 (artikel 69 van het ontwerp).

... (zie het advies)...

Artikel 77 (artikel 70 van het ontwerp).

... (zie het advies)...

TITEL VIII. - TUCHT.

Hoofdstuk I. - Instelling van de raad van beroep.

Artikel 78 (artikel 71 van het ontwerp).

Een raad van beroep wordt ingesteld bij de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort.

.../...

Artikel 79.(artikel 72 van het ontwerp).

De raad van beroep omvat Nederlandse en Franse afdelingen,waarvan het aantal wordt bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort.

Naar gelang van zijn taalrol verschijnt het personeelslid voor de Nederlandse dan wel voor de Franse afdeling.

Artikel 80 (artikel 73 van het ontwerp).

Elke afdeling bestaat uit :

1° een door de Koning aangewezen voorzitter, die magistraat of eremagistraat is ;

2° zes bijzitters, gekozen uit de aan dit statuut onderworpen personeelsleden in actieve dienst,die ten minste dertig jaar oud zijn en ten minste vijf jaar dienstanciënniteit hebben ; de bijzitters worden voor de helft aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort, voor de andere helft door de vakorganisaties naar rata van het aantal stemmen door deze organisaties behaald bij de laatste syndicale verkiezingen in de onder artikel 1 genoemde instellingen;

3° een griffier aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort ;

.../...

4° een plaatsvervangend voorzitter, twaalf plaatsvervangende bijzitters en een plaatsvervangend griffier, aangewezen op dezelfde wijze als de werkende leden.

De bijzittersmandaten die door de vakorganisaties worden toegewezen, worden over die organisaties verdeeld zoals bepaald in artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten.

Het mandaat van deze bijzitters neemt een einde ... maanden na iedere syndicale verkiezing (door de Regering aan te vullen).

Hoofdstuk II. - Grondregelen.

Artikel 81 (artikel 74 van het ontwerp).

Elke tekortkoming gedurende de dienst of ter gelegenheid van de dienst en elke daad die de eer van het ambt in het openbaar in opspraak brengt, wordt gestraft met een tuchtstraf.

Artikel 82 (artikel 76 van het ontwerp).

De tuchtstraffen zijn in de opklimmende volgorde van hun zwaarte : de blaam, de terugzetting in bezoldiging, de ontzegging van de aanspraken op verandering van graad en op bevordering, de terugzetting in rang en de afzetting.

.../...

Het personeelslid dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen overtreedt, kan worden geschorst. De schorsing en de afzetting welke dat koninklijk besluit in geval van herhaling voorschrijft, worden uitgesproken op advies van de in raad vergaderde Ministers.

Artikel 83 (artikel 77 van het ontwerp).

De terugzetting in bezoldiging wordt per maand toegepast. Zij mag niet langer duren dan een jaar en niet meer bedragen dan een vijfde van deze bezoldiging, toelagen en vergoedingen niet inbegrepen.

Artikel 84 (artikel 78 van het ontwerp).

Ontzegging van de aanspraken op verandering van graad en op bevordering kan worden uitgesproken voor een termijn van een tot drie jaar.

Artikel 85 (artikel 79 van het ontwerp).

Terugzetting in rang geeft het personeelslid een rang die een of twee graden lager is dan de zijne. Zij belet hem gedurende drie jaar zijn aanspraken op verandering van graad of op bevordering te doen gelden.

Artikel 86 (artikel 80 van het ontwerp).

Behalve in geval van schorsing krachtens artikel 61, kan geen straf gevolg hebben over de periode vóór de uitspraak.

.../...

Artikel 87 (artikel 81 van het ontwerp).

Worden een personeelslid in de loop van eenzelfde tuchtprocedure verscheidene tekortkomingen ten laste gelegd, dan wordt slechts één straf uitgesproken.

Hoofdstuk III. - Procedure.

Artikel 88 (artikel 82 van het ontwerp).

Strafvordering schorst de tuchtprocedure en de uitspraak van de straf.

Artikel 89 (artikel 83 van het ontwerp).

De tuchtvordering vervalt zes maanden nadat de tekortkoming die het personeelslid ten laste wordt gelegd, door een van zijn hiërarchische meerderen is vastgesteld en, in geval van strafvervolging, zes maanden na de einduitspraak van het gerecht.

Artikel 90 (dit artikel neemt een gedeelte van artikel 84, en artikel 85 van het ontwerp over).

Behoudens hiermee strijdige bepalingen worden de tuchtstraffen door de Minister opgelegd, op voorstel van de leidende ambtenaar, en overeenkomstig de artikelen 92 tot 99. De blaam kan echter door de dienstchef of door de leidende ambtenaar worden opgelegd.

.../...

Artikel 91 (dit artikel neemt een gedeelte van artikel 84 van het ontwerp over).

De blaam wordt opgelegd zonder andere formaliteit dan dat het personeelslid vooraf wordt gehoord. Van dit verhoor wordt proces-verbaal opgemaakt.

Artikel 92 (artikel 86 van het ontwerp).

Behoudens hetgeen de artikelen 90 en 91 ter zake van de blaam bepalen, berust het initiatief van de tuchtvervolging bij de leidende ambtenaar. Treedt hij niet op, dan kan de Minister hem bevelen vervolgingen in te stellen.

Artikel 93 (artikel 87 van het ontwerp).

In een zelfde ter post aangetekende brief deelt de leidende ambtenaar het personeelslid mede, welke tekortkoming hem juist wordt verweten en roept hij hem op voor een verhoor.

Door die kennisgeving wordt de tuchtprocedure geopend.

Artikel 94 (artikel 88 van het ontwerp).

De leidende ambtenaar maakt proces-verbaal op van het verhoor van het personeelslid, dat hem daarenboven zijn schriftelijke opmerkingen kan doen toekomen.

.../...

Artikel 95 (artikel 89 van het ontwerp).

De leidende ambtenaar ziet van vervolging af of stelt de met de tucht belaste overheid voor het personeelslid te straffen. Het voorstel omschrijft nauwkeurig de tekortkoming en noemt een bepaalde straf.

Van dit voorstel wordt, bij een ter post aangetekende brief, aan het personeelslid kennis gegeven.

Is de vervolging ingesteld op bevel van de Minister, dan verantwoordt de leidende ambtenaar zijn beslissing om van vervolging af te zien, in een verslag aan de Minister.

Artikel 96 (artikel 90 van het ontwerp).

Binnen twintig dagen na de kennisgeving kan het personeelslid, bij een ter post aangetekende brief, de zaak aanhangig maken bij de raad van beroep.

Na het personeelslid en de leidende ambtenaar of zijn gemachtigde te hebben gehoord, geeft de raad van beroep aan de met de tucht belaste overheid zijn met redenen omkleed advies over de schuld of de onschuld van het personeelslid, en eventueel, over de op te leggen straf.

Artikel 97.

De raad kan zijn werkzaamheden regelen in een reglement van orde, goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort, en neemt daarbij de rechten der verdediging en de tegenspraak bij de debatten in acht.

.../...

Artikel 98 (artikel 93 van het ontwerp).

Op voorstel van de leidende ambtenaar en, in geval van beroep bij de raad van beroep, na advies van deze raad, ontslaat de met de tucht belaste overheid het personeelslid van de vervolging of legt ze hem een tuchtstraf op.

In beide gevallen moet de beslissing gemotiveerd zijn.

Is de zaak niet voor de raad van beroep gebracht, dan mag de straf niet zwaarder zijn dan de leidende ambtenaar heeft voorgesteld. Is de zaak voor de raad van beroep gebracht, dan mag de straf niet zwaarder zijn dan de raad heeft voorgesteld.

De uitspraak wordt bij een ter post aangetekende brief aan het personeelslid betekend ; zij wordt ter kennis gebracht van de leidende ambtenaar, alsook van de raad van beroep, indien de zaak bij deze aanhangig is gemaakt.

Artikel 99 (artikel 94 van het ontwerp).

Het vervolgde personeelslid mag zich ten overstaan van de leidende ambtenaar en van de raad van beroep laten bijstaan door een advocaat of door een gemachtigde van een erkende vakorganisatie. Alvorens te worden gehoord, mogen het personeelslid en zijn verdediger inzage nemen van het dossier van de zaak. Alle stukken van het dossier moeten genummerd zijn.

.../...

TITEL IX. - AMBTSNEERLEGGING.

Artikel 100 (artikel 95 van het ontwerp).

De hoedanigheid van aan dit statuut onderworpen personeelslid vervalt door :

1° uitsluiting ;
2° vrijwillig ontslag ;
3° afdanking ;
4° tuchtrechtelijke afzetting ;
5° inrustestelling ;
6° ontslag van ambtswege.

Artikel 101.-

Het personeelslid wordt in ruste gesteld wanneer hij de leeftijd van vijfenzestig jaar heeft bereikt.

Artikel 102 (artikel 96 van het ontwerp).

Het ontslag wordt door middel van een verzoekschrift bij de tot benoemen bevoegde overheid ingediend.

Deze aanvaardt of weigert het,binnen dertig dagen te rekenen van de eerste dag van de maand na die waarop het verzoekschrift is ingekomen.

Artikel 103 (artikelen 91 en 97 van het ontwerp).

Op voorstel van de leidende ambtenaar kan de tot benoemen bevoegde overheid het personeelslid dat,bij toepassing van artikel 76,gedurende zijn loopbaan ten minste drie ongunstige vermeldingen heeft gekregen wegens beroepsonbekwaamheid, die tot uiting is gekomen in een

.../...

duidelijk onvoldoende rendement of in een uitgesproken onwetendheid omtrent de reglementen, afdanken dan wel bij ordemaatregel terugzetten in een met zijn bekwaamheid overeenstemmende rang.

Het voorstel wordt met redenen omkleed,en bij een ter post aangetekende brief ter kennis van het personeelslid gebracht.

Binnen twintig dagen na de kennisgeving kan het personeelslid bij een ter post aangetekende brief de zaak bij de raad van beroep aanhangig maken. Na het personeelslid en de leidende ambtenaar of zijn gemachtigde te hebben gehoord, geeft de raad van beroep aan de tot benoemen bevoegde overheid zijn met redenen omkleed advies over het voorstel tot afdanking of terugzetting in rang. De raad van beroep volgt dezelfde procedure als in tuchtzaken.

Artikel 104 (artikel 98 van het ontwerp).

Het bij toepassing van artikel 103 afgedankte personeelslid met ten minste drie maanden dienstanciënniteit ontvangt als vergoeding wegens ambtsneerlegging :

1° twaalf maanden wedde als hij ten minste twintig jaren dienstanciënniteit heeft ;

2° negen maanden wedde als hij van tien tot twintig jaren dienstanciënniteit heeft ;

3° zes maanden wedde als hij van twee tot tien jaren dienstanciënniteit heeft ;

4° drie maanden wedde als hij van drie maanden tot twee jaar dienstanciënniteit heeft.

.../...

Artikel 105 (artikel 99 van het ontwerp).

Uit zijn ambt is van ambtswege ontslagen :

1° het personeelslid dat niet langer aan de eisen van artikel 18 voldoet ;

2° het personeelslid dat wegens gebrekkigheid niet in staat is zijn ambt uit te oefenen en het later weder in te nemen.

De tot benoemen bevoegde overheid verleent het ontslag.

TITEL X.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 106 (artikel 100 van het ontwerp).

§ 1. Onverminderd de bepalingen van dit besluit, zijn de personeelsleden onderworpen aan de bepalingen die gelden voor het Rijkspersoneel ,inzake:

1° vergoedingen aan leden van ministeriële kabinetten ;

2° reis- en verblijfkosten van personeelsleden die deel uitmaken van ministeriële kabinetten ;

3° waarborgen aan personeelsleden die in hun bevordering worden voorbijgegaan door de toepassing van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken ;

4° het houden van taalrollen.
Die rollen worden gehouden voor de personeelsleden van hoofdbesturen en van buitendiensten;

5° inrichting van wervings- en bevorderingsexamens.

.../...

Examens voor verandering van graad en voor bevordering worden, naar gelang van de bewoordingen van de lijst van de graden, gelijkgesteld hetzij met een vergelijkend examen voor overgang naar een hogere categorie, hetzij met een examen voor bevordering tot een hogere graad;

6° bijdrage in de kosten voor "consultatie in beroep" tegen sommige beslissingen van de administratieve gezondheidsdienst;

7° toelagen en vergoedingen allerhande ;

8° vormen bepaald voor de controle op de lichamelijke geschiktheid ;

9° vergoeding van kosten van dokter, chirurg, apotheker, ziekenhuis, prothese en orthopedie ten gevolge van ongevallen tijdens de dienst of op de weg van en naar het werk.

§ 2. ... (zie advies)...

Artikel 107 (artikel 103, eerste tot derde lid van het ontwerp).

De tot benoemen bevoegde overheid kan, met het oog op de uitvoering van buitengewoon werk, personeel aanwerven bij arbeidsovereenkomst voor bedienden of werklieden. Zulke overeenkomst mag ten hoogste twee jaar duren.

De voorkeur wordt gegeven aan kandidaten die volgens artikel 16, tweede lid, de wervingsreserve vormen.

Is er geen wervingsreserve, dan kan de overheid aan het sluiten van de overeenkomst een door haar ingericht bekwaamheidsexamen verbinden.

.../...

Titel XI. - Bijzondere bepalingen voor sommige instellingen.

Artikel 108 (artikel 102 van het ontwerp).

§ 1. Ten aanzien van het Nationaal Instituut voor de lichamelijke opvoeding en de sport doet dit statuut geen afbreuk aan de bevoegdheid tot het benoemen en afzetten van personeel, welke artikel 5 van de wet van 15 maart 1956 toekent aan de hoge raad van dat Instituut, die deze bevoegdheid aan het comité van beheer kan overdragen.

§ 2. Ten aanzien van het Nationaal Instituut voor de huisvesting doet dit statuut geen afbreuk aan de bevoegdheid tot het benoemen en afzetten van personeel, welke artikel 5 van de wet van 27 juni 1956 toekent aan de hoge raad van dat Instituut, die deze bevoegdheid aan het beheerscomité kan overdragen.

§ 3. Ten aanzien van het Nationaal Werk voor kinderwelzijn doet dit statuut geen afbreuk aan de bevoegdheid tot het benoemen en afzetten van personeel, welke artikel 7 van het bij het koninklijk besluit van 30 december 1919 goedgekeurde organiek reglement toekent aan het bestuur van de hogere raad van dat werk.

§ 4. Ten aanzien van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers doet dit statuut geen afbreuk aan de bevoegdheid tot het benoemen, schorsen en afzetten van personeel, welke artikel 16 van de besluitwet van 25 februari 1947 toekent aan de raad van beheer van dat Fonds.

.../...

Artikel 109.

Voor benoeming bij keuze moet de tot benoemen bevoegde overheid de volgende voorafgaande formaliteiten in acht nemen :

1° bij de Hulpcompensatiekas voor gezinsvergoedingen wordt de benoeming voorafgegaan door de adviezen van de directeur en van de raad van beheer, voorgeschreven door artikel 16 van de besluitwet van 10 januari 1947;

2° bij de Onderlinge Hulpkas voor kindertoeslagen wordt de benoeming voorafgegaan door de adviezen van de directeur en van de raad van beheer, voorgeschreven door artikel 18 van de besluitwet van 10 januari 1947;

3° bij de Nationale Onderlinge Kas voor kindertoeslagen wordt de benoeming voorafgegaan door de adviezen van de directeur en van de raad van beheer, voorgeschreven door artikel 17 van de besluitwet van 10 januari 1947;

4° bij de Speciale Onderlinge Kassen voor kindertoeslagen wordt de benoeming voorafgegaan door de adviezen van de directeur-generaal en van de raad van advies van de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen, voorgeschreven door de artikelen 12 en 14 van de besluitwet van 10 januari 1947;

5° bij de Nationale Compensatiekas voor gezinsvergoedingen wordt de benoeming voorafgegaan door de adviezen van de directeur en van de raad van beheer, voorgeschreven door artikel 15 van de besluitwet van 10 januari 1947;

6° bij de Rijkskas voor jaarlijks verlof wordt de benoeming voorafgegaan door de adviezen van de directeur en van de raad van beheer, voorgeschreven door artikel 37 van de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 9 maart 1951;

.../...

7° bij de Bijzondere Compensatiekassen voor gezinsvergoedingen, met uitzondering van de Bijzondere Compensatiekas voor kinderbijslag voor de gemeenten, de openbare instellingen die ervan afhangen en de verenigingen van gemeenten, wordt de benoeming voorafgegaan door de adviezen van de directeur-generaal en van de raad van advies van de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen, voorgeschreven door de artikelen 12 en 14 van de besluitwet van 10 januari 1947;

8° bij de Kas voor schadeloosstelling in geval van besmettelijke veeziekte te Malmedy, wordt de benoeming voorafgegaan door de voordracht van het college van vereffenaars van de verzekeringsinstelling tegen invaliditeit te Malmedy en door het advies van de directeur, voorgeschreven door artikel 6 van het besluit van de Regent van 23 april 1949, toepasselijk verklaard door artikel 4 van de wet van 14 mei 1958;

9° bij de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen wordt de benoeming voorafgegaan door de adviezen van de directeur-generaal van de Rijksdienst en van de raad van advies, voorgeschreven door artikel 12 van de besluitwet van 10 januari 1947.

Artikel 110.

Ten aanzien van het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers doet dit statuut geen afbreuk aan de voorkeurrechten voor toelating tot de ambten en betrekkingen, bepaald bij artikel 9 van de wetten betreffende het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 18 maart 1958.

.../...

Titel XII. - Overgangsbepalingen.

Artikel 111 (artikel 101 van het ontwerp).

Op hun verzoek en zonder dat enige benoemingsakte vereist is, verkrijgen de Rijksambtenaren die op de dag dat dit besluit in werking treedt, een ambt uitoefenen in een onder artikel 1 genoemde instelling, de hoedanigheid van personeelslid van die instelling en verliezen zij hun hoedanigheid van Rijksambtenaar.

Deze aanvraag wordt bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Minister onder wie de instelling, waar het personeelslid zijn ambt uitoefent, ressorteert, binnen een maand na de inwerkingtreding van dit besluit.

Het personeelslid dat deze aanvraag niet doet, wordt weder opgenomen in zijn administratie van herkomst.

Artikel 112 (vierde lid van artikel 103 van het ontwerp).

Tijdelijke personeelsleden van de in artikel 1 genoemde instellingen, die voor een regularisatieexamen of een daarmede gelijkgesteld examen geslaagd zijn en van de reserve van regulariseerbare personeelsleden deel uitmaken, zijn aan bijzondere, door de Koning vastgestelde bepalingen onderworpen.

.../...

Artikel 113 (artikel 104 van het ontwerp).

De overheid waaronder het personeelslid ressorteert,brengt diens administratieve toestand met dit statuut overeen, wanneer bepalingen van dit statuut, wegens het verschil tussen dit statuut en de vroegere bepalingen, niet van rechtswege op hem kunnen worden toegepast.

Deze overheid gaat uit van de beginselen van dit statuut en houdt rekening met alle feitelijke en rechtsgegevens. Zij houdt rekening met de verkregen rechten van personeelsleden die geslaagd zijn voor een examen dat hun aanspraak op bevordering verleent.

Titel XIII. - Opheffings- en wijzigingsbepalingen.

Artikel 114 (artikel 105 van het ontwerp).

§ 1. De volgende bepalingen worden opgeheven :

1° ten aanzien van het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers :
de artikelen 29 en 30 van het organiek koninklijk besluit van het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers, van 18 maart 1958;

2° ten aanzien van het Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden :
artikel 26 van het organiek koninklijk besluit van het Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden, van 11 oktober 1957;

.../...

3° ten aanzien van de Steun- en Voorzorgskas ten behoeve van de door arbeidsongevallen getroffenen :
artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1890 met betrekking tot de Steun- en Voorzorgskas ten behoeve van de door arbeidsongevallen getroffenen;

4° ten aanzien van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen :
artikel 12 van het organiek koninklijk besluit van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen, van 19 april 1958;

5° ten aanzien van de Rijkskas voor jaarlijks verlof :
artikel 37, tweede tot vijfde lid, van de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 9 maart 1951;

6° ten aanzien van de Bijzondere Compensatiekas voor kinderbijslag voor de gemeenten, de openbare instellingen die ervan afhangen en de verenigingen van gemeenten :
de artikelen 45, 46, 47 en 62 van het koninklijk besluit van 31 december 1951 tot oprichting en inrichting van de Bijzondere Compensatiekas voor kinderbijslag voor de gemeenten, de openbare instellingen die ervan afhangen en de verenigingen van gemeenten;

7° ten aanzien van de Verzekeringsinstelling tegen invaliditeit te Malmedy :
artikel 6 van het besluit van de Regent van 23 april 1949 houdende de vereffeningsmodaliteiten der verrichtingen van de Verzekeringsinstellingen tegen invaliditeit te Malmedy, behalve voor zover dit artikel van toepassing is op de Kas voor schadeloosstelling in geval van besmettelijke veeziekte te Malmedy;

.../...

8° ten aanzien van het Fonds voor scholing, omscholing en sociale herscholing van minder-validen :
artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 september 1959 tot regeling van inrichting en werkwijze van het Fonds voor scholing, omscholing en sociale herscholing van minder-validen;

9° ten aanzien van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit :
artikel 56 van het organiek koninklijk besluit van de ziekte- en invaliditeitsverzekering van 22 september 1955, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juli en 5 november 1959, en artikel 57 van hetzelfde besluit;

10°ten aanzien van het Nationaal Werk voor wezen van de arbeidsslachtoffers :
artikel 7 van het koninklijk besluit van 5 maart 1931 tot oprichting van het Nationaal Werk voor wezen van de arbeidsslachtoffers;

11°ten aanzien van de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen :
artikel 12, derde tot vijfde lid, van de besluitwet van 10 januari 1947 tot inrichting van een Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen;

12°ten aanzien van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid :
artikel 22, eerste en tweede lid, en artikel 23 van het besluit van de Regent van 16 januari 1945 betreffende de werking van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 februari 1954;

.../...

13° ten aanzien van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid :
artikel 22, tweede lid, en artikel 24 van het organiek besluit van de Regent van 26 mei 1945 betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid.

§ 2. 1° Het koninklijk besluit van 11 mei 1953 betreffende het inrichten van vergelijkende examens met het oog op de aanwerving van het personeel van sommige openbare instellingen welke vallen onder de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 oktober 1959, wordt opgeheven.

2° Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 november 1954 betreffende de maatregelen te nemen, ten einde een betere verdeling van het personeel onder de verschillende parastatale instellingen, ressorterende onder het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, alsmede een efficiënter en economischer beheer van hun diensten te verzekeren, wordt opgeheven.

§ 3. Alle andere bepalingen van koninklijke en ministeriële besluiten, ministeriële omzendbrieven, ministeriële beslissingen en beslissingen van de beheersorganen, in zover zij ertoe strekken het statuut van het aan dit besluit onderworpen personeel vast te stellen, worden opgeheven.

Artikel 115.

§ 1. Ten aanzien van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering :
artikel 19, § 1, eerste tot derde lid, van het organiek

.../...

koninklijk besluit van 22 september 1955 van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1959, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 19. § 1. Het personeel van de Hulpkas staat onder de leiding van de directeur-zaakvoerder".

§ 2. Ten aanzien van de Gemeenschappelijke Kas voor de koopvaardij :
in artikel 18, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 juni 1930 betreffende de statuten der Gemeenschappelijke Kas voor de koopvaardij, worden de woorden "alle bedienden en beambten benoemen en afzetten, hun werkzaamheden, zomede hun wedde, behalve die van de griffier, en desnoods, hun borgtocht bepalen" geschrapt.

§ 3. Ten aanzien van de Gemeenschappelijke Kas voor zeevisserij :
in artikel 20, tweede lid, van het organiek koninklijk besluit van 20 mei 1930 betreffende de Gemeenschappelijke Kas voor zeevissers, worden de woorden : "alle agenten en bedienden benoemen en afzetten, hun bevoegdheden bepalen alsook hun wedde, behalve die van de griffier en van de ontvanger-schatbewaarder, en, gebeurlijk, hun borgtocht" geschrapt.

§ 4. Ten aanzien van de Hulp- en Voorzieningskas voor zeevarenden onder Belgische vlag :
artikel 8 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordening van de statuten der Hulp- en Voorzieningskas voor zeevarenden onder Belgische vlag, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 8. De directeur wordt aangeworven, benoemd, ontslagen en afgezet door de Minister van Sociale Voorzorg, na advies van de raad van beheer van de Kas".

§ 5. Ten aanzien van de Nationale Kas voor bediendenpensioenen :
artikel 10 van het koninklijk besluit van 29 juli 1957 houdende regeling van de organisatie en de werking van de Nationale Kas voor bediendenpensioenen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. De overige personeelsleden staan onder het gezag van de algemeen beheerder".

§ 6. Ten aanzien van de Rijkskas voor jaarlijks verlof :

Artikel 38 van de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 38. Het statuut van het personeel van de Kas, zijn graden en weddeschalen worden, na advies van de raad van beheer, bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld op de voordracht van de Minister van Sociale Voorzorg en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

De ambtsbevoegdheden van de leden van het personeel worden vastgesteld na advies van de raad van beheer".

§ 7. Ten aanzien van het Voorzorgsfonds ten behoeve van door beroepsziekten getroffenen :

.../...

artikel 14, derde lid, van het koninklijk besluit van 15 november 1927 omtrent de organisatie van het Voorzorgsfonds ten behoeve van door beroepsziekten getroffenen, alsmede omtrent die van de bestuursraad en van het technisch comité, wordt door de volgende bepaling vervangen : "De directeur wordt door hem benoemd, geschorst en afgezet. De beslissing werkt echter slechts na goedkeuring door de Minister van Sociale Voorzorg".

§ 8. Ten aanzien van de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen :

Artikel 13 van de besluitwet van 10 januari 1947 tot inrichting van een Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen,wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 13. Het statuut van het personeel van de Rijksdienst, zijn graden en weddeschalen worden, na advies van de directeur-generaal en van de raad van advies, bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld op de voordracht van de Minister van Sociale Voorzorg en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

De ambtsbevoegdheden van de leden van het personeel worden vastgesteld na advies van de directeur-generaal en van de raad van advies".

§ 9. Ten aanzien van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen :
in artikel 85bis, vijfde lid, van het besluit van de Regent van 26 mei 1945 betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid,gewijzigd

.../...

bij het koninklijk besluit van 1 juli 1955, worden de woorden "Het personeel wordt door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg in dienst genomen en ontslagen. De Minister hoort vooraf het beheerscomité" geschrapt.

Titel XIV. - Slotbepalingen.

Artikel 116 (artikel 106 van het ontwerp).

Dit besluit treedt voor elke groep van onder artikel 1 genoemde instellingen in werking, de dag waarop de lijsten van de graden met betrekking tot de instellingen van die groep in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

Artikel 117 (artikel 107 van het ontwerp).

Onze Minister-Ondervoorzitter van de Kabinetsraad, Onze Minister van Sociale Voorzorg, Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin en Onze Minister van Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister-Ondervoorzitter van de Kabinetsraad,
De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,
De Minister van Arbeid,
De Minister van Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.Ch.HUBERLANT, auditeur, par M.J.LIGOT, substitut, et par M.J.BIJVOET, membre du Bureau de coordination.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT, auditeur, door de H.J.LIGOT, substituut, en door de H.J.BIJVOET, lid van het Coördinatiebureau.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.